

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

En vertu d'une loi annuelle du Québec de 2011 (L.Q. 2011, chapitre 16), Immobilière SHQ a été abolie le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et ses activités ont été intégrées à la Société d'habitation du Québec (SHQ) à cette même date. Par conséquent, Immobilière SHQ a été responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent, et ce, jusqu'à son abolition. Depuis, cette responsabilité incombe à la SHQ. C'est pourquoi, le conseil d'administration de la SHQ est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et qu'il approuve les états financiers de Immobilière SHQ pour l'exercice de neuf mois clos le 30 septembre 2011. De plus, le comité de vérification assiste le conseil d'administration dans cette tâche. Ce comité rencontre la direction de la SHQ et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

En conséquence, les états financiers de Immobilière SHQ ont été dressés par la direction de la SHQ qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment des estimations et des jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de la SHQ maintient un système de contrôles comptables internes, conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. La direction procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de Immobilière SHQ pour l'exercice de neuf mois clos le 30 septembre 2011 conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de son audit, la responsabilité de la direction pour ses états financiers, sa responsabilité d'auditeur ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification de la SHQ pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

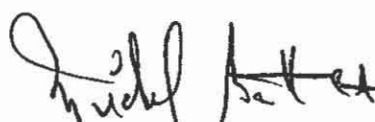
Par ailleurs, nous sommes en mesure de confirmer que la SHQ a rempli adéquatement toutes les obligations et tous les engagements prévus au contrat de gestion, et ce, jusqu'à la date de l'abolition de Immobilière SHQ.

Le président-directeur général,  
Société d'habitation du Québec



William John MacKay

Le directeur général de l'administration  
Société d'habitation du Québec



Michel Bettez, CA

Québec, le 23 mars 2012

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Immobilière SHQ, qui comprennent le bilan au 30 septembre 2011, l'état des résultats et déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice de neuf mois clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Immobilière SHQ au 30 septembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice de neuf mois clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

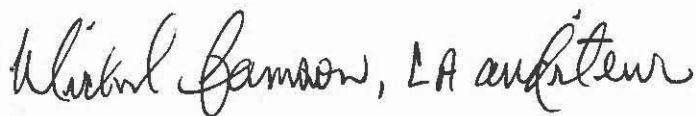
*Abolition de Immobilière SHQ*

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur la note 1 des états financiers, qui fait état de l'abolition de Immobilière SHQ et du transfert de ses activités à la Société d'habitation du Québec.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



**Michel Samson, CA auditeur**

Québec, le 23 mars 2012

IMMOBILIÈRE SHQ  
 RÉSULTATS ET DÉFICIT CUMULÉ  
 DE L'EXERCICE DE NEUF MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2011  
 (en milliers de dollars)

|  | Notes | 2011<br>(9 mois) | 2010<br>(12 mois) |
|--|-------|------------------|-------------------|
| <b>PRODUITS</b>  |       |                  |                   |
| Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles      | 14    | 118 734          | 159 510           |
| Intérêts et autres   | 14    | 20 352           | 27 793            |
| Gain sur la disposition d'immeubles  |       | 28               | 191               |
| Gain sur la vente de placements  | 8     | -                | 132               |
|  |       | <u>139 114</u>   | <u>187 626</u>    |
| <b>CHARGES</b>   |       |                  |                   |
| Intérêts   | 14    | 70 541           | 108 508           |
| Amortissement des immeubles  | 5     | 69 252           | 87 564            |
| Remise aux organismes du gain ou du produit sur la disposition d'immeubles | 3     | 29               | 200               |
| Frais d'administration   | 14    | 421              | 552               |
|  |       | <u>140 243</u>   | <u>196 824</u>    |
| <b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>   |       | <b>1 129</b>     | <b>9 198</b>      |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b>   | 4     | <b>256 931</b>   | <b>247 733</b>    |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b>   | 4     | <b>258 060</b>   | <b>256 931</b>    |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## IMMOBILIÈRE SHQ

## BILAN

AU 30 SEPTEMBRE 2011

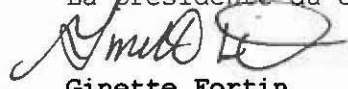
(en milliers de dollars)

|   | Notes | 30 septembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|---|-------|----------------------|---------------------|
| <b>ACTIF</b>  |       |                      |                     |
| Immeubles   | 5,14  | 1 388 004            | 1 388 034           |
| Prêts   | 6,14  | 324 756              | 338 802             |
| Avances temporaires   | 7,14  | 86 919               | 76 153              |
| Placements  | 8     | 5 088                | 5 496               |
| Intérêts courus sur les prêts et autres                               | 14    | 4 049                | 5 708               |
| Créances  | 14    | 17 218               | 22 940              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                               | 9     | 140                  | 5 384               |
|   |       | <b>1 826 174</b>     | <b>1 842 517</b>    |
| <b>PASSIF</b>   |       |                      |                     |
| Dette à long terme  | 10    | 1 426 218            | 1 635 303           |
| Emprunts temporaires  | 11,14 | 398 336              | 228 527             |
| Emprunts temporaires pour améliorations majeures                      | 12,14 | 213 495              | 180 970             |
| Subventions reportées   |       |                      |                     |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                       |       | 3 434                | 3 549               |
| Gouvernement du Québec  |       | 12                   | 13                  |
| Offices d'habitation  |       | 5 969                | 6 102               |
| Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires | 14    | 23 140               | 31 376              |
| Charges à payer   | 14    | 100                  | 78                  |
|   |       | <b>2 070 704</b>     | <b>2 085 918</b>    |
| <b>AVOIR DE L'ACTIONNAIRE</b>   |       |                      |                     |
| Capital-actions   | 13    | 13 530               | 13 530              |
| Déficit cumulé  | 4     | (258 060)            | (256 931)           |
|   |       | <b>(244 530)</b>     | <b>(243 401)</b>    |
|   |       | <b>1 826 174</b>     | <b>1 842 517</b>    |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

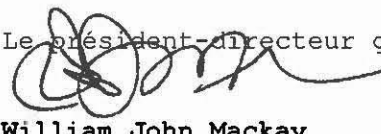
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

La présidente du conseil d'administration,



Ginette Fortin

Le président-directeur général,



William John Mackay

**IMMOBILIÈRE SHQ**  
**FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE DE NEUF MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2011**  
(en milliers de dollars)

|   | Notes | 2011<br>(9 mois) | 2010<br>(12 mois) |
|---|-------|------------------|-------------------|
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX</b>                  |       |                  |                   |
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>                     |       |                  |                   |
| Rentrées de fonds - Organismes                      |       | 124 456          | 162 497           |
| Sorties de fonds - Frais d'administration           |       | (396)            | (549)             |
| Sorties de fonds - Organismes                       |       | (29)             | (200)             |
| Intérêts reçus                                      |       | 21 759           | 27 427            |
| Intérêts payés                                      |       | (78 777)         | (112 587)         |
|   |       | <u>67 013</u>    | <u>76 588</u>     |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX</b>                  |       |                  |                   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                   |       |                  |                   |
| Encaissement sur les placements                     |       | 408              | 1 161             |
| Encaissement sur les prêts                          |       | 14 046           | 19 878            |
| Avances temporaires                                 |       | (10 766)         | (31 037)          |
| Produit sur la disposition d'immeubles              |       | 29               | 252               |
| Acquisition d'immeubles                             | 5     | (36 698)         | (55 739)          |
|   |       | <u>(32 981)</u>  | <u>(65 485)</u>   |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX</b>                  |       |                  |                   |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                     |       |                  |                   |
| Nouvelle dette à long terme                         |       | -                | 94 942            |
| Remboursement sur la dette à long terme             |       | (209 085)        | (194 973)         |
| Nouveaux emprunts temporaires                       |       | 175 609          | 182 356           |
| Remboursement d'emprunts temporaires                |       | (5 800)          | (94 942)          |
|   |       | <u>(39 276)</u>  | <u>(12 617)</u>   |
| <b>DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES</b>           |       |                  |                   |
| <b>ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>                    |       | <b>5 244</b>     | <b>1 514</b>      |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU</b>   |       |                  |                   |
| <b>DÉBUT</b>  |       | <b>5 384</b>     | <b>6 898</b>      |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA</b> |       |                  |                   |
| <b>FIN</b>  | 9     | <b>140</b>       | <b>5 384</b>      |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IMMOBILIÈRE SHQ  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 30 SEPTEMBRE 2011

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Immobilière SHQ, personne morale à fonds sociaux, mandataire de l'État, constituée par la *Loi sur Immobilière SHQ* (L.R.Q., chapitre I-0.3), a pour mission:

- d'acquérir, avec les droits et obligations qui s'y rapportent, des immeubles d'habitation, notamment les immeubles appartenant à la Société d'habitation du Québec, et, moyennant contrepartie, de mettre ces immeubles à la disposition des offices d'habitation ou d'autres organismes sans but lucratif en vue de leur exploitation;
- d'acquérir les droits et obligations découlant de prêts consentis par la Société d'habitation du Québec à des offices d'habitation ou à d'autres organismes sans but lucratif.

Immobilière SHQ a confié à la Société d'habitation du Québec, personne morale constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-8), le mandat d'administrer, moyennant considération, ses biens et les obligations qui en découlent ainsi que le mandat de pourvoir à la gestion des affaires courantes afférentes à ces biens.

En vertu d'une loi annuelle du Québec de 2011 (L.Q. 2011, chapitre 16), Immobilière SHQ a été abolie le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et ses activités ont été intégrées à la Société d'habitation du Québec à cette même date. Par conséquent, tous les biens appartenant à Immobilière SHQ, incluant notamment les immeubles d'habitation et les droits et les obligations découlant des prêts consentis par elle ou par la Société d'habitation du Québec à des offices d'habitation ou à d'autres organismes sans but lucratif, sont transférés à la Société d'habitation du Québec.

De plus, la Société d'habitation du Québec acquiert tous les droits et assume toutes les obligations de Immobilière SHQ à l'égard des biens ainsi transférés, incluant les droits et obligations découlant des emprunts contractés par elle ou par Immobilière SHQ pour financer la réalisation de ces immeubles ou pour consentir ces prêts.

Finalement, la Société d'habitation du Québec devient, sans reprise d'instance, partie à toute procédure à laquelle était partie Immobilière SHQ.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Immobilière SHQ utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de Immobilière SHQ, conformément aux principes comptables généralement reconnus, exige que la direction de la Société d'habitation du Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immeubles et la moins-value durable des placements. Les montants présentés et l'information fournie dans les notes sont établis à partir des meilleures estimations de la direction de la Société d'habitation du Québec.

### Immeubles

Les immeubles sont comptabilisés au coût.

Les bâtiments sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à amortir complètement le coût des bâtiments sur des périodes variant de 35 à 40 ans.

Les améliorations majeures sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pour une période de 20 ans.

### Placements

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué de toute moins-value durable.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de Immobilière SHQ consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

### Subventions reportées

Les subventions reportées relatives aux bâtiments sont virées aux résultats du compte « Intérêts et autres » selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période variant de 35 ou 40 ans, soit en fonction des immeubles auxquels elles se rapportent.

### 3. REMISE AUX ORGANISMES DU GAIN OU DU PRODUIT SUR LA DISPOSITION D'IMMEUBLES

Comme il est stipulé dans les accords de mise en œuvre concernant le programme d'aide au logement social qui sont intervenus entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Immobilière SHQ remet les gains ou les produits sur la disposition d'immeubles se rapportant à ce programme aux partenaires, en proportion de leurs parts dans les dépenses budgétaires pour ce programme, par l'entremise des organismes subventionnés.

### 4. DÉFICIT CUMULÉ

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, les états financiers de Immobilière SHQ sont établis selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Dans le but de se conformer à ce référentiel comptable, Immobilière SHQ a modifié la méthode d'amortissement des bâtiments ainsi que celle des subventions reportées y afférentes. Les bâtiments et les subventions reportées sont dorénavant amortis linéairement sur une période de 35 ou 40 ans.

En raison de ce changement de méthode d'amortissement, appliqué rétroactivement, le bilan fait état d'un déficit cumulé plutôt que d'un excédent cumulé. En effet, la charge d'amortissement est linéaire alors que les produits générés par la facturation (partie en capital de la dette) aux offices municipaux d'habitation sont progressifs sur la durée de l'emprunt, causant ainsi des déficits dans les résultats au cours des premiers exercices et des excédents par la suite. Immobilière SHQ a facturé ses produits de contrepartie en vertu du *Règlement sur la contrepartie exigible des offices municipaux d'habitation et des autres organismes sans but lucratif pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ*. Cette contrepartie est égale au montant, en capital, en intérêts, et en frais et accessoires, de tout emprunt contracté pour financer l'acquisition, la construction ou la rénovation d'un immeuble.

5. IMMEUBLES

|                               | <b>Terrains</b><br>2,5,7,8 | <b>Bâtiments</b><br>3,8 | <b>Améliorations<br/>majeures</b> 1,4,6 | <b>Total</b>     |
|-------------------------------|----------------------------|-------------------------|---|------------------|
| <b>Coût</b>                   |                            |                         |   |                  |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2010  | 101 337                    | 1 790 055               | 206 029                                 | 2 097 421        |
| Acquisitions                  | 132                        | 317                     | 126 328                                 | 126 777          |
| Dispositions                  | 61                         | -                       | -                                       | 61               |
| <b>31 décembre 2010</b>       | <b>101 408</b>             | <b>1 790 372</b>        | <b>332 357</b>                          | <b>2 224 137</b> |
| Acquisitions                  | -                          | -                       | 69 223                                  | 69 223           |
| Dispositions                  | 1                          | -                       | -                                       | 1                |
| <b>30 septembre 2011</b>      | <b>101 407</b>             | <b>1 790 372</b>        | <b>401 580</b>                          | <b>2 293 359</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                            |                         |   |                  |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2010  | -                          | 738 915                 | 9 624                                   | 748 539          |
| Amortissement de l'exercice   | -                          | 74 019                  | 13 545                                  | 87 564           |
| Dispositions                  | -                          | -                       | -                                       | -                |
| <b>31 décembre 2010</b>       | <b>-</b>                   | <b>812 934</b>          | <b>23 169</b>                           | <b>836 103</b>   |
| Amortissement de l'exercice   | -                          | 55 520                  | 13 732                                  | 69 252           |
| Dispositions                  | -                          | -                       | -                                       | -                |
| <b>30 septembre 2011</b>      | <b>-</b>                   | <b>868 454</b>          | <b>36 901</b>                           | <b>905 355</b>   |
| <b>Valeur nette comptable</b> |                            |                         |   |                  |
| <b>31 décembre 2010</b>       | <b>101 408</b>             | <b>977 438</b>          | <b>309 188</b>                          | <b>1 388 034</b> |
| <b>30 septembre 2011</b>      | <b>101 407</b>             | <b>921 918</b>          | <b>364 679</b>                          | <b>1 388 004</b> |

<sup>1</sup> Des intérêts sur emprunts temporaires totalisant 0,3 million de dollars au 30 septembre 2011 (31 décembre 2010 : 0,4 million de dollars) ont été capitalisés aux améliorations majeures.

<sup>2</sup> Immobilière SHQ détient des terrains en qualité de superficiaire, d'une durée illimitée, pour un montant de 33,7 millions de dollars. Le tréfonds de ces terrains appartient à la Ville de Montréal.

<sup>3</sup> Des bâtiments ayant une valeur comptable de 84,4 millions de dollars au 30 septembre 2011 (31 décembre 2010 : 90,5 millions de dollars), sont érigés sur des terrains que Immobilière SHQ détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.

<sup>4</sup> Des améliorations majeures ayant une valeur comptable de 28,9 millions de dollars au 30 septembre 2011 (31 décembre 2010 : 25 millions de dollars) ont été apportées à des bâtiments qui sont érigés sur des terrains que Immobilière SHQ détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.

<sup>5</sup> Des travaux d'expertise ont révélé que Immobilière SHQ est propriétaire de terrains contaminés. En vertu de la réglementation en matière d'environnement, Immobilière SHQ pourrait être tenue de réaliser des travaux de décontamination. Ainsi, compte tenu des conventions d'exploitations signées notamment entre la Société d'habitation du Québec et les offices d'habitation, les coûts qui pourraient découler de ces travaux seront inscrits au déficit d'exploitation de ces offices dans l'année de leur réalisation. Par conséquent, étant donné que les déficits d'exploitation des offices sont assumés généralement à quatre-vingt-dix pourcent (90 %) par la Société d'habitation du Québec, et ce, par l'entremise du programme Logement à but non lucratif, les coûts de décontamination seront alors inclus dans les coûts de ce programme de la Société au moment où ceux-ci seront encourus par les offices d'habitation. Immobilière SHQ n'assumera donc aucun coût relativement à ces travaux sur les terrains lui appartenant, lesquels coûts sont estimés à 5,5 millions de dollars.

<sup>6</sup> Des acquisitions totalisant 32,5 millions de dollars en 2011 (31 décembre 2010 : 70,6 millions de dollars) ont été financées par les offices d'habitation.

<sup>7</sup> Les acquisitions de l'année 2010 comprennent un terrain reçu à titre d'apport qui a été comptabilisé au montant correspondant au coût pour le cédant, soit 10 000 dollars.

<sup>8</sup> Les acquisitions de l'année 2010 comprennent un terrain et un bâtiment acquis de la Société de gestion immobilière SHQ en échange de quoi, la dette relative à ces biens est assumée par Immobilière SHQ. Le coût attribuable au terrain et au bâtiment correspond respectivement à 121 863 dollars et 317 192 dollars, soit le solde de la dette réparti en fonction de l'évaluation municipale.

6. PRÊTS

|  | 30 septembre<br>2011           |                                |                                |                | 31 décembre<br>2010 |
|--|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------|---------------------|
|  | Taux d'intérêt fixe échéant    |                                |                                |                |                     |
|  | 01/09/2015<br>au<br>01/12/2019 | 01/01/2020<br>au<br>01/12/2024 | 01/01/2025<br>au<br>01/01/2030 | Total          | Total               |
| Prêts garantis par hypothèques immobilières remboursables par mensualités ou annuités au taux d'intérêt de : |                                |                                |                                |                |                     |
| 6,875 %  | 5 206                          | 41 357                         | -                              | 46 563         | 49 680              |
| 7,000 % à 7,500 %  | -                              | 39 904                         | 12 803                         | 52 707         | 54 815              |
| 7,625 % à 7,875 %  | 68                             | 77 093                         | 44 004                         | 121 165        | 126 589             |
| 8,000 % à 8,625 %  | -                              | 27 246                         | 67 249                         | 94 495         | 97 357              |
| 10,500 % à   |                                |                                |                                |                |                     |
| 15,125 %   | 970                            | -                              | 169                            | 1 139          | 1 267               |
|  | <b>6 244</b>                   | <b>185 600</b>                 | <b>124 225</b>                 | <b>316 069</b> | <b>329 708</b>      |
| Prêts non garantis remboursables par mensualités au taux d'intérêt de :                                      |                                |                                |                                |                |                     |
| 2,960 %  | -                              | 116                            | -                              | 116            | 124                 |
| 6,875 %  | -                              | 6 074                          | -                              | 6 074          | 6 428               |
| 8,000 %  | -                              | -                              | 2 497                          | 2 497          | 2 542               |
|  | -                              | 6 190                          | 2 497                          | 8 687          | 9 094               |
|  | <b>6 244</b>                   | <b>191 790</b>                 | <b>126 722</b>                 | <b>324 756</b> | <b>338 802</b>      |

Les montants des encaissements à recevoir au cours des prochains exercices et jusqu'en 2030 seront reçus par la Société d'habitation du Québec, entité sous contrôle commun, qui acquière les droits et obligations d'Immobilière SHQ, à l'égard des biens qui lui sont transférés le 1<sup>er</sup> octobre 2011, incluant les droits et obligations découlant des prêt octroyés à des organismes par Immobilière SHQ. La Société d'habitation du Québec présentera à ses états financiers au 31 mars 2012 les montants des encaissements à recevoir au cours des prochains exercices.



## 7. AVANCES TEMPORAIRES

Immobilière SHQ a effectué des avances temporaires aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables qui ont été effectuées au cours des exercices 2008, 2009 et 2010 sur des immeubles appartenant aux offices d'habitation.

Ces avances temporaires sans modalités de remboursement sont consenties à un taux d'intérêt fixe. Le taux au 30 septembre 2011 est de 1,300 % (31 décembre 2010 : 1,284 %).

Au 1<sup>er</sup> octobre 2011, les montants à recevoir sur les avances temporaires seront perçus par la Société d'habitation du Québec, entité sous contrôle commun, qui acquiert les droits et obligations de Immobilière SHQ, à l'égard des biens qui lui sont transférés.

## 8. PLACEMENTS

### Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers

Au 30 septembre 2011, Immobilière SHQ détient des BTAA émis conformément au plan de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs finalisé le 21 janvier 2009.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les billets sont détenus à travers des structures sous forme de fiducies appelées « véhicules d'actifs-cadres (VAC) ». Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit pour VAC1 et VAC2, tandis que VAC3 contient notamment des actifs traditionnels tels que les créances hypothécaires résidentielles et commerciales.

Les actifs soutenus par la facilité de financement de marge pour les VAC1 et VAC2 sont constitués d'une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue jusqu'en juillet 2056. Les actifs dans VAC3 ont été séparés dans des billets reflète pour les actifs traditionnels (AT) et les actifs inadmissibles (AI).

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,500 %. L'intérêt sur les billets de catégorie B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement.

Quant aux billets reflète pour actifs traditionnels et inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

Au 30 septembre 2011, Immobilière SHQ détenait des BTAA d'une valeur nominale de 5,8 millions de dollars (31 décembre 2010 : 6,2 millions de dollars) émis par des tiers et dont la valeur nette était de 5,1 millions de dollars (31 décembre 2010 : 5,5 millions).

| <u>Catégorie</u>                          | <u>30 septembre<br/>2011</u> | <u>31 décembre<br/>2010</u> |
|---|------------------------------|-----------------------------|
| <b>VAC2</b>                               |                              |                             |
| Catégorie A-1                             | 3 700                        | 3 700                       |
| Catégorie A-2                             | 352                          | 352                         |
| Catégorie B                               | 64                           | 64                          |
| Catégorie C                               | 128                          | 128                         |
| <b>VAC3</b>                               |                              |                             |
| Billets reflets pour actifs traditionnels | 1 117                        | 1 491                       |
| Billets reflets pour actifs inadmissibles | 420                          | 454                         |
| <b>Valeur nominale</b>                    | <b>5 781</b>                 | <b>6 189</b>                |
| Moins-value                               | 693                          | 693                         |
| <b>Valeur nette</b>                       | <b>5 088</b>                 | <b>5 496</b>                |

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA inclus dans le plan de restructuration, la direction a estimé le montant des BTAA qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 30 septembre 2011 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation tenant compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents ainsi que de certaines hypothèses et probabilités. Elle tient compte également de la séquence de subordination imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes jusqu'à concurrence de leur valeur nominale, de façon à immuniser les tranches supérieures. Ainsi, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur.

Immobilière SHQ considère que les BTAA n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle durant l'exercice de neuf mois clos le 30 septembre 2011 malgré des encaissements en capital de l'exercice totalisant 0,4 million de dollars (31 décembre 2010 : 1,2 million de dollars). En effet, la moins-value durable n'a pas été révisée étant donné l'impact minime sur celle-ci (31 décembre 2010 : 0,1 million de dollars). La révision de la moins-value durable au 31 décembre 2010 a été considérée comme une récupération d'une partie de la moins-value comptabilisée et a été présentée aux résultats de l'exercice précédent à titre de gain sur la vente de placements.

Après le 1<sup>er</sup> octobre 2011, les montants à recevoir des placements seront perçus par la Société d'habitation du Québec, entité sous contrôle commun, qui acquiert les droits et assume les obligations de Immobilière SHQ à l'égard des biens transférés.

## 9. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

|   | 30 septembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|---|----------------------|---------------------|
| Encaisse  | 140                  | 404                 |
| Placement temporaire, au coût<br>(2010 : 1,210 %) | -                    | 4 980               |
|   | <u>140</u>           | <u>5 384</u>        |

10. DETTE À LONG TERME

|  | 30 septembre<br>2011           |                                |           | 31 décembre<br>2010 |
|--|--------------------------------|--------------------------------|-----------|---------------------|
|  | Taux d'intérêt fixe échéant    |                                |           |                     |
|  | 01/12/2011<br>au<br>01/02/2017 | 01/07/2019<br>au<br>01/07/2032 | Total     | Total               |
| <b>Société canadienne<br/>d'hypothèques et de logement<br/>(SCHL)</b>                        |                                |                                |           |                     |
| Obligations  |                                |                                |           |                     |
| remboursables par versements<br>mensuels   |                                |                                |           |                     |
| 1,820 % à 6,240 %  | 608 621                        | 142 686                        | 751 307   | 799 194             |
| remboursables par versements<br>annuels ou semestriels et<br>rachetables par<br>anticipation |                                |                                |           |                     |
| 6,875 % à 11,000 %   | -                              | 275 394                        | 275 394   | 288 486             |
| remboursables par versements<br>annuels  |                                |                                |           |                     |
| 5,944 %  | 424                            | 259 602                        | 260 026   | 268 455             |
| Emprunt garanti par hypothèque<br>immobilière  |                                |                                |           |                     |
| remboursable par versements<br>mensuels  |                                |                                |           |                     |
| 2,750 % à 7,875 %<br>(31 décembre 2010 : 4,280 %<br>à 7,875 %)                               | 420                            | 450                            | 870       | 899                 |
|  | 609 465                        | 678 132                        | 1 287 597 | 1 357 034           |
| <b>Autres</b>  |                                |                                |           |                     |
| Obligations  |                                |                                |           |                     |
| remboursables par versements<br>annuels et assurés par la<br>SCHL                            |                                |                                |           |                     |
| 8,950 %<br>(31 décembre 2010 : 8,950 %<br>à 10,800 %)  | 138 621                        | -                              | 138 621   | 278 269             |
|  | 748 086                        | 678 132                        | 1 426 218 | 1 635 303           |

Les versements à effectuer au cours des prochains exercices et jusqu'en 2032 seront effectués par la Société d'habitation du Québec, entité sous contrôle commun, qui acquière les droits et obligations d'Immobilière SHQ, à l'égard des biens qui lui sont transférés le 1<sup>er</sup> octobre 2011, incluant les droits et obligations découlant des emprunts contractés par Immobilière SHQ. La Société d'habitation du Québec présentera à ses états financiers au 31 mars 2012 les versements effectués au cours des prochains exercices.

#### 11. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Immobilière SHQ est autorisée par le conseil d'administration à effectuer des emprunts temporaires auprès d'institutions financières et du Fonds de financement du gouvernement du Québec, entité sous contrôle commun, jusqu'à un maximum de 500 millions de dollars.

Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux fixe négocié au moment de l'emprunt. Le taux au 30 septembre 2011 est de 1,300 % (31 décembre 2010 : 1,284 %).

Les versements relatifs au remboursement des emprunts temporaires et au paiement des intérêts seront effectués par la Société d'habitation du Québec, entité sous contrôle commun, qui acquiert les droits et assume les obligations de Immobilière SHQ, à l'égard des biens qui lui sont transférés le 1<sup>er</sup> octobre 2011 incluant les droits et obligations découlant des emprunts temporaires contractés par Immobilière SHQ.

#### 12. EMPRUNTS TEMPORAIRES POUR AMÉLIORATIONS MAJEURES

Ces emprunts couvrent le financement assuré temporairement par les offices d'habitation à même les sommes reçues de la Société d'habitation du Québec pour effectuer des améliorations majeures capitalisables sur des immeubles appartenant à Immobilière SHQ. Le taux au 30 septembre 2011 est de 1,300 % (31 décembre 2010 : 1,284 %).

Le remboursement des emprunts temporaires pour améliorations majeures sera effectué par la Société d'habitation du Québec, entité sous contrôle commun, qui acquiert des droits et assume les obligations de Immobilière SHQ, à l'égard des biens qui lui sont transférés le 1<sup>er</sup> octobre 2011 incluant les droits et obligations découlant des emprunts temporaires pour améliorations majeures contractées par Immobilière SHQ.

## 13. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de Immobilière SHQ sont détenues par le ministre des Finances.

|  | 30 septembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|--|----------------------|---------------------|
| Autorisé   |                      |                     |
| 150 000 actions d'une valeur nominale de<br>100 \$ chacune |                      |                     |
| Émis et payé   |                      |                     |
| 135 300 actions  | 13 530               | 13 530              |

La Société d'habitation du Québec versera au ministre des Finances, selon les modalités à établir entre eux, une somme de 13,53 millions de dollars en rachat de 135 300 actions qu'il détient dans Immobilière SHQ.

## 14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Immobilière SHQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec ou encore apparentés par les membres de la direction de la Société d'habitation du Québec. Immobilière SHQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Les opérations de l'exercice avec ces apparentés ainsi que les soldes qui en résultent aux états financiers en fin d'exercice sont mesurés à la valeur d'échange et se chiffrent à :

|  | 30 septembre<br>2011<br>(9 mois) | 31 décembre<br>2010<br>(12 mois) |
|--|----------------------------------|----------------------------------|
| Société d'habitation du Québec   |                                  |                                  |
| Frais d'administration   | 421                              | 537                              |
| Charges à payer  | 14                               | 15                               |
| Société de gestion immobilière SHQ                                       |                                  |                                  |
| Contrepartie exigible des organismes pour<br>l'utilisation des immeubles | -                                | 198                              |
| Immeubles (acquisitions)   | -                                | 439                              |
| Créances   | -                                | 240                              |
| Emprunts temporaires pour améliorations<br>majeures                      | -                                | 143                              |
| Société immobilière du Québec  |                                  |                                  |
| Intérêts et autres   | 1 581                            | 2 175                            |
| Prêts  | 26 538                           | 27 778                           |
| Intérêts courus sur les prêts et autres                                  | 496                              | 1 046                            |
| Organismes du réseau de la santé et<br>des services sociaux              |                                  |                                  |
| Intérêts et autres   | 4 012                            | 5 581                            |
| Prêts  | 67 202                           | 71 458                           |
| Intérêts courus sur les prêts et autres                                  | 1 246                            | 2 674                            |
| Organismes du réseau de l'éducation                                      |                                  |                                  |
| Contrepartie exigible des organismes pour<br>l'utilisation des immeubles | 597                              | 796                              |
| Intérêts et autres   | 586                              | 820                              |
| Prêts  | 10 449                           | 10 928                           |
| Intérêts courus sur les prêts et autres                                  | 64                               | 67                               |
| Créances   | 171                              | 348                              |
| Fonds de financement   |                                  |                                  |
| Intérêts   | 2 874                            | 1 306                            |
| Emprunts temporaires   | 398 336                          | 228 527                          |
| Intérêts courus sur la dette à long terme et<br>les emprunts temporaires | 865                              | 249                              |
| Immeubles (intérêts capitalisés)   | 512                              | 362                              |
| Avances temporaires (intérêts capitalisés)                               | 148                              | 148                              |

## 15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.



# Rapport de la direction

Les états financiers d'Infrastructure Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Infrastructure Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers d'Infrastructure Québec, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Frédérick Bouthillette  
Le directeur de l'administration



Luc Meunier  
Le président-directeur général

Québec, le 18 juin 2012



# Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

## **Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints d'Infrastructure Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la réparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Infrastructure Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V- 5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

*Michel Samson, CPA auditeur, CA*

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 18 juin 2012

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ  
De l'exercice clos le 31 mars 2012

|   | 2012                | 2011                |
|---|---------------------|---------------------|
| <b>REVENUS</b>  |                     |                     |
| Honoraires (note 13)  | 12 012 098 \$       | 9 234 807 \$        |
| Entente avec le Secrétariat du Conseil du trésor                | -                   | 1 500 000           |
|   | <b>12 012 098</b>   | <b>10 734 807</b>   |
| <b>CHARGES</b>  |                     |                     |
| Traitements et avantages sociaux                                | 5 365 056           | 4 032 961           |
| Services professionnels, administratifs et consultants externes | 5 027 374           | 4 294 720           |
| Loyer (note 13)   | 461 701             | 468 376             |
| Déplacements et représentation                                  | 152 789             | 122 113             |
| Communication   | 126 730             | 117 707             |
| Assurances  | 39 809              | 37 568              |
| Fournitures et approvisionnement                                | 308 805             | 178 166             |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)         | 285 263             | 256 507             |
| Perte sur radiation d'immobilisations corporelles (note 10)     | 5 272               | 59 013              |
| (Gain) perte sur disposition d'immobilisations corporelles      | (367)               | 1 811               |
| Intérêts sur la dette à long terme                              | 18 651              | 4 708               |
| Intérêts et frais bancaires                                     | (1 399)             | 552                 |
|   | <b>11 789 684</b>   | <b>9 574 202</b>    |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>  | <b>222 414</b>      | <b>1 160 605</b>    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                                 | <b>2 664 165</b>    | <b>1 503 560</b>    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                                 | <b>2 886 579 \$</b> | <b>2 664 165 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
Au 31 mars 2012

|   | 2012        | 2011        |
|---|-------------|-------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>  |             |             |
| Encaisse  | 2 192 906\$ | 1 064 508\$ |
| Débiteurs (note 3)  | 5 424 562   | 3 229 087   |
| Services rendus non facturés (note 4)                               | 2 029 851   | 874 345     |
|   | 9 647 319   | 5 167 940   |
| <b>PASSIFS</b>  |             |             |
| Créditeurs et charges à payer                                       | 2 184 900   | 2 339 830   |
| Provision pour vacances (note 9)                                    | 231 440     | 156 522     |
| Dettes (note 6)   | 704 787     | 278 912     |
| Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition (note 7) | 23 436      | -           |
| Revenus reportés (note 8)   | 4 647 320   | -           |
| Provision pour congés de maladie (note 9)                           | 192 064     | 255 565     |
|   | 7 983 947   | 3 030 829   |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                                       | 1 663 372   | 2 137 111   |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>  |             |             |
| Immobilisations corporelles (note 10)                               | 1 164 836   | 478 300     |
| Frais payés d'avance  | 58 371      | 48 754      |

## EXCÉDENT CUMULÉ

## OBLIGATIONS CON

Les notes complémentaires

Pour le conseil d'administration



Hélène F. Fortin, I



2011-2012

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS  
De l'exercice clos le 31 mars 2012

|   | 2012               | 2011        |
|---|--------------------|-------------|
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                                      | <b>222 414\$</b>   | 1 160 605\$ |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                   | (977 071)          | (304 155)   |
| Amortissement des immobilisations corporelles               | 285 263            | 256 507     |
| Perte sur radiation d'immobilisations corporelles           | 5 272              | 59 013      |
| (Gain) perte sur disposition d'immobilisations corporelles  | (367)              | 1 811       |
| Produits de disposition d'immobilisations corporelles       | 367                | 100         |
|   | (686 536)          | 13 276      |
| Acquisition de frais payés d'avance                         | (135 962)          | (75 731)    |
| Utilisation de frais payés d'avance                         | 126 345            | 65 662      |
|   | (9 617)            | (10 069)    |
| <b>(Diminution) augmentation des actifs financiers nets</b> | <b>(473 739)</b>   | 1 163 812   |
| <b>Actifs financiers nets au début</b>                      | <b>2 137 111</b>   | 973 299     |
| <b>Actifs financiers nets à la fin</b>                      | <b>1 663 372\$</b> | 2 137 111\$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|   | 2012             | 2011             |
|---|------------------|------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>  |                  |                  |
| Excédent annuel   | 222 414 \$       | 1 160 605 \$     |
| Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie  |                  |                  |
| Amortissement des immobilisations corporelles   | 285 263          | 256 507          |
| Frais payés d'avance  | (9 617)          | (10 069)         |
| Perte sur radiation d'immobilisations corporelles   | 5 272            | 59 013           |
| (Gain) perte sur disposition d'immobilisations corporelles                                | (367)            | 1 811            |
|   | 502 965          | 1 467 867        |
| Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement                   |                  |                  |
| Débiteurs   | (2 195 475)      | (1 000 081)      |
| Services rendus non facturés  | (1 155 506)      | (302 744)        |
| Créditeurs et charges à payer   | (154 930)        | (2 190)          |
| Provision pour vacances   | 74 918           | 33 020           |
| Revenus reportés  | 4 647 320        | -                |
| Provision pour congés de maladie  | (63 501)         | (31 594)         |
|   | 1 152 826        | (1 303 589)      |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>                       | <b>1 655 791</b> | <b>164 278</b>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                      |                  |                  |
| Acquisition d'immobilisations corporelles   | (202 522)        | (83 344)         |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                      | 367              | 100              |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour des activités d'investissement en immobilisations</b> | <b>(202 155)</b> | <b>(83 244)</b>  |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>   |                  |                  |
| Emprunts effectués au Fonds de financement  | -                | 300 000          |
| Emprunts remboursés au Fonds de financement   | -                | (300 000)        |
| Dettes remboursées  | (321 458)        | (95 995)         |
| Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition remboursées                    | (3 780)          | -                |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour des activités de financement</b>                      | <b>(325 238)</b> | <b>(95 995)</b>  |
| <b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>        | <b>1 128 398</b> | <b>(14 961)</b>  |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                   | <b>1 064 508</b> | <b>1 079 469</b> |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                                   | <b>2 192 906</b> | <b>1 064 508</b> |
| <b>LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :</b>                  |                  |                  |
| Encaisse  | 2 192 906 \$     | 1 064 508 \$     |

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 18 651 \$ (5 310 \$ en 2011).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2012

## **1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS**

La Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec (L.R.Q., A-7.002) a été abrogée le 17 mars 2010 par l'adoption de la Loi sur Infrastructure Québec (L.R.Q. c. I-8.2). Infrastructure Québec (ci-après « l'Organisme ») est alors substitué à l'Agence des partenariats public-privé du Québec (ci-après « l'Agence ») et en acquiert les droits et en assume les obligations. Les affaires de l'Agence étant continuées par Infrastructure Québec, les opérations de l'Agence sont devenues, au 17 mars 2010, celles de l'Organisme.

L'Organisme est une personne morale au sens du Code civil et est institué en vertu de l'article 1 de sa loi constitutive.

L'Organisme a pour mission, d'une part, de contribuer à la planification et à la réalisation des projets d'infrastructure des organismes publics avec comme objectif d'obtenir des infrastructures de qualité en plus d'assurer une gestion optimale des risques, des coûts et des échéanciers et, d'autre part, de collaborer à la planification de l'entretien de ces infrastructures, le tout dans une perspective de saine administration des deniers publics.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, l'Organisme est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

### **Transfert de certaines activités de gestion de projet**

Le 15 mai 2012, le gouvernement du Québec a déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi qui prévoit le transfert de certaines activités de gestion de projets de la Société immobilière du Québec à l'Organisme. S'il est sanctionné, ce projet de loi prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain, l'Organisme aura la responsabilité de la gestion de tous les projets du réseau de la santé et des services sociaux, ainsi que des projets majeurs de la clientèle ministères et organismes.

L'Organisme et la Société immobilière du Québec doivent, avant le 30 septembre 2012 ou à toute autre date ultérieure fixée par le gouvernement avant le 30 septembre 2012, conclure une entente sur la gestion des transferts des projets d'infrastructure publique.

Cette entente doit prévoir les dispositions nécessaires pour compléter les transferts des projets ainsi que des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles qui y sont rattachées directement ou indirectement. Elle doit notamment prévoir en annexe à l'entente la liste des membres du personnel de la Société immobilière du Québec qui seront transférés à l'Organisme.



# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
Au 31 mars 2012

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public et pour la première année, l'Organisme applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec les principes comptables généralement reconnus et l'application des fondements conceptuels des états financiers pour le secteur public.

La préparation des états financiers de l'Organisme par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments tels que la durée de vie utile des immobilisations, l'avancement des services rendus non facturés, les revenus reportés et les provisions pour vacances et de congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

### REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les revenus d'honoraires des clients sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Au cours de l'exercice, l'Organisme a, en plus d'une tarification horaire, adopté une tarification forfaitaire. Cette tarification forfaitaire est fonction des modes de réalisation des projets d'infrastructure. Les revenus provenant des ententes à prix forfaitaire sont déterminés en se basant sur les étapes à réaliser. Les revenus des ententes à base horaire sont comptabilisés lorsque les frais sont engagés. Lorsqu'une perte sur une entente est connue ou suffisamment prévisible, le montant total estimatif de cette perte est comptabilisé aux résultats de l'exercice.

En ce qui concerne la refacturation des frais de consultants externes et autres charges imputables, l'Organisme constate un revenu équivalent à la charge facturée par ces consultants externes ou ces fournisseurs de services.

Les autres revenus sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le service a été rendu, que son prix est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
Au 31 mars 2012

## **ACTIFS FINANCIERS**

### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse.

### ***Services rendus non facturés et revenus reportés***

Les services rendus non facturés sont constitués de l'excédent des revenus gagnés en vertu des ententes sur les montants facturés et les revenus reportés constituent l'excédent de la facturation sur les revenus gagnés en vertu des ententes à la date de clôture des états financiers.

## **PASSIF**

### ***Obligations découlant des contrats de location-acquisition***

Les contrats de location auxquels l'Organisme est partie à titre de preneur, et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui sont transférés, sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et sont inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

### ***Avantages sociaux futurs***

### ***Provision pour congés de maladie***

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

### ***Régimes de retraite***

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'Organisme ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2012

## ACTIFS NON FINANCIERS

### *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode logique et systématique, en fonction de leur durée de vie utile.

| Catégorie                            | Méthode  | Durée |
|--------------------------------------|----------|-------|
| Améliorations locatives              | Linéaire | 5 ans |
| Mobilier et équipement de bureau     | Linéaire | 5 ans |
| Équipement informatique loué         | Linéaire | 3 ans |
| Équipement informatique et logiciels | Linéaire | 3 ans |

### *Réduction de valeurs sur immobilisations corporelles*

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Organisme de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2012

## 3. DÉBITEURS

|  | 2012         | 2011         |
|--|--------------|--------------|
| Transports                                       | 3 033 933 \$ | 984 266 \$   |
| Santé  | 1 808 247    | 1 314 141    |
| Culture  | 43 910       | 188 952      |
| Sécurité publique et Justice                     | 500 598      | 233 078      |
| Éducation, Loisirs et Sports                     | 33 304       | 9 612        |
| Secteur municipal                                | 4 570        | 6 363        |
| Autres secteurs                                  | -            | 5 175        |
|  | 5 424 562    | 2 741 587    |
| Entente avec le Secrétariat du Conseil du trésor | -            | 487 500      |
|  | 5 424 562 \$ | 3 229 087 \$ |

## 4. SERVICES RENDUS NON FACTURÉS

|                              | 2012         | 2011       |
|------------------------------|--------------|------------|
| Transports                   | 556 583 \$   | 233 127 \$ |
| Santé                        | 747 476      | 452 792    |
| Culture                      | 53 450       | 21 700     |
| Sécurité publique et Justice | 224 367      | 93 082     |
| Éducation, Loisirs et Sports | 25 300       | 73 644     |
| Secteur municipal            | 349 218      | -          |
| Autres secteurs              | 73 457       | -          |
|                              | 2 029 851 \$ | 874 345 \$ |

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2012

### 5. EMPRUNT AU FONDS DE FINANCEMENT

Le gouvernement du Québec a autorisé l'Organisme, en vertu des décrets 709-2011 et 710-2011, à contracter une marge de crédit d'un montant autorisé de 3 000 000 \$. L'Organisme ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte au-delà de 1 000 000 \$ le total de ses emprunts. Cette marge de crédit vient à échéance le 30 juin 2014 et porte intérêt au taux moyen des acceptations bancaires plus une prime de 0,30 %. Au 31 mars 2012, le solde de cette marge est nul (nul au 31 mars 2011).

### 6. DETTE

Les dettes contractées relativement aux ententes d'occupation auprès de la Société immobilière du Québec se détaillent comme suit :

|  | 2012              | 2011              |
|--|-------------------|-------------------|
| Au taux fixe de 4,28 %, remboursable par versements mensuels de 1 711 \$, échéant le 30 septembre 2013 | 29 787 \$         | 48 610 \$         |
| Au taux fixe de 4,17 %, remboursable par versements mensuels de 4 069 \$, échéant le 31 mars 2016      | 179 622           | 220 811           |
| Au taux fixe de 4,17 %, remboursable par versements mensuels de 289 \$, échéant le 31 juillet 2016     | 13 734            | -                 |
| Au taux fixe de 4,17 %, remboursable par versements mensuels de 9 798 \$, échéant le 30 septembre 2016 | 481 644           | -                 |
| Emprunts remboursés au cours de l'exercice   | -                 | 9 491             |
|  | <b>704 787 \$</b> | <b>278 912 \$</b> |
| <b>Échéanciers des dettes au 31 mars 2012</b>  |                   |                   |
| 2013   | 164 116 \$        |                   |
| 2014   | 160 752           |                   |
| 2015   | 157 011           |                   |
| 2016   | 163 684           |                   |
| 2017   | 59 224            |                   |
|  | <b>704 787 \$</b> |                   |

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
Au 31 mars 2012

## 7. OBLIGATIONS DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

|   | 2012      |
|---|-----------|
| Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un montant total de 27 216 \$, sans intérêt, remboursable par versements mensuels de 756 \$ et échéant en novembre 2014 avec option d'achat à 1 \$ | 23 436 \$ |
| Les paiements minimums exigibles se détaillent comme suit :   |           |
| 2013  | 9 072 \$  |
| 2014  | 9 072     |
| 2015  | 5 292     |
|   | 23 436 \$ |

## 8. REVENUS REPORTÉS

|                              | 2012         |
|------------------------------|--------------|
| Transports                   | 3 611 877 \$ |
| Santé                        | 947 397      |
| Culture                      | 11 565       |
| Sécurité publique et Justice | 29 113       |
| Éducation, Loisirs et Sports | 47 368       |
|                              | 4 647 320 \$ |

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2012

## 9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### *Régimes de retraite*

Les employés de l'Organisme participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes sont interemployeurs à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite ou au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE de 11,54 % à 12,3 %.

Les cotisations imputées aux opérations courantes s'élèvent à 364 199 \$ (259 718 \$ en 2011). Les obligations de l'Organisme envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### *Provision pour congés de maladie et vacances*

Les employés de l'Organisme peuvent accumuler des journées de congé de maladie, non utilisées, auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Organisme. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

### *Évaluations et estimations subséquentes*

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2012 :

|   | 2012                   | 2011            |
|---|------------------------|-----------------|
| Taux de croissance de la rémunération                   | <b>2,70 % à 4,55 %</b> | 1,95 % à 3,95 % |
| Taux d'actualisation                                    | <b>1,36 % à 3,89 %</b> | 1,59 % à 4,83 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | <b>19 ans</b>          | 12 ans          |

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
Au 31 mars 2012

## 9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

|  | 2012              |                   | 2011              |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | Vacances          | Congé de maladie  | Vacances          | Congé de maladie  |
| Solde au début                             | 156 522 \$        | 255 565 \$        | 123 502 \$        | 287 159 \$        |
| Charges de l'exercice                      | 472 732           | 104 232*          | 366 958           | 51 967*           |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (397 814)         | (167 733)         | (333 938)         | (83 561)          |
| <b>Solde de fin</b>                        | <b>231 440 \$</b> | <b>192 064 \$</b> | <b>156 522 \$</b> | <b>255 565 \$</b> |

\* Les charges de l'exercice incluent les intérêts et l'amortissement des pertes actuarielles d'un montant de 13 118 \$ (gains actuariels de 9 740 \$ en 2011) au poste « Traitements et avantages sociaux ».

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                               | Améliorations locatives | Mobilier et équipement de bureau | Équipement informatique et logiciels | 2012                |
|-------------------------------|-------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------|
| <b>Coût</b>                   |                         |                                  |                                      |                     |
| Solde au début                | 697 100 \$              | 244 234 \$                       | 551 633 \$                           | 1 492 967 \$        |
| Acquisitions                  | 754 176                 | 55 755                           | 167 140 <sup>(1)</sup>               | 977 071             |
| Dispositions                  | (266 398)               | -                                | -                                    | (266 398)           |
| <b>Solde à la fin</b>         | <b>1 184 878</b>        | <b>299 989</b>                   | <b>718 773</b>                       | <b>2 203 640</b>    |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                         |                                  |                                      |                     |
| Solde au début                | 444 880                 | 170 745                          | 399 042                              | 1 014 667           |
| Amortissement                 | 136 036                 | 30 201                           | 119 026                              | 285 263             |
| Dispositions                  | (261 126)               | -                                | -                                    | (261 126)           |
| <b>Solde à la fin</b>         | <b>319 790</b>          | <b>200 946</b>                   | <b>518 068</b>                       | <b>1 038 804</b>    |
| <b>Valeur comptable nette</b> | <b>865 088 \$</b>       | <b>99 043 \$</b>                 | <b>200 705 \$</b>                    | <b>1 164 836 \$</b> |

(1) Le total des immobilisations inclut des équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un total de 27 216 \$ en 2012. La dépense d'amortissement de ces immobilisations est de 3 780 \$.



# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
Au 31 mars 2012

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

|                               | Améliorations<br>locatives | Mobilier et<br>équipement<br>de bureau | Équipement<br>informatique<br>et logiciels | 2011              |
|-------------------------------|----------------------------|--|--|-------------------|
| <b>Coût</b>                   |                            |  |  |                   |
| Solde au début                | 594 891 \$                 | 220 043 \$                             | 501 112 \$                                 | 1 316 046 \$      |
| Acquisitions                  | 227 010                    | 24 981                                 | 52 164                                     | 304 155           |
| Dispositions                  | (124 801)                  | (790)                                  | (1 643)                                    | (127 234)         |
| Solde à la fin                | 697 100                    | 244 234                                | 551 633                                    | 1 492 967         |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                            |  |  |                   |
| Solde au début                | 406 824                    | 128 682                                | 288 964                                    | 824 470           |
| Amortissement                 | 103 845                    | 42 589                                 | 110 073                                    | 256 507           |
| Dispositions                  | (65 789)                   | (526)                                  | 5  | (66 310)          |
| Solde à la fin                | 444 880                    | 170 745                                | 399 042                                    | 1 014 667         |
| <b>Valeur comptable nette</b> | <b>252 220 \$</b>          | <b>73 489 \$</b>                       | <b>152 591 \$</b>                          | <b>478 300 \$</b> |

Au cours de l'exercice, l'Organisme a réaménagé ses locaux de Québec. Suite à ce réaménagement, une perte sur radiation d'immobilisations corporelles d'un montant de 5 272 \$ a été comptabilisée au 31 mars 2012 (59 013 \$ au 31 mars 2011).

De plus, l'Organisme a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 774 549 \$ (220 811 \$ en 2011) en contrepartie d'une dette à long terme d'un montant de 747 333 \$ (220 811 \$ en 2011) et d'un contrat de location-acquisition d'un montant de 27 216 \$ (nul en 2011). Ces acquisitions n'ont eu aucune incidence sur les flux de trésorerie.

## 11. EXCÉDENT CUMULÉ

En vertu de l'article 37 de sa loi constitutive, les sommes reçues par l'Organisme doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est conservé par l'Organisme à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

# INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
Au 31 mars 2012

## 12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'Organisme est locataire d'espaces de bureaux en vertu d'ententes d'occupation avec la Société immobilière du Québec. Ces ententes viennent à échéance en mars 2016 et septembre 2016 et les loyers minimums futurs totalisent 2 181 901 \$. De plus, en vertu de contrats de location, l'Organisme s'est engagé à louer des équipements de bureau.

Les obligations contractuelles se détaillent comme suit :

|                       | 2013       | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | Total        |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| Loyer                 | 518 150 \$ | 518 150 \$ | 518 150 \$ | 518 150 \$ | 109 301 \$ | 2 181 901 \$ |
| Équipements de bureau | 17 837     | 7 616      | 5 830      | 4 332      | 2 166      | 37 781       |
|                       | 535 987 \$ | 525 766 \$ | 523 980 \$ | 522 482 \$ | 111 467 \$ | 2 219 682 \$ |

## 13. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

L'Organisme a conclu des revenus avec des entités sous contrôle commun d'un montant de 11 502 213 \$ (10 654 424 \$ en 2011) et a engagé une charge de loyer de 461 701 \$ (468 376 \$ en 2011) avec la Société immobilière du Québec.

Au 31 mars 2012, les montants des débiteurs, des services rendus non facturés, des créiteurs et charges à payer et des revenus reportés avec des sociétés sous contrôle commun représentent respectivement 5 389 991 \$ (3 140 313 \$ en 2011), 1 679 896 \$ (874 345 \$ en 2011), 373 516 \$ (259 564 \$ en 2011) et 4 164 528 \$ (nul en 2011).

Dans le cadre d'appels de propositions pour la réalisation de projets d'infrastructures en mode de partenariat public-privé, l'Organisme a reçu d'une entité sous contrôle commun des montants totalisant 5 000 000 \$ (17 500 000 \$ en 2011) et a versé la totalité de cette somme à des tiers à titre de compensation aux soumissionnaires non sélectionnés, tel que le prévoient le décret 1052-2009. L'Organisme, à titre d'intermédiaire, n'avait pas à comptabiliser ces transactions dans son état des résultats.

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, l'Organisme est lié à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Organisme n'a conclu aucune opération commerciale avec ces parties liées autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La plupart de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



Stéphane Mercier  
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 11 juin 2012

**Rapport de l'auditeur indépendant****À l'Assemblée nationale****Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de la statistique du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

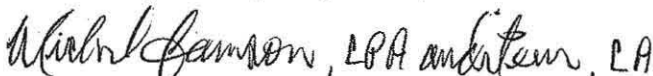
*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

  
Michel Samson, CPA auditeur, CA

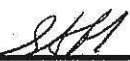
Québec, le 11 juin 2012

**INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**  
**États des résultats**  
**de l'exercice clos le 31 mars**

|  | <b>2012</b>       | <b>2011</b>         |
|--|-------------------|---------------------|
| <b>REVENUS</b>   |                   |                     |
| Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec | 13 761 800 \$     | 13 926 800 \$       |
| Services rendus  | 15 160 821        | 15 449 110          |
| Autres revenus   | 32 634            | 32 639              |
|  | <u>28 955 255</u> | <u>29 408 549</u>   |
| <b>CHARGES</b>   |                   |                     |
| Traitements et avantages sociaux                       | 22 895 732        | 23 682 676          |
| Honoraires professionnels                              | 732 740           | 1 086 502           |
| Loyers   | 1 987 068         | 2 100 236           |
| Services et fournitures informatiques                  | 740 676           | 750 762             |
| Achats de données statistiques                         | 505 894           | 459 312             |
| Communications   | 473 799           | 527 471             |
| Frais de déplacement et de séjour                      | 220 810           | 370 685             |
| Frais de bureau  | 126 413           | 182 830             |
| Impression   | 130 516           | 236 934             |
| Frais de formation                                     | 186 176           | 169 812             |
| Amortissement des immobilisations corporelles          | 987 943           | 776 242             |
| Autres charges   | 78 200            | 157 750             |
|  | <u>29 065 967</u> | <u>30 501 212</u>   |
| <b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>                           | (110 712)         | (1 092 663)         |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                        | 1 084 300         | 2 176 963           |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                        | <u>973 588 \$</u> | <u>1 084 300 \$</u> |

**INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**  
**État de la situation financière**  
**au 31 mars**

|  | <b>2012</b>        | <b>2011</b>         |
|--|--------------------|---------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>   |                    |                     |
| Encaisse   | 538 264 \$         | 1 596 539 \$        |
| Placements temporaires (note 3)                                    | -                  | 720 717             |
| Débiteurs  | 3 653 476          | 2 836 038           |
| Services rendus non facturés                                       | 4 104 872          | 2 725 706           |
|  | <u>8 296 612</u>   | <u>7 879 000</u>    |
| <b>PASSIFS</b>   |                    |                     |
| Créditeurs et frais courus   | 1 450 232          | 1 604 623           |
| Revenus reportés   | 2 786 851          | 2 469 263           |
| Indemnités de vacances dues aux employés                           | 2 012 766          | 2 007 462           |
| Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5) | 36 543             | 48 078              |
| Provision pour congés de maladie (note 6)                          | 3 713 646          | 3 706 107           |
|  | <u>10 000 038</u>  | <u>9 835 533</u>    |
| <b>DETTE NETTE</b>   | <u>(1 703 426)</u> | <u>(1 956 533)</u>  |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                       |                    |                     |
| Immobilisations corporelles (note 7)                               | 2 295 277          | 2 687 546           |
| Charges payées d'avance  | 381 737            | 353 287             |
|  | <u>2 677 014</u>   | <u>3 040 833</u>    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>   | <u>973 588 \$</u>  | <u>1 084 300 \$</u> |
| <b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 9)</b>                         |                    |                     |

  
 Stéphane Mercier  
 Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

**INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**  
**État de la variation de la dette nette**  
**de l'exercice clos le 31 mars**

|  | <b>2012</b>           | <b>2011</b>           |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Déficit de l'exercice                                  | (110 712) \$          | (1 092 663) \$        |
| Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)     | (595 674)             | (1 452 623)           |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 7) | 987 943               | 776 242               |
|  | <u>392 269</u>        | <u>(676 381)</u>      |
| Acquisition de charges payées d'avance                 | (441 689)             | (395 443)             |
| Utilisation de charges payées d'avance                 | 413 239               | 488 945               |
|  | <u>(28 450)</u>       | <u>93 502</u>         |
| Diminution (augmentation) de la dette nette            | 253 107               | (1 675 542)           |
| Dette nette au début de l'exercice                     | (1 956 533)           | (280 991)             |
| Dette nette à la fin de l'exercice                     | <u>(1 703 426) \$</u> | <u>(1 956 533) \$</u> |

**INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**  
**Flux de trésorerie**  
**de l'exercice clos le 31 mars**

|   | <b>2012</b>  | <b>2011</b>    |
|---|--------------|----------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>  |              |                |
| Déficit de l'exercice   | (110 712) \$ | (1 092 663) \$ |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie                                     |              |                |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                 | 987 943      | 776 242        |
| Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement                    |              |                |
| (Augmentation) diminution des débiteurs                                       | (817 438)    | 1 883 601      |
| Augmentation des services rendus non facturés                                 | (1 379 166)  | (1 293 905)    |
| Diminution (augmentation) des charges payées d'avance                         | (28 450)     | 93 502         |
| (Diminution) augmentation des créditeurs et frais courus                      | (262 723)    | 150 967        |
| Augmentation (diminution) des revenus reportés                                | 317 588      | (2 268 040)    |
| Augmentation des indemnités de vacances dues aux employés                     | 5 304        | 11 600         |
| Augmentation de la provision pour congés de maladie                           | 7 539        | 270 725        |
|   | (2 157 346)  | (1 151 550)    |
| Flux de trésorerie affectés aux activités de fonctionnement                   | (1 280 115)  | (1 467 971)    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                          |              |                |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                     | (487 342)    | (1 466 156)    |
| Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations | (487 342)    | (1 466 156)    |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>   |              |                |
| Remboursement de la dette relative à un contrat de location-acquisition       | (11 535)     | (11 061)       |
| Flux de trésorerie affectés aux activités de financement                      | (11 535)     | (11 061)       |
| <b>DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>               | (1 778 992)  | (2 945 188)    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                       | 2 317 256    | 5 262 444      |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 8)</b>              | 538 264 \$   | 2 317 256 \$   |

Un montant de 206 790 \$ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles est inclus dans les créditeurs et frais courus au 31 mars 2012 (98 458 \$ au 31 mars 2011).



**NOTES COMPLÉMENTAIRES  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

L'Institut de la statistique du Québec (l'Institut), constitué en vertu de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui sont fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Institut n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public et, pour la première année, il applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers de l'Institut par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont les services rendus non facturés, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**Comptabilisation des revenus, services rendus non facturés et revenus reportés**

Les revenus pour services rendus sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les services rendus non facturés comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les revenus reportés se composent de travaux facturés à l'avance. Une perte sur contrat est constatée dès que l'Institut détermine que le projet sera non rentable.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse, des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation, et des placements susceptibles de réalisation relativement rapide dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile aux taux annuels suivants :

|   |          |
|---|----------|
| Améliorations locatives   | 20 %     |
| Ameublement   | 20 %     |
| Développement informatique  | 20 %     |
| Équipement  | 33 1/3 % |
| Équipement informatique   | 25 %     |
| Logiciels   | 25 %     |
| Système téléphonique  | 33 1/3 % |
| Outil de collecte   | 33 1/3 % |
| Équipement informatique loué en vertu<br>d'un contrat de location-acquisition | 20 %     |

**Dépréciation d'actifs à long terme**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux puisque l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

## 3. PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût et sont constitués de fonds de valeurs du marché monétaire canadien.

## 4. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 2 000 000 \$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mars 2013. Aux 31 mars 2012 et 2011, aucune avance n'avait été contractée.

## 5. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

|   | 2012             | 2011             |
|---|------------------|------------------|
| 4,2 %, remboursable en versements mensuels de 1 111 \$, comprenant capital et intérêts, échéant en février 2015 | 36 543 \$        | 48 078 \$        |
| Moins portion du capital échéant à court terme  | 12 029           | 11 535           |
|   | <b>24 514 \$</b> | <b>36 543 \$</b> |

Les paiements minimums futurs aux termes du contrat de location-acquisition de même que la valeur actuelle des effets à payer au 31 mars 2012 sont les suivants :

|  |                  |
|--|------------------|
| Total des paiements minimums futurs    | 38 891 \$        |
| Moins partie représentant les intérêts | 2 348            |
|  | <b>36 543 \$</b> |

Les paiements minimums futurs au cours des trois prochains exercices se chiffrent à :

|        |         |
|--------|---------|
| 13 334 | en 2013 |
| 13 334 | en 2014 |
| 12 223 | en 2015 |

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

**6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de l'Institut au RREGOP, au RRPE et au RRAS ont été respectivement de 8,69 %, 11,54 % et 11,54 % de la masse salariale cotisable du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2011 et de 8,94 %, 12,30 % et 12,30 % du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2012.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 247 881 \$ (1 189 912 \$ en 2011). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Provision pour congés de maladie**

|  | 2012                | 2011         |
|--|---------------------|--------------|
| Solde au début                             | <b>3 706 107 \$</b> | 3 435 382 \$ |
| Charge de l'exercice                       | <b>1 514 900</b>    | 1 351 750    |
| Prestations versées au cours de l'exercice | <b>(1 507 361)</b>  | (1 081 025)  |
| Solde à la fin                             | <b>3 713 646 \$</b> | 3 706 107 \$ |

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquels ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2012 :

|   | RRPE, RRAS    | RREGOP        | 2011             |
|---|---------------|---------------|------------------|
| Taux de croissance de la rémunération                   | <b>3,25 %</b> | <b>3,25 %</b> | 2,75 % et 3,25 % |
| Taux d'actualisation                                    | <b>3,21 %</b> | <b>3,83 %</b> | 3,82 % et 4,82 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | <b>9 ans</b>  | <b>17 ans</b> | 8 ans et 18 ans  |

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| Améliorations<br>locales      | Ameublement | Développement<br>informatique | Équipement<br>informatique | Logiciels | Systèmes<br>téléphoniques | Outil de<br>collecte | Équipement<br>informatique<br>loué en vertu<br>d'un contrat<br>de location-<br>acquisition | 31 mars 2012 |
|-------------------------------|-------------|-------------------------------|----------------------------|-----------|---------------------------|----------------------|--|--------------|
| <b>Coût</b>                   |             |                               |                            |           |                           |                      |  |              |
| Solde au début                | 1 773 822   | 629 309                       | 46 279                     | 2 474 036 | 596 111                   | 247 931              | 176 507  | 11 024 198   |
| Acquisitions                  | 1 095       | 18 779                        | 0                          | 291 932   | 194 860                   | 89 008               | 0  | 595 674      |
| Dispositions                  | 0           | 0                             | 0                          | 0         | (33 051)                  | 0                    | 0  | (33 051)     |
| Solde à la fin                | 1 774 917   | 648 088                       | 46 279                     | 2 765 968 | 757 920                   | 336 939              | 176 507  | 11 586 821   |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |             |                               |                            |           |                           |                      |  |              |
| Solde au début                | 965 585     | 433 211                       | 44 487                     | 1 309 207 | 291 826                   | 239 603              | 19 561   | 8 336 652    |
| Amortissement                 | 240 415     | 59 646                        | 1 792                      | 453 271   | 148 758                   | 13 217               | 58 836   | 987 943      |
| Dispositions                  | 0           | 0                             | 0                          | 0         | (33 051)                  | 0                    | 0  | (33 051)     |
| Solde à la fin                | 1 206 000   | 492 857                       | 46 279                     | 1 762 478 | 407 533                   | 252 820              | 78 397   | 9 291 544    |
| <b>Valeur comptable nette</b> |             |                               |                            |           |                           |                      |  |              |
|                               | 568 917     | 155 231                       | 0                          | 1 003 490 | 350 387                   | 84 119               | 98 110   | 2 295 277    |

| Améliorations<br>locales      | Ameublement | Développement<br>informatique | Équipement<br>informatique | Logiciels | Systèmes<br>téléphoniques | Outil de<br>collecte | Équipement<br>informatique<br>loué en vertu<br>d'un contrat<br>de location-<br>acquisition | 31 mars 2011 |
|-------------------------------|-------------|-------------------------------|----------------------------|-----------|---------------------------|----------------------|--|--------------|
| <b>Coût</b>                   |             |                               |                            |           |                           |                      |  |              |
| Solde au début                | 1 463 571   | 583 047                       | 46 279                     | 1 784 211 | 483 712                   | 240 646              | 0  | 9 681 669    |
| Acquisitions                  | 310 251     | 46 262                        | 0                          | 799 919   | 112 399                   | 7 285                | 176 507  | 1 452 623    |
| Dispositions                  | 0           | 0                             | 0                          | (110 094) | 0                         | 0                    | 0  | (110 094)    |
| Solde à la fin                | 1 773 822   | 629 309                       | 46 279                     | 2 474 036 | 596 111                   | 247 931              | 176 507  | 11 024 198   |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |             |                               |                            |           |                           |                      |  |              |
| Solde au début                | 742 906     | 378 216                       | 42 520                     | 1 074 727 | 174 001                   | 236 970              | 0  | 7 670 504    |
| Amortissement                 | 222 679     | 54 995                        | 1 967                      | 344 574   | 117 825                   | 2 633                | 19 561   | 776 242      |
| Dispositions                  | 0           | 0                             | 0                          | (110 094) | 0                         | 0                    | 0  | (110 094)    |
| Solde à la fin                | 965 585     | 433 211                       | 44 487                     | 1 309 207 | 291 826                   | 239 603              | 19 561   | 8 336 652    |
| <b>Valeur comptable nette</b> |             |                               |                            |           |                           |                      |  |              |
|                               | 808 237     | 196 098                       | 0                          | 1 164 829 | 304 285                   | 8 328                | 156 946  | 2 687 546    |

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

**8. FLUX DE TRÉSORERIE**

|  | <b>2012</b>       | <b>2011</b>  |
|--|-------------------|--------------|
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b> |                   |              |
| Encaisse                                       | <b>538 264 \$</b> | 1 596 539 \$ |
| Placements temporaires (note 3)                | -                 | 720 717      |
|  | <b>538 264 \$</b> | 2 317 256 \$ |

**9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ), l'Institut s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 711 100 \$ à compter d'avril 2011, soit un montant de 400 000 \$, 130 550 \$, 130 550 \$ et 50 000 \$ à chaque 1<sup>er</sup> avril et ce, jusqu'en avril 2014 inclusivement. Le solde de cet engagement au 31 mars 2012 est de 311 100 \$.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 368 527 \$ répartie sur trois ans, soit un montant annuel de 789 509 \$ jusqu'en mars 2015. Le solde de cet engagement au 31 mars 2012 est de 2 368 527 \$.

**10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

L'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Les opérations avec ces apparentés incluses dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange se répartissent comme suit :

|                                  | <b>2012</b>          | <b>2011</b>   |
|----------------------------------|----------------------|---------------|
| Services rendus                  | <b>13 151 815 \$</b> | 14 192 563 \$ |
| Charges de fonctionnement        | <b>2 785 083</b>     | 3 065 034     |
| Débiteurs                        | <b>3 047 345</b>     | 2 448 819     |
| Services rendus non facturés     | <b>3 228 774</b>     | 2 526 268     |
| Charges payées d'avance          | <b>209 553</b>       | 193 950       |
| Créditeurs et frais courus       | <b>160 897</b>       | 164 755       |
| Revenus reportés                 | <b>2 456 475</b>     | 2 220 092     |
| Traitements et avantages sociaux | <b>836 400</b>       | 858 874       |

L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.



# ANNÉE FINANCIÈRE 2010-2011

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans les autres sections du rapport annuel concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles financiers internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit de même que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément concernant son audit.

La directrice générale,



Lucille Daoust

Le directeur des ressources financières  
et auxiliaires,



Julien Girard, CGA, MAP

Montréal, le 19 septembre 2011

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, qui comprennent le bilan au 30 juin 2011, les états des produits et charges, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

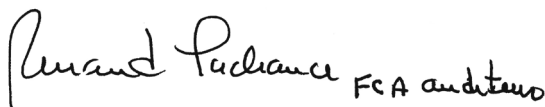
### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec au 30 juin 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in black ink, reading "Renaud Lachance". To the right of the signature, the text "FCA auditeur" is written in a smaller, handwritten font.

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 19 septembre 2011



**ÉTATS FINANCIERS****PRODUITS ET CHARGES** de l'exercice clos le 30 juin 2011

|   | 2011                | 2010                |
|---|---------------------|---------------------|
| <b>PRODUITS</b>   |                     |                     |
| Subvention du gouvernement du Québec (note 3)                                   | 26 571 241 \$       | 27 711 770 \$       |
| Recyclage, perfectionnement et formation sur mesure                             | 691 958             | 1 266 371           |
| Enseignement régulier   | 962 244             | 714 883             |
| Restauration  | 2 434 731           | 2 136 526           |
| Hébergement   | 1 521 397           | 1 031 614           |
| Intérêts sur placements   | 282 522             | 196 973             |
| Services professionnels   | 288 646             | 562 636             |
| Autres produits   | 1 262 137           | 1 118 128           |
|   | <b>34 014 876</b>   | <b>34 738 901</b>   |
| <b>CHARGES</b>  |                     |                     |
| Traitements et avantages sociaux  | 17 425 681          | 17 017 840          |
| Fournitures pédagogiques et administratives                                     | 2 670 555           | 2 716 204           |
| Entretien, réparations et services publics                                      | 1 862 362           | 1 561 430           |
| Services auxiliaires  | 2 080 028           | 1 983 880           |
| Taxes foncières et autres   | 1 489 095           | 1 429 993           |
| Formateurs, conférenciers et soutien étudiant                                   | 701 871             | 686 895             |
| Communications et déplacements  | 582 262             | 574 856             |
| Autres frais administratifs   | 806 171             | 846 526             |
| Intérêts sur la dette à long terme  | 1 954 033           | 1 950 156           |
| Autres frais financiers   | 99 639              | 82 937              |
| Perte à la radiation d'immobilisations  | 4 329               | 8 602               |
| Amortissement des immobilisations   | 4 446 403           | 3 914 436           |
| Perte non matérialisée sur actifs financiers détenus à des fins de transactions | 2 178               | 10 464              |
|   | <b>34 124 607</b>   | <b>32 784 219</b>   |
| <b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>                     | <b>(109 731) \$</b> | <b>1 954 682 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS** de l'exercice clos le 30 juin 2011

|   | INVESTISSEMENT<br>EN IMMOBILISATIONS | AFFECTÉ             | NON AFFECTÉ       | 2011                | 2010                |
|---|--------------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| Solde au début  | <b>1 051 344 \$</b>                  | <b>2 219 000 \$</b> | <b>710 350 \$</b> | <b>3 980 694 \$</b> | <b>2 046 296 \$</b> |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges  | (266 672)                            | —                   | 156 941           | (109 731)           | 1 954 682           |
| Investissement en immobilisations   | 91 039                               | —                   | (91 039)          | —                   | —                   |
| Affectations d'origine interne (note 4)   | —                                    | 82 491              | (82 491)          | —                   | —                   |
| Virement du gain matérialisé sur les actifs disponibles à la vente à l'état des produits et charges | —                                    | —                   | (25 099)          | (25 099)            | (7 497)             |
| Variation des (pertes) gains non matérialisés sur les actifs disponibles à la vente                 | —                                    | —                   | (35 781)          | (35 781)            | (12 787)            |
| <b>Solde à la fin</b>   | <b>875 711 \$</b>                    | <b>2 301 491 \$</b> | <b>632 881 \$</b> | <b>3 810 083 \$</b> | <b>3 980 694 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**BILAN** au 30 juin 2011

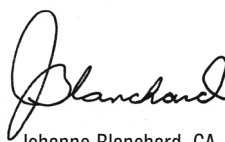
|  | 2011                 | 2010                 |
|--|----------------------|----------------------|
| <b>ACTIF</b>   |                      |                      |
| <b>À court terme</b>   |                      |                      |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 11)                                | 999 563 \$           | 1 887 492 \$         |
| Placements disponibles à la vente (note 5)                                       | 5 296 008            | 4 023 534            |
| Créances (note 6)  | 2 175 816            | 1 648 163            |
| Stocks   | 275 015              | 257 641              |
| Charges payées d'avance  | 2 342 322            | 913 689              |
| Subvention à recevoir du gouvernement du Québec                                  | 2 833 658            | 2 481 159            |
|  | <b>13 922 382</b>    | <b>11 211 678</b>    |
| <b>Subvention à recevoir du gouvernement du Québec</b>                           | 42 570 032           | 42 576 002           |
| <b>Placements disponibles à la vente (note 5)</b>                                | 1 834 816            | 2 572 477            |
| <b>Immobilisations (note 7)</b>  | 31 389 289           | 35 517 424           |
|  | <b>89 716 519 \$</b> | <b>91 877 581 \$</b> |
| <b>PASSIF</b>  |                      |                      |
| <b>À court terme</b>   |                      |                      |
| Charges à payer et frais courus (note 9)   | 4 723 354 \$         | 10 940 106 \$        |
| Subventions perçues d'avance   | 2 225 291            | 1 775 079            |
| Portion de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 10) | 1 420 766            | 1 065 221            |
|  | <b>8 369 411</b>     | <b>13 780 406</b>    |
| <b>Subventions reportées relatives aux immobilisations (note 8)</b>              | 29 452 368           | 33 404 870           |
| <b>Provision pour congés de maladie (note 9)</b>                                 | 3 828 398            | 3 812 286            |
| <b>Dette à long terme (note 10)</b>  | 42 570 032           | 35 213 098           |
|  | <b>84 220 209</b>    | <b>86 210 660</b>    |
| <b>ACTIFS NETS (note 4)</b>  |                      |                      |
| Apports du gouvernement du Québec  | 1 686 227            | 1 686 227            |
| Actifs nets investis en immobilisations  | 875 711              | 1 051 344            |
| Actifs nets grevés d'affectations d'origine interne                              | 2 301 491            | 2 219 000            |
| Actifs nets non affectés   | 632 881              | 710 350              |
|  | <b>5 496 310</b>     | <b>5 666 921</b>     |
|  | <b>89 716 519 \$</b> | <b>91 877 581 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Robert Gagnon, président



Johanne Blanchard, CA, vice-présidente

**FLUX DE TRÉSORERIE** de l'exercice clos le 30 juin 2011

|   | 2011               | 2010                |
|---|--------------------|---------------------|
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>   |                    |                     |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges                            | (109 731) \$       | 1 954 682 \$        |
| Ajustements pour :  |                    |                     |
| Perte à la radiation d'immobilisations  | 4 329              | 8 602               |
| Amortissement des immobilisations   | 4 446 403          | 3 914 436           |
| Amortissement des subventions reportées relatives aux immobilisations           | (4 179 165)        | (3 602 673)         |
| Perte matérialisée sur actifs financiers disponibles à la vente                 | 187 440            | 74 903              |
| Perte non matérialisée sur actifs financiers détenus à des fins de transactions | 2 178              | 10 464              |
|   | <b>351 454</b>     | <b>2 360 414</b>    |
| Variation des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation            | (7 843 954)        | 7 225 816           |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation                            | <b>(7 492 500)</b> | <b>9 586 230</b>    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>   |                    |                     |
| Acquisition d'immobilisations   | (322 797)          | (6 259 107)         |
| Disposition d'immobilisations   | 200                | —                   |
| Acquisition de placements disponibles à la vente                                | (18 877 133)       | (11 052 596)        |
| Disposition de placements disponibles à la vente                                | 18 094 000         | 7 984 500           |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                          | <b>(1 105 730)</b> | <b>(9 327 203)</b>  |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>   |                    |                     |
| Acquisition d'une dette à long terme  | 9 100 000          | —                   |
| Remboursement de la dette à long terme  | (1 387 521)        | (1 011 829)         |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                            | <b>7 712 479</b>   | <b>(1 011 829)</b>  |
| <b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>              | <b>(885 751)</b>   | <b>(752 802)</b>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                         | <b>1 887 492</b>   | <b>2 650 758</b>    |
| Perte non matérialisée sur actifs financiers détenus à des fins de transactions | (2 178)            | (10 464)            |
|   | <b>1 885 314</b>   | <b>2 640 294</b>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 12)</b>               | <b>999 563 \$</b>  | <b>1 887 492 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES** 30 juin 2011**1. CONSTITUTION ET OBJETS**

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, corporation constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre I-13.02), a pour objets de fournir des activités de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, ainsi que de faire de la recherche, d'apporter de l'aide technique, de produire de l'information et de fournir des services dans ces domaines.

Les sommes reçues par l'Institut doivent être affectées au paiement de ses obligations et, à la demande du gouvernement, le solde doit être versé au Fonds consolidé du revenu.

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut est un mandataire de l'État et n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

**2. MÉTHODES COMPTABLES**

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les coûts sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.

**Immobilisations**

Les immobilisations, comprenant les projets en cours, sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

*Immobilisations corporelles*

|   |      |
|---|------|
| Bâtiment                                    | 4 %  |
| Aménagements de nature permanente           | 10 % |
| Équipement de cuisine et matériel technique | 10 % |
| Équipement informatique                     | 20 % |
| Matériel roulant                            | 25 % |

*Immobilisations incorporelles*

|           |      |
|-----------|------|
| Logiciels | 20 % |
|-----------|------|

**Dépréciation des immobilisations**

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable, mesurée en comparant leur valeur nette comptable à la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie résultant de leur utilisation. Les immobilisations ayant subi une perte de valeur sont comptabilisées à leur juste valeur, déterminée essentiellement en utilisant la valeur estimative actualisée des flux de trésorerie futurs provenant de leur utilisation et de leur cession éventuelle.

### Constatation des produits

#### Subventions

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations sont constatées dans l'exercice au cours duquel l'Institut a obtenu le financement donnant droit à ces subventions ou au cours duquel les travaux ont été réalisés.

L'Institut applique la méthode du report, ainsi, les subventions relatives aux acquisitions d'immobilisations amortissables sont constatées à titre de produits selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations auxquelles elles réfèrent.

Les subventions relatives au fonctionnement sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont octroyées à l'Institut, qu'elles soient reçues ou à recevoir.

#### Prestations de services et ventes

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

### Avantages sociaux

#### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises gouvernementaux à prestations déterminées, étant donné que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

#### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse ainsi que les placements dont l'échéance est inférieure ou égale à 90 jours à partir de la date d'acquisition et facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

### Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

L'Institut a choisi de comptabiliser les placements à leur juste valeur et de les désigner comme étant des actifs disponibles à la vente. Les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis évalués selon leur catégorie :

| <i>Actifs/passifs</i>                   | <i>Catégories</i>                                    | <i>Évaluation subséquente</i> |
|---|--|-------------------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Actifs financiers détenus à des fins de transactions | Juste valeur                  |
| Placements                              | Actifs financiers disponibles à la vente             | Juste valeur                  |
| Créances                                | Prêts et créances                                    | Coût*                         |
| Charges à payer et frais courus         | Autres passifs financiers                            | Coût*                         |
| Dette à long terme                      | Autres passifs financiers                            | Coût*                         |

\*Le coût est déterminé en utilisant la méthode du coût moyen après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif le cas échéant.

L'Institut classe les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux fondée sur le type de données utilisées pour réaliser ces évaluations :

- Niveau 1 : cours (non ajusté) sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (c.-à-d. les prix) ou indirectement (c.-à-d. les dérivés des prix);
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur les données du marché (données non observables).

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

### 3. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

|  | 2011                 | 2010                 |
|--|----------------------|----------------------|
| Fonctionnement   | 20 342 575 \$        | 22 158 253 \$        |
| Intérêts sur la dette à long terme                               | 1 954 033            | 1 950 156            |
| Virement des subventions reportées relatives aux immobilisations | 4 126 034            | 3 589 477            |
| Radiation d'immobilisations et autres                            | 148 599              | 13 884               |
|  | <b>26 571 241 \$</b> | <b>27 711 770 \$</b> |

### 4. ACTIFS NETS

L'Institut gère plusieurs subventions pour lesquelles il existe des affectations d'origine interne précisant les conditions à respecter pour utiliser ces ressources financières. L'Institut gère ses actifs nets en effectuant une gestion prudente de ses produits et charges et en préparant annuellement des budgets équilibrés.

Les actifs nets grevés d'affectations d'origine interne sont affectés au maintien de l'actif, à l'acquisition future d'immobilisations et à la réalisation des projets spéciaux.

L'Institut s'est conformé aux exigences de ces affectations internes.

### 5. PLACEMENTS DISPONIBLES À LA VENTE

|  | 2011                | 2010                |
|--|---------------------|---------------------|
| Obligations de municipalités à des taux fixes variant de 1,50 % à 6,15 %, échéant de juillet 2011 à décembre 2019  | 7 130 824 \$        | 6 071 823 \$        |
| Obligations du gouvernement du Québec et d'organismes des réseaux de la santé et des services sociaux à coupons détachés à des taux fixes variant de 0,65 % à 4,30 %, échéant d'août 2010 à octobre 2010 | —                   | 524 188             |
|  | <b>7 130 824</b>    | <b>6 596 011</b>    |
| Portion échéant au cours du prochain exercice  | (5 296 008)         | (4 023 534)         |
|  | <b>1 834 816 \$</b> | <b>2 572 477 \$</b> |

## 6. CRÉANCES

|   | 2011                | 2010                |
|---|---------------------|---------------------|
| Recyclage, perfectionnement et formation sur mesure | 236 183 \$          | 31 837 \$           |
| Restauration et hébergement                         | 203 191             | 115 324             |
| Taxes   | 1 286 506           | 121 543             |
| Autres créances                                     | 358 902             | 1 292 080           |
|   | <b>2 084 782</b>    | <b>1 560 784</b>    |
| Courus  |                     |                     |
| Intérêts sur placements                             | 89 833              | 86 489              |
| Taxes   | 1 201               | 890                 |
|   | <b>2 175 816 \$</b> | <b>1 648 163 \$</b> |

## 7. IMMOBILISATIONS

|   | COÛT                 | AMORTISSEMENT<br>CUMULÉ | 2011<br>NET          | 2010<br>NET          |
|---|----------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Immobilisations corporelles</b>              |                      |                         |                      |                      |
| Terrain   | 795 900 \$           | – \$                    | 795 900 \$           | 795 900 \$           |
| Bâtiment  | 29 270 040           | 13 481 810              | 15 788 230           | 16 959 031           |
| Aménagement de nature permanente*               | 26 666 291           | 15 485 126              | 11 181 165           | 13 541 438           |
| Équipement de cuisine<br>et matériel technique* | 9 728 455            | 6 703 324               | 3 025 131            | 3 497 732            |
| Équipement informatique                         | 1 237 709            | 1 119 738               | 117 971              | 127 866              |
| Matériel roulant                                | 25 972               | 25 972                  | –                    | –                    |
| Œuvres d'art                                    | 265 310              | –                       | 265 310              | 265 310              |
|   | <b>67 989 677</b>    | <b>36 815 970</b>       | <b>31 173 707</b>    | <b>35 187 277</b>    |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>            |                      |                         |                      |                      |
| Logiciels                                       | 865 341              | 649 759                 | 215 582              | 330 147              |
|   | <b>68 855 018 \$</b> | <b>37 465 729 \$</b>    | <b>31 389 289 \$</b> | <b>35 517 424 \$</b> |

\*Ces immobilisations comprennent des projets en cours non amortis de 46 147 \$ (2010 : 5 599 670 \$).



## 8. SUBVENTIONS REPORTÉES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS

|                                      | 2011                 | 2010                 |
|--------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Gouvernement du Québec</b>        |                      |                      |
| Solde au début                       | 32 899 007 \$        | 30 939 508 \$        |
| Subvention du gouvernement du Québec | 195 909              | 5 548 976            |
| Virement de l'exercice               | (4 126 034)          | (3 589 477)          |
| <b>Solde à la fin</b>                | <b>28 968 882</b>    | <b>32 899 007</b>    |
| <b>Autres</b>                        |                      |                      |
| Solde au début                       | 505 863              | 2 500                |
| Autres contributions                 | 30 754               | 516 559              |
| Virement de l'exercice               | (53 131)             | (13 196)             |
| <b>Solde à la fin</b>                | <b>483 486</b>       | <b>505 863</b>       |
|                                      | <b>29 452 368 \$</b> | <b>33 404 870 \$</b> |

## 9. AVANTAGES SOCIAUX

### Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de cotisation de l'Institut au RREGOP est passé à 8,69 % (2010 : 8,19 %) de la masse salariale et celui du RRPE et du RRAS à 11,54 % (2010 : 10,54 %).

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice, selon la comptabilité des régimes à cotisations déterminées, s'élèvent à 882 922 \$ (2010 : 797 071 \$). Ce montant constitue les obligations de l'Institut envers ces régimes.

|  | 2011                | 2010                |
|--|---------------------|---------------------|
| <b>Provision pour vacances*</b>            |                     |                     |
| Solde au début                             | 1 624 941 \$        | 1 650 432 \$        |
| Charges de l'exercice                      | 1 611 650           | 1 624 362           |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (1 687 669)         | (1 649 853)         |
| <b>Solde à la fin</b>                      | <b>1 548 922 \$</b> | <b>1 624 941 \$</b> |
| <b>Provision pour congés de maladie</b>    |                     |                     |
| Solde au début                             | 3 812 286 \$        | 3 477 404 \$        |
| Charges de l'exercice                      | 808 879             | 854 775             |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (792 767)           | (519 893)           |
| <b>Solde à la fin</b>                      | <b>3 828 398 \$</b> | <b>3 812 286 \$</b> |

\*Incluse au poste Charges à payer et frais courus

### Description

Les employés de l'Institut accumulent des journées de maladie conformément aux conventions collectives en vigueur et ont le choix de les utiliser comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. L'Institut estime qu'il disposera des fonds nécessaires lui permettant de verser les prestations lorsqu'elles deviendront exigibles.

*Évaluations et estimations subséquentes*

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme au 30 juin :

| Hypothèse                           | RREGOP          |              | RRPE/RRAS             |              |
|-------------------------------------|-----------------|--------------|-----------------------|--------------|
|                                     | 2011            | 2010         | 2011                  | 2010         |
| Taux d'actualisation                | 1,85 % et 4,1 % | 3,8 %        | 1,4 %, 3,9 % et 4,1 % | 3,2 %        |
| Taux d'indexation                   | 1,25 % à 3,25 % | 3 % à 3,25 % | 1,25 % à 3,25 %       | 3 % à 3,25 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité | 2, 10 et 20 ans | 11 ans       | 1, 9 et 22 ans        | 7 ans        |

**10. DETTE À LONG TERME**

|   | 2011                 | 2010                 |
|---|----------------------|----------------------|
| Emprunts du Fonds de financement du gouvernement du Québec, échéant le 3 juin 2030, remboursables par versements semestriels incluant capital et intérêts |                      |                      |
| 1 370 175 \$ au taux fixe de 5,258 %  | 32 417 237 \$        | 33 392 705 \$        |
| 112 762 \$ au taux fixe de 4,679 %  | 2 795 861            | 2 885 614            |
| 349 974 \$ au taux fixe de 4,539 %  | 8 777 700            | —                    |
|   | <b>43 990 798</b>    | <b>36 278 319</b>    |
| Portion de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice  | (1 420 766)          | (1 065 221)          |
|   | <b>42 570 032 \$</b> | <b>35 213 098 \$</b> |

Les versements en capital exigibles au cours des cinq prochains exercices, sont les suivants :

|      |              |
|------|--------------|
| 2012 | 1 420 766 \$ |
| 2013 | 1 493 689 \$ |
| 2014 | 1 570 369 \$ |
| 2015 | 1 651 001 \$ |
| 2016 | 1 735 788 \$ |

**11. FLUX DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

|   | 2011              | 2010                |
|---|-------------------|---------------------|
| Encaisse  | 699 476 \$        | 536 268 \$          |
| Placements à des taux fixes de 4,20 %, dont l'échéance est inférieure ou égale à 90 jours à partir de la date d'acquisition | 300 087           | 1 351 224           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie   | <b>999 563 \$</b> | <b>1 887 492 \$</b> |

Les intérêts versés par l'Institut au cours de l'exercice, s'élèvent à 1 928 325 \$ (2010 : 1 954 044 \$).

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS

### Juste valeur

|   | NIVEAU | 2011                |                 | 2010                |                 |
|---|--------|---------------------|-----------------|---------------------|-----------------|
|   |        | VALEUR<br>COMPTABLE | JUSTE<br>VALEUR | VALEUR<br>COMPTABLE | JUSTE<br>VALEUR |
| Actifs détenus à des fins de transaction <sup>1</sup> | 1      | 999 563 \$          | 999 563 \$      | 1 887 492 \$        | 1 887 492 \$    |
| Actifs disponibles à la vente <sup>2</sup>            | 1      | 7 130 824           | 7 130 824       | 6 596 011           | 6 596 011       |
| Prêts et créances <sup>1</sup>                        | S/O    | 2 175 816           | 2 175 816       | 1 648 163           | 1 648 163       |
| Autres passifs financiers                             |        |                     |                 |                     |                 |
| Charges à payer et frais courus <sup>1</sup>          | S/O    | 4 723 354           | 4 723 354       | 10 940 106          | 10 940 106      |
| Dettes à long terme <sup>3</sup>                      | S/O    | 43 990 798          | 48 777 571      | 36 278 319          | 39 934 388      |

<sup>1</sup> La valeur comptable nette des instruments financiers à court terme se rapproche de leur juste valeur étant donné leur échéance à court terme.

<sup>2</sup> La juste valeur des placements est obtenue d'une maison de courtage certifiée.

<sup>3</sup> La juste valeur de la dette à long terme a été établie en utilisant le cours du marché au 30 juin 2011 pour actualiser les flux monétaires.

Une variation de 1 % des taux d'intérêt au 30 juin 2011 aurait eu pour effet d'augmenter ou de diminuer la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente et les actifs nets de 64 466 \$ au 30 juin 2011 (2010 : 86 993 \$).

### Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit de l'Institut correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le risque de crédit afférent à ces actifs ne se concentre pas dans un seul secteur d'activité. L'Institut procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

L'analyse des créances se détaille comme suit :

|                        | 2011                |                    |                     | 2010                |                    |                     |
|------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
|                        | VALEUR<br>BRUTE     | PERTE DE<br>VALEUR | VALEUR<br>NETTE     | VALEUR<br>BRUTE     | PERTE DE<br>VALEUR | VALEUR<br>NETTE     |
| <b>Créances</b>        |                     |                    |                     |                     |                    |                     |
| Courantes              | 1 818 246 \$        | – \$               | 1 818 246 \$        | 1 522 592 \$        | – \$               | 1 522 592 \$        |
| En souffrance depuis : |                     |                    |                     |                     |                    |                     |
| 31 à 90 jours          | 236 692             | –                  | 236 692             | 31 366              | –                  | 31 366              |
| 91 à 365 jours         | 24 630              | –                  | 24 630              | 1 558               | 70                 | 1 488               |
| plus de 365 jours      | 5 618               | 404                | 5 214               | 5 917               | 579                | 5 338               |
|                        | <b>2 085 186 \$</b> | <b>404 \$</b>      | <b>2 084 782 \$</b> | <b>1 561 433 \$</b> | <b>649 \$</b>      | <b>1 560 784 \$</b> |

### Risque de liquidité

L'Institut considère qu'il détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie et de sources de financement afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

### **13. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

En plus des opérations entre parties liées divulguées dans les états financiers et comptabilisées à leur valeur d'échange, l'Institut est partie liée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces parties liées, autre que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement dans les états financiers.

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (L'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Juan Roberto Iglesias  
Président-directeur général



Lucie Robitaille  
Secrétaire générale et directrice générale associée au développement organisationnel et aux médicaments  
Québec, le 21 juin 2012

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

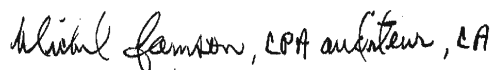
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q. chapitre V – 5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 21 juin 2012

# ÉTATS FINANCIERS

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

## État des résultats et de l'excédent cumulé

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|  | 2012             | 2011                    |
|--|------------------|-------------------------|
|  | \$               | Deux mois et demi<br>\$ |
| <b>REVENUS</b>   |                  |                         |
| Contributions  |                  |                         |
| Gouvernement du Québec                                   | 14 291 818       | 3 545 281               |
| Gouvernement du Canada                                   | 36 521           | 6 792                   |
| Autres revenus   | 141 646          | 5 250                   |
| Intérêts   | 13 668           | -                       |
|  | 14 483 653       | 3 557 323               |
| <b>CHARGES</b>   |                  |                         |
| Traitements et avantages sociaux                         | 11 294 181       | 2 540 463               |
| Services professionnels et administratifs                | 744 149          | 87 820                  |
| Loyer  | 820 113          | 177 900                 |
| Frais de déplacement                                     | 195 654          | 58 590                  |
| Papeterie, impression et frais de bureau                 | 140 419          | 20 155                  |
| Frais de réunion, congrès et formation                   | 755 076          | 23 139                  |
| Publicité, promotion et télécommunications               | 263 670          | 64 668                  |
| Services externes  | 366 425          | 40 733                  |
| Documentation  | 9 347            | -                       |
| Assurances   | 3 877            | -                       |
| Amortissement des immobilisations corporelles            | 119 484          | 16 988                  |
| Frais généraux   | 56 293           | -                       |
|  | 14 768 688       | 3 030 456               |
| <b>(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL</b>                         | (285 035)        | 526 867                 |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                          | 2 715 993        | 2 032 309               |
| Redressement affectant les exercices antérieurs (note 3) | -                | 156 817                 |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ REDRESSÉ AU DÉBUT</b>                 | 2 715 993        | 2 189 126               |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                          | <b>2 430 958</b> | <b>2 715 993</b>        |

Revenus et dépenses par secteur d'activités (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTATS FINANCIERS

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

## État de la situation financière

Au 31 mars 2012

|   | 2012             | 2011             |
|---|------------------|------------------|
|   | \$               | \$               |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                    |                  |                  |
| Trésorerie                                  | 4 559 182        | 2 430 475        |
| Contributions à recevoir (note 3 et note 7) | 129 628          | 3 018 439        |
| Autres débiteurs                            | 137 252          | 15 250           |
|   | <b>4 826 062</b> | <b>5 464 164</b> |
| <b>PASSIFS</b>                              |                  |                  |
| Créditeurs et charges à payer (note 8)      | 911 705          | 1 216 831        |
| Provision pour vacances (note 9)            | 658 694          | 496 347          |
| Provision pour congés de maladie (note 9)   | 800 924          | 662 017          |
| Contributions reportées (note 10)           | 498 049          | 800 620          |
|   | <b>2 869 372</b> | <b>3 175 815</b> |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>               | <b>1 956 690</b> | <b>2 288 349</b> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                |                  |                  |
| Immobilisations corporelles (note 11)       | 471 345          | 427 644          |
| Frais payés d'avance                        | 2 923            | -                |
|   | <b>474 268</b>   | <b>427 644</b>   |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>                      | <b>2 430 958</b> | <b>2 715 993</b> |
| <b>ÉVENTUALITÉS</b> (note 15)               |                  |                  |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Juan Roberto Iglesias  
Président-directeur général



Lucie Robitaille  
Secrétaire générale et directrice générale associée  
au développement organisationnel et aux médicaments



## ÉTATS FINANCIERS

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

### État de la variation des actifs financiers nets

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|   | 2012             | 2011                    |
|---|------------------|-------------------------|
|   | \$               | Deux mois et demi<br>\$ |
| <b>(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL</b>                            | (285 035)        | 526 867                 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                   | (163 185)        | (212 776)               |
| Amortissement des immobilisations corporelles               | 119 484          | 16 988                  |
|   | <b>(328 736)</b> | <b>331 079</b>          |
| Acquisition de frais payés d'avance                         | (2 923)          | -                       |
| Utilisation des frais payés d'avance                        | -                | 9 434                   |
|   | (2 923)          | 9 434                   |
| <b>(Diminution) augmentation des actifs financiers nets</b> | <b>(331 659)</b> | <b>340 513</b>          |
| <b>Actifs financiers nets au début</b>                      | <b>2 288 349</b> | <b>1 791 019</b>        |
| Redressement affectant les exercices antérieurs (note 3)    | -                | 156 817                 |
| <b>Actifs financiers nets au début redressés</b>            | <b>2 288 349</b> | <b>1 947 836</b>        |
| <b>Actifs financiers nets à la fin</b>                      | <b>1 956 690</b> | <b>2 288 349</b>        |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTATS FINANCIERS

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

### État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|  | 2012             | 2011                    |
|--|------------------|-------------------------|
|  | \$               | Deux mois et demi<br>\$ |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>   |                  |                         |
| (Déficit) excédent annuel  | (285 035)        | 526 867                 |
| Élément sans incidence sur la trésorerie :   |                  |                         |
| Amortissement des immobilisations corporelles  | 119 484          | 16 988                  |
|  | <b>(165 551)</b> | <b>543 855</b>          |
| <br>Variation des actifs et passifs liés au fonctionnement   |                  |                         |
| Contributions à recevoir   | 2 888 811        | (2 368 634)             |
| Autres débiteurs   | (122 002)        | (15 250)                |
| Frais payés d'avance   | (2 923)          | 9 434                   |
| Créditeurs et charges à payer  | (305 126)        | 395 829                 |
| Provision pour vacances  | 162 347          | 496 347                 |
| Provision pour congés de maladie   | 138 907          | 662 017                 |
| Contributions reportées  | (302 571)        | (793 258)               |
|  | <b>2 457 443</b> | <b>(1 613 515)</b>      |
| <br>Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les)<br>activités de fonctionnement            | <b>2 291 892</b> | <b>(1 069 660)</b>      |
| <br><b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>  |                  |                         |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles<br>et flux utilisés pour les activités d'investissement | <b>(163 185)</b> | <b>(212 776)</b>        |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et équiva-<br>lent de trésorerie                        | <b>2 128 707</b> | <b>(1 282 436)</b>      |
| <br><b>TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>   | <b>2 430 475</b> | <b>3 712 911</b>        |
| <br><b>TRÉSORERIE À LA FIN</b>   | <b>4 559 182</b> | <b>2 430 475</b>        |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTATS FINANCIERS

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

### Notes complémentaires

Au 31 mars 2012

#### 1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (ci-après « l'Institut »), constitué par la Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (L.R.Q.c.l.13.03), est mandataire de l'État institué en vertu de l'article 2. Il a pour mission de promouvoir l'excellence clinique et l'utilisation efficace des ressources dans le secteur de la santé et des services sociaux. Il succède au Conseil du médicament, constitué en vertu de l'article 53 de la Loi sur l'assurance médicaments (L.R.Q., chapitre A-29.01) et à l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, constituée par le décret no 855-2000 (2000, G.O.2, 5248), au regard des fonctions confiées à l'Institut. Aux fins de sa mission, il réalise notamment plusieurs activités d'évaluations, d'analyses et de recherches et entretient d'étroites collaborations avec les cliniciens, les gestionnaires et les chercheurs dans le domaine de la prestation des soins et services et avec l'ensemble des acteurs du système de santé et des services sociaux.

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

#### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut des comptables agréés pour le secteur public* et, pour la première année, l'Institut applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel.

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, la provision pour congés de maladie et la provision pour vacances. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

#### REVENUS

##### Constatation des revenus

Les contributions non affectées sont constatées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir. En ce qui concerne les contributions affectées, elles sont constatées à titre de revenu de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

#### ACTIFS FINANCIERS

##### Trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse.

#### PASSIF

##### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les

charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

#### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

#### ACTIFS NON-FINANCIERS

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée indiquée ci-dessous.

| Catégorie                  | Durée |
|----------------------------|-------|
| Équipements informatiques  | 3 ans |
| Développement informatique | 5 ans |
| Mobilier et équipements    | 5 ans |
| Améliorations locatives    | 5 ans |

### 3. REDRESSEMENT AFFECTANT LES EXERCICES ANTÉRIEURS

Le Ministère gère un compte à fins déterminées dont les fonds sont destinés à la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux. En 2008, l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé et en services sociaux (l'AETMIS) a obtenu le consentement du Ministère pour utiliser ce compte pour l'organisation de l'activité annuelle du Health Technology Assessment International. Le total des sommes reçues des participants et des commanditaires sur les dépenses encourues dans le cadre de l'entente a généré un surplus pour lequel le Ministère a autorisé l'utilisation par l'AETMIS pour des projets spéciaux.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2010, l'AETMIS a engagé et comptabilisé des dépenses relatives à ces projets d'un montant de 156 817 \$ alors que celles-ci étaient payables par le Ministère. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, l'Institut, ayant succédé à l'AETMIS, a encaissé un montant de 156 817 \$ du Ministère pour régulariser la situation. Ainsi, l'Institut a redressé les exercices antérieurs, ce qui a eu pour effet d'augmenter les contributions à recevoir et l'excédent cumulé au 19 janvier 2011 d'un même montant.

### 4. TRANSFERT DES EMPLOYÉS

L'Institut a commencé ses fonctions le 19 janvier 2011 avec le personnel régulier, occasionnel et temporaire du Conseil du médicament et de l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, à qui il a succédé à cette date. Il assume, et ce, depuis le 19 janvier 2011, la rémunération de tout le personnel ci-dessus mentionné. Seuls les employés réguliers de ces deux entités lui ont été transférés le 25 février 2011. Le personnel occasionnel et temporaire lui a été transféré en juin 2012. Dans le calcul de la provision pour congés de maladie et vacances au 31 mars 2012, seul le personnel régulier a été considéré.

### 5. TRANSFERT D'ACTIFS ET DE PASSIFS

À la suite de la constitution de l'Institut, les actifs et passifs du Conseil du médicament et de l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé ont été transférés du ministère de la Santé et des Services sociaux à l'Institut. Ces actifs et passifs ont été comptabilisés à leur valeur comptable nette. Certains de ces actifs ont été comptabilisés à une valeur nulle. Ce transfert a constitué un excédent redressé de 2 189 126 \$ au 19 janvier 2011.

## 6. ENTENTE ENTRE L'INSTITUT ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

L'Institut et le ministère de la Santé et des Services sociaux ont convenu que la comptabilisation des transactions et leurs paiements, concernant la rémunération des employés et les dépenses de fonctionnement de l'Institut, ont été effectués par le Ministère pour l'Institut pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 17 novembre 2011. Toutefois, l'Institut doit présenter à ses états financiers ses obligations financières.

## 7. CONTRIBUTIONS À RECEVOIR

|                        | 2012    | 2011      |
|------------------------|---------|-----------|
|                        | \$      | \$        |
| Gouvernement du Québec | 129 628 | 2 968 439 |
| Gouvernement du Canada | -       | 50 000    |
|                        | 129 628 | 3 018 439 |

## 8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

|                                 | 2012    | 2011      |
|---------------------------------|---------|-----------|
|                                 | \$      | \$        |
| Fournisseurs et frais courus    | 792 831 | 1 060 864 |
| Traitements et parts employeurs | 118 874 | 155 967   |
|                                 | 911 705 | 1 216 831 |

## 9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### Régimes de retraite

Les membres du personnel régulier de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de l'Institut au RREGOP est passé de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable, celui du RRPE et du RRAS est passé de 11,54 % à 12,30 %. Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 210 132 \$ (19 152 \$ pour l'exercice de deux mois et demi en 2011). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### Provision pour congés de maladie et vacances

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer, en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, à raison de 50 % pour les 132 premiers jours accumulés. Les salariés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées, peu importe le nombre, comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ à la retraite ou en préretraite.

La provision pour congés de maladie est ajustée pour tenir compte des ajustements salariaux annuels. Elle est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

La provision pour congés de maladie cumulables a fait l'objet d'une actualisation sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2012 :

|  | 2012   |              | 2011   |              |
|--|--------|--------------|--------|--------------|
|  | RREGOP | RRAS et RRPE | RREGOP | RRAS et RRPE |
| Taux d'indexation  | 3,25 % | 2,125 %      | 3,25 % | 2,00 %       |
| Taux d'actualisation                                     | 3,61 % | 1,36 %       | 4,26 % | 1,85 %       |
| Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs | 12 ans | 1 an         | 12 ans | 2 ans        |

La provision pour vacances n'a fait l'objet d'aucun calcul d'actualisation. L'Institut estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

|  | 2012           |                |                  | 2011           |                |                  |
|--|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
|  | Congés de      |                |                  | Congés de      |                |                  |
|  | Vacances       | Maladie        | Total            | Vacances       | Maladie        | Total            |
|  | \$             | \$             | \$               | \$             | \$             | \$               |
| Solde au début                             | 496 347        | 662 017        | 1 158 364        | -              | -              | -                |
| Transferts                                 | -              | -              | -                | 497 317        | 581 593        | 1 078 910        |
| Charges de l'exercice                      | 322 320        | 177 702        | 500 022          | 8 521          | 96 395         | 104 916          |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (159 973)      | (38 795)       | (198 768)        | (9 491)        | (15 971)       | (25 462)         |
| <b>Solde à la fin</b>                      | <b>658 694</b> | <b>800 924</b> | <b>1 459 618</b> | <b>496 347</b> | <b>662 017</b> | <b>1 158 364</b> |

## 10. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

|  | 2012           | 2011           |
|--|----------------|----------------|
|  | \$             | \$             |
| Gouvernement du Québec - recherche                                     |                |                |
| Comité de l'évolution des pratiques en oncologie                       | 298 558        | 485 536        |
| Comité d'évaluation en oncologie                                       | 151 615        | 114 410        |
| Cardiologie tertiaire  | 47 876         | 87 130         |
| Cardiologie infarctus du myocarde avec élévation du segment ST         | -              | 62 316         |
|  | <b>498 049</b> | <b>749 392</b> |
| Gouvernement du Canada - recherche                                     |                |                |
| Formation en recherche pour cadres qui exercent dans la santé (FORCES) | -              | 51 228         |
|  | <b>498 049</b> | <b>800 620</b> |

## 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|   | 2012           |                      |                | 2011           |                      |                |
|---|----------------|----------------------|----------------|----------------|----------------------|----------------|
|   | Coût           | Amortissement cumulé | Valeur nette   | Coût           | Amortissement cumulé | Valeur nette   |
|   | \$             | \$                   | \$             | \$             | \$                   | \$             |
| Développement et équipements informatiques <sup>(1)</sup> | 318 192        | 76 939               | 241 253        | 174 516        | 23 505               | 151 011        |
| Mobilier et équipements                                   | 188 742        | 60 042               | 128 700        | 175 649        | 25 398               | 150 251        |
| Améliorations locatives                                   | 160 239        | 58 847               | 101 392        | 153 823        | 27 441               | 126 382        |
|   | <b>667 173</b> | <b>195 828</b>       | <b>471 345</b> | <b>503 988</b> | <b>76 344</b>        | <b>427 644</b> |

<sup>(1)</sup> En 2012, un montant de 28 380 \$ (101 000 \$ pour 2011) représente des travaux en cours relatifs à du développement d'équipements informatiques qui ne sont pas amortis pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Les acquisitions et l'amortissement pour l'exercice clos le 31 mars 2012 se répartissent comme suit :

|  | Acquisitions   | Amortissements |
|--|----------------|----------------|
|  | \$             | \$             |
| Développement et équipements informatiques | 143 676        | 53 434         |
| Mobilier et équipements                    | 13 093         | 34 644         |
| Améliorations locatives                    | 6 416          | 31 406         |
|  | <b>163 185</b> | <b>119 484</b> |

## 12. REVENUS ET DÉPENSES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

|                | 2012                 |                  |            | 2011                 |                  |           |
|----------------|----------------------|------------------|------------|----------------------|------------------|-----------|
|                | Activités régulières | Projets spéciaux | Total      | Activités régulières | Projets spéciaux | Total     |
|                | \$                   | \$               | \$         | \$                   | \$               | \$        |
| <b>REVENUS</b> | 12 694 658           | 1 788 995        | 14 483 653 | 3 217 560            | 339 763          | 3 557 323 |
| <b>CHARGES</b> | 12 979 693           | 1 788 995        | 14 768 688 | 2 722 902            | 307 554          | 3 030 456 |

## 13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. Toutefois, l'Institut et le ministère de la Santé et des Services sociaux ont convenu que le Ministère maintienne ses services de soutien en ressources matérielles et informationnelles jusqu'à ce qu'une décision contraire soit prise. Ces services sont rendus sans charge.

**14. COMPTE À FINS DÉTERMINÉES**

**Compte pour l'application de l'entente de principe sur l'établissement d'un programme de partenariat entre le gouvernement du Québec et les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada Rx&D et pour l'application des ententes spécifiques à l'utilisation optimale des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) et des COXIBS.**

Le compte à fins déterminées « Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux » comprend les sommes déposées par le ministère de la Santé et des Services sociaux (le Ministère) et utilisées par le Conseil du médicament dans le cadre de ses activités répondant aux critères d'utilisation spécifiés au décret no 463-95 du 5 avril 1995, modifié par le décret no 309-99 du 31 mars 1999. La gestion des sommes déposées dans ce compte doit s'effectuer conformément aux modalités de gestion établies dans le CT 187026 du 4 avril 1995.

Par ce décret, le Conseil du médicament pouvait transmettre des factures liées à ces activités au Ministère et qui étaient payées par ce dernier directement au fournisseur. Bien que l'Institut ait succédé au Conseil du médicament, avec l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé et en services sociaux, le 19 janvier 2011, ce compte à fins déterminées est toujours utilisé par l'Institut en vertu de ce décret, mais géré exclusivement par le Ministère.

Les fonds du compte à fins déterminées « Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux » servent toujours à payer les dépenses des activités de l'Institut encadrées par ce décret. Ces dépenses ne font pas partie du cours normal des activités de l'Institut. L'Institut agit comme agent intermédiaire et les montants utilisés par ce compte à fins déterminées ne font pas partie de ses revenus. L'Institut ne facture aucuns honoraires de gestion à cet égard.

**15. ÉVENTUALITÉS**

Dans le cours normal de ses activités, l'Institut est exposé à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'aucune provision n'est requise à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats de ses activités.

**16. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.



## Rapport de la direction

Les états financiers de l'Institut national de santé publique du Québec (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Luc Boileau, M.D.  
Président-directeur général



Directeur adjoint aux ressources financières et matérielles

Québec, le 19 juin 2012



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut national de santé publique du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut national de santé publique du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 19 juin 2012

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Résultats et excédent cumulé**  
**de l'exercice clos le 31 mars 2012**

|   | 2012              | 2011              |
|---|-------------------|-------------------|
|   | \$                | \$                |
| <b>Revenus</b>  |                   |                   |
| Subventions du gouvernement du Québec                                     | 56 717 028        | 54 827 531        |
| Subventions du gouvernement du Canada                                     | 2 775 742         | 3 448 594         |
| Ventes de services  | 8 137 831         | 8 616 054         |
| Autres revenus  | 3 100 645         | 1 879 529         |
| Virement des apports reportés relatifs<br>aux immobilisations corporelles | 632 531           | 755 381           |
| Intérêts  | 235 293           | 174 249           |
|   | <u>71 599 070</u> | <u>69 701 338</u> |
| <b>Charges</b>  |                   |                   |
| Salaires et avantages sociaux (note 3)                                    | 43 218 195        | 40 984 501        |
| Services professionnels et administratifs                                 | 7 161 053         | 7 326 731         |
| Fournitures médicales et de laboratoire                                   | 4 175 031         | 3 989 852         |
| Locaux  | 5 209 468         | 4 925 672         |
| Amortissement des immobilisations corporelles                             | 2 829 019         | 2 885 005         |
| Frais de déplacement  | 1 229 693         | 1 118 933         |
| Intérêts sur la dette   | 25 027            | 29 838            |
| Frais de bureau   | 516 868           | 549 964           |
| Papeterie et impression   | 407 870           | 435 799           |
| Frais de comité   | 139 110           | 148 215           |
| Entretien et réparations  | 4 530 813         | 3 749 431         |
| Frais d'organisation de formation externe                                 | 346 986           | 320 474           |
| Formation interne   | 255 297           | 247 303           |
| Télécommunications  | 292 099           | 335 813           |
| Documentation   | 284 399           | 268 341           |
| Matériel roulant  | 105 104           | 99 752            |
| Location d'équipements  | 149 434           | 219 633           |
| Assurances  | 66 657            | 66 815            |
| Créances irrécouvrables   | 60 940            | —                 |
| Frais bancaires   | 17 393            | 17 495            |
|   | <u>71 020 456</u> | <u>67 719 567</u> |
| <b>Excédent annuel</b>  | <b>578 614</b>    | <b>1 981 771</b>  |
| <b>Excédent cumulé au début</b>   | <b>12 193 407</b> | <b>10 211 636</b> |
| <b>Excédent cumulé à la fin (note 4)</b>                                  | <b>12 772 021</b> | <b>12 193 407</b> |

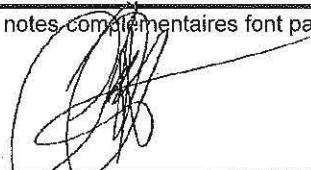
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers


**Institut national de santé publique du Québec**  
**État de la situation financière**  
**au 31 mars 2012**

|   | <u>2012</u>         | <u>2011</u>         |
|---|---------------------|---------------------|
|   | \$                  | \$                  |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                  |                     |                     |
| Trésorerie  | 18 112 621          | 13 088 263          |
| Créances (notes 5 et 9)                                   | 4 265 819           | 7 933 299           |
| Subventions à recevoir (note 6)                           | 34 809 595          | 35 069 355          |
|   | <u>57 188 035</u>   | <u>56 090 917</u>   |
| <b>PASSIFS</b>  |                     |                     |
| Charges à payer et frais courus (note 7)                  | 11 119 198          | 11 308 809          |
| Emprunt (note 8)  | 15 638 571          | 13 166 283          |
| Dette (note 9)  | 419 839             | 494 069             |
| Revenus reportés (note 10)                                | 29 342 616          | 31 865 385          |
| Provision pour congés de maladie (note 11)                | 265 839             | 342 084             |
| Apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles | 17 615 836          | 16 224 156          |
|   | <u>74 401 899</u>   | <u>73 400 786</u>   |
| <b>DETTE NETTE</b>  | <u>(17 213 864)</u> | <u>(17 309 869)</u> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                              |                     |                     |
| Immobilisations corporelles (note 12)                     | 28 910 456          | 28 179 091          |
| Stock de fournitures                                      | 169 886             | 154 916             |
| Frais payés d'avance                                      | 905 543             | 1 169 269           |
|   | <u>29 985 885</u>   | <u>29 503 276</u>   |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 4)</b>                           | <u>12 772 021</u>   | <u>12 193 407</u>   |

**Obligations contractuelles (note 15)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

  
 Luc Boileau, M.D.

 FCPA, FCA  
 W. Robert Laurier, FCPA, FCA

**Institut national de santé publique du Québec**  
**État de la variation de la dette nette**  
**de l'exercice clos le 31 mars 2012**

|  | <b>2012</b>         | <b>2011</b>         |
|--|---------------------|---------------------|
|  | <b>\$</b>           | <b>\$</b>           |
| <b>Excédent annuel</b>                               | <b>578 614</b>      | <b>1 981 771</b>    |
| Acquisition d'immobilisations corporelles            | (3 337 455)         | (6 222 795)         |
| Amortissement des immobilisations corporelles        | 2 829 019           | 2 885 005           |
| Intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles | (222 929)           | (145 743)           |
|  | <b>(731 365)</b>    | <b>(3 483 533)</b>  |
| Acquisition de stocks de fournitures                 | (4 190 001)         | (3 949 631)         |
| Acquisition de frais payés d'avance                  | (1 501 634)         | (2 006 230)         |
| Utilisation de stocks de fournitures                 | 4 175 031           | 3 989 852           |
| Utilisation de frais payés d'avance                  | 1 765 360           | 1 765 360           |
|  | <b>248 756</b>      | <b>(200 649)</b>    |
| <b>Augmentation de la dette nette</b>                | <b>96 005</b>       | <b>(1 702 411)</b>  |
| <b>Dette nette au début</b>                          | <b>(17 309 869)</b> | <b>(15 607 458)</b> |
| <b>Dette nette à la fin</b>                          | <b>(17 213 864)</b> | <b>(17 309 869)</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

**Institut national de santé publique du Québec**

**Flux de trésorerie**

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|  | 2012               | 2011               |
|--|--------------------|--------------------|
|  | \$                 | \$                 |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>   |                    |                    |
| Excédent annuel  | 578 614            | 1 981 771          |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :  |                    |                    |
| Amortissement des immobilisations corporelles  | 2 829 019          | 2 885 005          |
| Virement des apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles                   | (632 531)          | (755 381)          |
|  | <u>2 775 102</u>   | <u>4 111 395</u>   |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement                             |                    |                    |
| Créances   | 3 667 480          | 2 078 030          |
| Subventions à recevoir   | 259 760            | 2 400 558          |
| Stocks de fournitures  | (14 970)           | 40 221             |
| Frais payés d'avance   | 263 726            | (240 870)          |
| Charges à payer et frais courus (note 7)   | (75 006)           | (2 576 904)        |
| Revenus reportés   | (2 522 769)        | (5 661 864)        |
| Provision pour congés de maladie   | (76 245)           | (70 134)           |
|  | <u>1 501 976</u>   | <u>(4 030 963)</u> |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>                      | <u>4 277 078</u>   | <u>80 432</u>      |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATION</b>                                      |                    |                    |
| Acquisition d'immobilisations corporelles (notes 7 et 12)                                | (3 674 989)        | (6 580 994)        |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisation</b> | <u>(3 674 989)</u> | <u>(6 580 994)</u> |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>  |                    |                    |
| Emprunts effectués   | 2 472 288          | 2 841 863          |
| Remboursements de la dette   | (74 230)           | (69 419)           |
| Encaissement des apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles               | 2 024 211          | 3 610 358          |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>                         | <u>4 422 269</u>   | <u>6 382 802</u>   |
| <b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>  | <u>5 024 358</u>   | <u>(117 760)</u>   |
| <b>Trésorerie au début</b>   | <u>13 088 263</u>  | <u>13 206 023</u>  |
| <b>Trésorerie à la fin</b>   | <u>18 112 621</u>  | <u>13 088 263</u>  |
| <b>INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES</b>  |                    |                    |
| Intérêts versés  | <u>25 027</u>      | <u>29 838</u>      |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
**au 31 mars 2012**

---

## **1 - CONSTITUTION ET OBJET**

L'Institut, constitué par la Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec (L.R.Q., chapitre I-13.1.1) est une personne morale, mandataire de l'État. Il a pour mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux et les agences de la santé et des services sociaux, instituées en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2), dans l'exercice de leur mission de santé publique.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Institut n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

## **2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*, et pour la première année, applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, la provision pour congés de maladie et la provision pour vacances. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### **Constatation des revenus**

Les subventions affectées à des projets spéciaux sont inscrites aux résultats selon la méthode de l'avancement des travaux.

Les revenus provenant de la prestation de services sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- Les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus reportés sont constitués des montants reçus et à recevoir pour des services non rendus conformément aux ententes contractuelles.

### **Avantages sociaux futurs**

#### **Provision pour vacances**

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

### **Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
 au 31 mars 2012

**2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

**Avantages sociaux futurs (suite)**

**Provision pour congés de maladie**

Les obligations découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont maintenant évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés. Les obligations à court terme sont comptabilisées au coût.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective, selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux et durée indiqués ci-dessous :

|                         |                       |
|-------------------------|-----------------------|
| Aménagements majeurs    | sur la durée des baux |
| Équipements spécialisés | 10 à 20 %             |
| Matériel informatique   | 20 à 33 1/3 %         |
| Logiciels et licences   | 20 à 33 1/3 %         |
| Matériel roulant        | 10 à 20 %             |
| Mobilier et équipements | 20 %                  |
| Améliorations locatives | 20 %                  |

Les développements informatiques en cours ne sont pas amorti. Ils seront amortis à compter de la date de mise en service.

**Dépréciation des immobilisations corporelles**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

**Apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles**

Les apports reçus des partenaires pour l'acquisition ou sous forme d'immobilisations corporelles amortissables sont reportés et virés aux produits selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

**Stocks de fournitures**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.



**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
 au 31 mars 2012

### 3 - SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux n'incluent pas les salaires des médecins, qui sont assumés par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

### 4 - EXCÉDENT CUMULÉ

L'excédent cumulé se compose de l'excédent cumulé non affecté et de l'excédent cumulé affecté.

|   | 2012                 |                  |                   | 2011              |
|---|----------------------|------------------|-------------------|-------------------|
|   | Activités régulières | Projets spéciaux | Total             | Total             |
|   | \$                   | \$               | \$                | \$                |
| <b>Excédent cumulé non affecté</b>          |                      |                  |                   |                   |
| Solde au début                              | 1 081 939            | 473 090          | 1 555 029         | 1 226 809         |
| Excédent annuel                             | 403 699              | 1 827 526        | 2 231 225         | 3 174 943         |
| Transfert de l'excédent cumulé affecté      | —                    | —                | —                 | 153 277           |
| Transfert à l'excédent cumulé affecté       | —                    | (1 550 682)      | (1 550 682)       | (3 000 000)       |
| Solde à la fin                              | 1 485 638            | 749 934          | 2 235 572         | 1 555 029         |
| <b>Excédent cumulé affecté</b>              |                      |                  |                   |                   |
| Solde au début                              | 7 663 458            | 2 974 920        | 10 638 378        | 8 984 827         |
| Déficit annuel relatif à l'excédent affecté | (628 305)            | (1 024 306)      | (1 652 611)       | (1 193 172)       |
| Transfert à l'excédent cumulé non affecté   | —                    | —                | —                 | (153 277)         |
| Transfert de l'excédent cumulé non affecté  | 1 500 000            | 50 682           | 1 550 682         | 3 000 000         |
| Solde à la fin                              | 8 535 153            | 2 001 296        | 10 536 449        | 10 638 378        |
| <b>Total</b>                                | <b>10 020 791</b>    | <b>2 751 230</b> | <b>12 772 021</b> | <b>12 193 407</b> |

L'excédent cumulé affecté se compose de l'excédent cumulé affecté des activités régulières et de l'excédent cumulé affecté des projets spéciaux.

En ce qui a trait à l'excédent cumulé affecté des activités régulières, la direction de l'Institut a décidé d'utiliser une partie de son excédent cumulé non affecté, conformément à la politique en vigueur adoptée par son conseil d'administration, pour acquérir des immobilisations, notamment des équipements spécialisés de laboratoire et des systèmes d'information de gestion et pour la mise en oeuvre du plan d'action de l'Institut découlant d'un processus d'audit et d'autoévaluation visant l'ensemble de l'organisation, et ce, conformément aux autorisations nécessaires du ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec. Le solde de l'excédent cumulé affecté au 31 mars 2012 de 8 535 153 \$ sera utilisé pour combler le financement de ces décisions.

L'excédent cumulé affecté des projets spéciaux de 2 001 296 \$ au 31 mars 2012 sera utilisé, conformément à la politique en vigueur adoptée par le conseil d'administration de l'Institut, pour combler le financement de projets autorisés ayant trait à l'innovation scientifique et de projets particuliers en relation directe avec la mission de l'Institut.

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
 au 31 mars 2012

**5 - CRÉANCES**

|  | 2012             | 2011             |
|--|------------------|------------------|
|  | \$               | \$               |
| Gouvernement du Québec   | 597 436          | 2 430 301        |
| Gouvernement du Canada   | 1 607 238        | 4 316 689        |
| Créance, au taux fixe de 5,52 %, encaissable par versements mensuels de 8 271 \$, incluant capital et intérêts, échéant en janvier 2017 <sup>(1)</sup> | 355 522          | 432 824          |
| Autres   | 1 705 623        | 753 485          |
|  | <u>4 265 819</u> | <u>7 933 299</u> |

<sup>(1)</sup> Dans le cadre d'un mandat confié par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), relativement à l'acquisition et au fonctionnement d'une unité mobile pour le dépistage des maladies professionnelles, l'Institut détient une créance à recevoir de la CSST.

**6 - SUBVENTIONS À RECEVOIR**

|                        | 2012              | 2011              |
|------------------------|-------------------|-------------------|
|                        | \$                | \$                |
| Gouvernement du Québec | 33 272 203        | 32 867 799        |
| Gouvernement du Canada | 614 785           | 1 239 168         |
| Autres                 | 922 607           | 962 388           |
|                        | <u>34 809 595</u> | <u>35 069 355</u> |

**7 - CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

|  | 2012              | 2011              |
|--|-------------------|-------------------|
|  | \$                | \$                |
| Gouvernement du Québec                                 | 1 892 739         | 2 903 825         |
| Provision pour congés de maladie payables annuellement | 230 680           | 212 382           |
| Autres   | 8 995 779         | 8 192 602         |
|  | <u>11 119 198</u> | <u>11 308 809</u> |

Les charges à payer et frais courus liés au fonctionnement s'élèvent à 10 589 305 \$ (2011 : 10 664 311 \$) et ceux liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élèvent à 529 893 \$ (2011 : 644 498 \$).

**8 - EMPRUNT**

|                 | 2012              | 2011              |
|-----------------|-------------------|-------------------|
|                 | \$                | \$                |
| Marge de crédit | <u>15 638 571</u> | <u>13 166 283</u> |

L'Institut dispose d'une marge de crédit pour la réalisation des activités liées au développement informatique en cours. La marge de crédit d'un montant autorisé de 15 635 897 \$ porte intérêt au taux des acceptations bancaires de 30 jours, plus 0,3 %, et vient à échéance en août 2012. Au 31 mars 2012, le taux est de 1,5 % (2011 : 1,501 %).

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
 au 31 mars 2012

**9 - DETTE**

|  | <u>2012</u>    | <u>2011</u>    |
|--|----------------|----------------|
|  | \$             | \$             |
| <b>Emprunts sur billets :</b>  |                |                |
| taux fixe de 5,52 %, garanti par la créance à recevoir,<br>remboursable par versements mensuels de 8 271 \$ incluant<br>capital et intérêts, échéant en janvier 2017 | <u>419 839</u> | <u>494 069</u> |

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

|      | <u>\$</u> |
|------|-----------|
| 2013 | 78 014    |
| 2014 | 82 432    |
| 2015 | 87 099    |
| 2016 | 92 029    |
| 2017 | 80 265    |

**10 - REVENUS REPORTÉS**

|                               | <u>2012</u>         | <u>2011</u>         |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|
|                               | \$                  | \$                  |
| Solde de début de l'exercice  | <u>31 865 385</u>   | <u>37 527 249</u>   |
| Revenus de l'exercice courant |                     |                     |
| Gouvernement du Québec        | 22 500 095          | 17 905 999          |
| Gouvernement du Canada        | 2 245 736           | 2 486 904           |
| Autres                        | 13 381 634          | 13 948 671          |
|                               | <u>38 127 465</u>   | <u>34 341 574</u>   |
| Virement de l'exercice        | <u>(40 650 234)</u> | <u>(40 003 438)</u> |
| Solde de fin de l'exercice    | <u>29 342 616</u>   | <u>31 865 385</u>   |

**11 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Depuis le 1er janvier 2012, le taux de cotisation de l'Institut au RREGOP est de 8,94 % (8,69 % avant le 1er janvier 2012) de la masse salariale et le taux de cotisation au RRPE est de 12,30 % (11,54 % avant le 1er janvier 2012).

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 230 477 \$ (2011 : 1 982 879 \$). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Provision pour congés de maladie**

Les obligations relatives aux congés de maladie accumulés sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

L'Institut ne dispose pas d'un programme d'accumulation à long terme de congés de maladie. Cependant, l'Institut reconnaît les banques de maladie accumulées par les salariés lorsqu'ils sont transférés à l'Institut par un organisme disposant d'un tel programme. Par contre, le droit d'accumuler des congés de maladie se termine au moment du transfert.

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
 au 31 mars 2012

**11 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**

**Provision pour congés de maladie (suite)**

Les salariés visés ont droit annuellement de se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, à raison de 100 % pour les 60 premiers jours accumulés et de 50 % pour les jours additionnels, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 90 jours. Les salariés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

La provision pour congés de maladie est ajustée pour tenir compte des ajustements salariaux annuels. Elle est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

*Évaluations et estimations subséquentes*

La provision pour congés de maladie provenant du programme d'accumulation pour des employés transférés a fait l'objet d'une actualisation sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2012 :

|   | <b>2012</b>    | <b>2011</b>    |
|---|----------------|----------------|
|   | <b>RRPE et</b> | <b>RRPE et</b> |
|   | <b>RREGOP</b>  | <b>RREGOP</b>  |
| Taux d'indexation                                       | 2,00%          | 2,00%          |
| Taux d'actualisation                                    | 1,36%          | 1,85%          |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | 1 an           | 2 ans          |
|   | <b>2012</b>    | <b>2011</b>    |
|   | <b>\$</b>      | <b>\$</b>      |
| Solde au début  | 342 084        | 412 218        |
| Charge de l'exercice                                    | (11 200)       | (2 423)        |
| Prestations versées au cours de l'exercice              | (65 045)       | (67 711)       |
| Solde à la fin  | <b>265 839</b> | <b>342 084</b> |

La provision pour congés de maladie payables annuellement d'une somme de 230 680 \$ (2011 : 212 382 \$) est incluse au poste « Charges à payer et frais courus ». Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour congés de maladie payables annuellement n'est jugé nécessaire, puisque les congés seront pris ou monnayés au cours de l'exercice suivant.

La provision pour vacances de 3 530 345 \$ (2011 : 3 318 539 \$) est incluse au poste « Charges à payer et frais courus ». Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Institut estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Institut national de santé publique du Québec  
Notes complémentaires  
au 31 mars 2012

12 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                               | Aménagements<br>majeurs | Équipements<br>spécialisés | Matériel<br>informatique | Logiciels et<br>licences | Matériel roulant | Mobilier et<br>équipements | Améliorations<br>locatives | Développement<br>informatique en<br>cours | 2012              |
|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------|----------------------------|----------------------------|---|-------------------|
| <b>Coût</b>                   |                         |                            |                          |                          |                  |                            |                            |   |                   |
| Solde au début                | 11 969 580              | 11 796 797                 | 5 445 845                | 1 347 502                | 1 435 747        | 3 352 540                  | 248 883                    | 14 217 602                                | 49 814 496        |
| Acquisitions                  | —                       | 294 835                    | 887 039                  | 154 790                  | —                | 93 176                     | —                          | 2 130 544                                 | 3 560 384         |
| Radiations                    | —                       | (661 524)                  | (1 409 027)              | —                        | (8 069)          | (54 220)                   | —                          | —   | (2 132 840)       |
| <b>Solde à la fin</b>         | <b>11 969 580</b>       | <b>11 430 108</b>          | <b>4 923 857</b>         | <b>1 502 292</b>         | <b>1 427 678</b> | <b>3 391 496</b>           | <b>248 883</b>             | <b>16 348 146</b>                         | <b>51 242 040</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                         |                            |                          |                          |                  |                            |                            |   |                   |
| Solde au début                | 5 664 781               | 6 285 316                  | 4 319 293                | 1 187 305                | 1 079 850        | 2 907 098                  | 211 762                    | —   | 21 635 405        |
| Amortissement                 | 858 078                 | 964 279                    | 577 586                  | 65 925                   | 137 011          | 217 892                    | 8 248                      | —   | 2 829 019         |
| Radiations                    | —                       | (661 524)                  | (1 409 026)              | —                        | (8 070)          | (54 220)                   | —                          | —   | (2 132 840)       |
| <b>Solde à la fin</b>         | <b>6 522 859</b>        | <b>6 588 071</b>           | <b>3 487 853</b>         | <b>1 253 230</b>         | <b>1 208 791</b> | <b>3 070 770</b>           | <b>220 010</b>             | <b>—</b>                                  | <b>22 331 584</b> |
| <b>Valeur comptable nette</b> | <b>5 446 721</b>        | <b>4 862 037</b>           | <b>1 436 004</b>         | <b>249 062</b>           | <b>218 887</b>   | <b>320 726</b>             | <b>28 873</b>              | <b>16 348 146</b>                         | <b>28 910 456</b> |

|                               | Aménagements<br>majeurs | Équipements<br>spécialisés | Matériel<br>informatique | Logiciels et<br>licences | Matériel roulant | Mobilier et<br>équipements | Améliorations<br>locatives | Développement<br>informatique en<br>cours | 2011              |
|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------|----------------------------|----------------------------|---|-------------------|
| <b>Coût</b>                   |                         |                            |                          |                          |                  |                            |                            |   |                   |
| Solde au début                | 11 969 580              | 10 149 659                 | 5 126 792                | 1 187 487                | 1 435 747        | 3 224 823                  | 207 642                    | 10 521 772                                | 43 823 502        |
| Acquisitions                  | —                       | 1 647 138                  | 627 755                  | 160 015                  | —                | 196 559                    | 41 241                     | 3 695 830                                 | 6 368 538         |
| Radiations                    | —                       | —                          | (308 702)                | —                        | —                | (68 842)                   | —                          | —   | (377 544)         |
| <b>Solde à la fin</b>         | <b>11 969 580</b>       | <b>11 796 797</b>          | <b>5 445 845</b>         | <b>1 347 502</b>         | <b>1 435 747</b> | <b>3 352 540</b>           | <b>248 883</b>             | <b>14 217 602</b>                         | <b>49 814 496</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                         |                            |                          |                          |                  |                            |                            |   |                   |
| Solde au début                | 4 806 703               | 5 331 010                  | 4 044 402                | 1 126 122                | 937 081          | 2 682 130                  | 200 496                    | —   | 19 127 944        |
| Amortissement                 | 858 078                 | 934 306                    | 583 593                  | 61 183                   | 142 769          | 293 810                    | 11 266                     | —   | 2 885 005         |
| Radiations                    | —                       | —                          | (308 702)                | —                        | —                | (68 842)                   | —                          | —   | (377 544)         |
| <b>Solde à la fin</b>         | <b>5 664 781</b>        | <b>6 265 316</b>           | <b>4 319 293</b>         | <b>1 187 305</b>         | <b>1 079 850</b> | <b>2 907 098</b>           | <b>211 762</b>             | <b>—</b>                                  | <b>21 635 405</b> |
| <b>Valeur comptable nette</b> | <b>6 304 799</b>        | <b>5 531 481</b>           | <b>1 126 552</b>         | <b>160 197</b>           | <b>355 897</b>   | <b>445 442</b>             | <b>37 121</b>              | <b>14 217 602</b>                         | <b>28 179 091</b> |

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
**au 31 mars 2012**

**12 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)**

Les développements informatiques en cours incluent la participation de l'Institut à la réalisation de la phase québécoise de la solution pancanadienne nommée PANORAMA. Au 31 mars 2012, la participation de l'Institut qui s'élève à 15 635 897 \$ (2011 : 13 969 342 \$) permet de développer un système d'information en protection des maladies infectieuses (SI-PMI) qui soutiendra les fonctions suivantes :

- La gestion de l'immunisation incluant le registre de vaccination, le suivi des manifestations cliniques inhabituelles et la gestion des produits immunisants;
- La surveillance et le signalement des syndromes infectieux et des maladies à déclaration obligatoire;
- La gestion des cas et des contacts des maladies infectieuses;
- La gestion des éclosions liées aux poussées épidémiques de maladies infectieuses;
- La gestion des alertes sanitaires.

Le développement en cours SI-PMI, d'un montant total autorisé de 34 884 335 \$, est financé de la façon suivante :

|   | \$                |
|---|-------------------|
| Marge de crédit (note 8)  | 15 635 897        |
| Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale | 9 202 517         |
| Agence de la santé et des services sociaux de Montréal              | 10 045 921        |
|   | <u>34 884 335</u> |

Au 31 mars 2012, un montant de 17 440 982 \$ a été investi dans le développement en cours SI-PMI et la participation dans l'actif s'élève à 15 635 897 \$ pour l'Institut et 1 805 085 \$ pour l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale.

La marge de crédit d'un montant autorisé de 15 635 897 \$, est réservée à cette fin. Les intérêts de la marge de crédit, d'une somme de 222 929 \$ (145 743 \$ en 2011) sont capitalisés au coût du développement informatique en cours SI-PMI. Lorsque le développement informatique en cours SI-PMI sera terminé, la marge de crédit sera transférée dans un emprunt. Cet emprunt sera remboursé à partir de nouvelles subventions octroyées par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Aucun amortissement n'a été comptabilisé relativement aux développements informatiques en cours étant donné que les systèmes ne sont pas en service au 31 mars 2012.

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
 au 31 mars 2012

**13 - RÉSULTATS PAR ACTIVITÉS**

|   | 2012                    |                     |                   | 2011                    |                     |                   |
|---|-------------------------|---------------------|-------------------|-------------------------|---------------------|-------------------|
|   | Activités<br>régulières | Projets<br>spéciaux | Total             | Activités<br>régulières | Projets<br>spéciaux | Total             |
|   | \$                      | \$                  | \$                | \$                      | \$                  | \$                |
| <b>Revenus</b>  |                         |                     |                   |                         |                     |                   |
| Subventions du gouvernement du Québec                                     | 33 368 180              | 23 348 848          | 56 717 028        | 33 087 000              | 21 740 531          | 54 827 531        |
| Subventions du gouvernement du Canada                                     | 1 200                   | 2 774 542           | 2 775 742         | 10 719                  | 3 437 875           | 3 448 594         |
| Ventes de services  | 1 293 176               | 6 844 655           | 8 137 831         | 1 196 279               | 7 419 775           | 8 616 054         |
| Autres revenus  | 162 523                 | 2 938 122           | 3 100 645         | 343 471                 | 1 536 058           | 1 879 529         |
| Virement des apports reportés relatifs<br>aux immobilisations corporelles | 51 308                  | 581 223             | 632 531           | 30 190                  | 725 191             | 755 381           |
| Intérêts  | 49 059                  | 186 234             | 235 293           | 22 757                  | 151 492             | 174 249           |
|   | <u>34 925 446</u>       | <u>36 673 624</u>   | <u>71 599 070</u> | <u>34 690 416</u>       | <u>35 010 922</u>   | <u>69 701 338</u> |
| <b>Charges</b>  |                         |                     |                   |                         |                     |                   |
| Salaires et avantages sociaux (note 3)                                    | 23 610 768              | 19 607 427          | 43 218 195        | 23 690 426              | 17 294 075          | 40 984 501        |
| Services professionnels et administratifs                                 | 2 437 019               | 4 724 034           | 7 161 053         | 2 539 788               | 4 786 943           | 7 326 731         |
| Fournitures médicales et de laboratoire                                   | 1 750 843               | 2 424 188           | 4 175 031         | 1 715 891               | 2 273 961           | 3 989 852         |
| Locaux  | 5 193 786               | 15 682              | 5 209 468         | 4 900 373               | 25 299              | 4 925 672         |
| Amortissement des immobilisations corporelles                             | 2 197 654               | 631 365             | 2 829 019         | 2 159 814               | 725 191             | 2 885 005         |
| Frais de déplacement  | 534 917                 | 694 776             | 1 229 693         | 486 569                 | 632 364             | 1 118 933         |
| Intérêts sur la dette   | —                       | 25 027              | 25 027            | —                       | 29 838              | 29 838            |
| Frais de bureau   | 308 136                 | 208 732             | 516 868           | 332 199                 | 217 765             | 549 964           |
| Papeterie et impression   | 89 034                  | 318 836             | 407 870           | 68 123                  | 367 676             | 435 799           |
| Frais de comité   | 91 051                  | 48 059              | 139 110           | 84 520                  | 63 695              | 148 215           |
| Entretien et réparations  | 880 099                 | 3 650 714           | 4 530 813         | 926 665                 | 2 822 766           | 3 749 431         |
| Frais d'organisation de formation externe                                 | 18 231                  | 328 755             | 346 986           | 3 255                   | 317 219             | 320 474           |
| Formation interne   | 112 166                 | 143 131             | 255 297           | 156 579                 | 90 724              | 247 303           |
| Télécommunications  | 265 754                 | 26 345              | 292 099           | 305 503                 | 30 310              | 335 813           |
| Documentation   | 166 492                 | 117 907             | 284 399           | 184 190                 | 84 151              | 268 341           |
| Matériel roulant  | 68 595                  | 36 509              | 105 104           | 79 109                  | 20 643              | 99 752            |
| Location d'équipements  | 148 928                 | 506                 | 149 434           | 135 695                 | 83 938              | 219 633           |
| Assurances  | 58 275                  | 8 382               | 66 657            | 58 442                  | 8 373               | 66 815            |
| Créances irrécouvrables   | 940                     | 60 000              | 60 940            | —                       | —                   | —                 |
| Frais bancaires   | 17 364                  | 29                  | 17 393            | 17 420                  | 75                  | 17 495            |
| Frais généraux (note 16)  | (2 800 000)             | 2 800 000           | —                 | (2 800 000)             | 2 800 000           | —                 |
|   | <u>35 150 052</u>       | <u>35 870 404</u>   | <u>71 020 456</u> | <u>35 044 561</u>       | <u>32 675 006</u>   | <u>67 719 567</u> |
| <b>Excédent (déficit) annuel</b>  | (224 606)               | 803 220             | 578 614           | (354 145)               | 2 335 916           | 1 981 771         |
| <b>Excédent cumulé au début</b>   | 8 745 397               | 3 448 010           | 12 193 407        | 9 162 101               | 1 049 535           | 10 211 636        |
| <b>Transferts de l'excédent cumulé</b>                                    | 1 500 000               | (1 500 000)         | —                 | (62 559)                | 62 559              | —                 |
| <b>Excédent cumulé à la fin (note 4)</b>                                  | <u>10 020 791</u>       | <u>2 751 230</u>    | <u>12 772 021</u> | <u>8 745 397</u>        | <u>3 448 010</u>    | <u>12 193 407</u> |

**Institut national de santé publique du Québec**  
**Notes complémentaires**  
**au 31 mars 2012**

---

**14 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**15 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Au 31 mars 2012, l'Institut s'est engagé auprès de l'axe de recherche « santé des populations et environnementales » du Centre hospitalier universitaire du Québec (CHUQ) à verser, jusqu'en décembre 2019, un montant maximum de 1 117 444 \$ pour la réalisation de divers mandats en santé publique.

L'Institut s'est également engagé en vertu d'ententes à verser un montant de 8 567 192 \$ pour la réalisation de divers travaux. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces ententes pour les quatre prochains exercices s'élèvent aux sommes suivantes :

|      | \$        |
|------|-----------|
| 2013 | 6 420 400 |
| 2014 | 2 123 838 |
| 2015 | 22 342    |
| 2016 | 612       |

**16 - FRAIS GÉNÉRAUX**

Les frais généraux imputés aux charges des projets spéciaux et à titre de recouvrement des activités régulières représentent une estimation de la valeur des charges des services de soutien offerts dans le cadre des différents projets spéciaux de l'Institut.

**17 - CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée en 2012.



**INSTITUT NATIONAL DES MINES****Rapport de la direction**

Les états financiers de l'Institut national des mines (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration et son comité d'audit interne surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et le conseil d'administration approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit interne ou le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



Jean Carrier

Val-d'Or, le 28 mai 2012

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut national des mines, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraude ou d'erreur. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

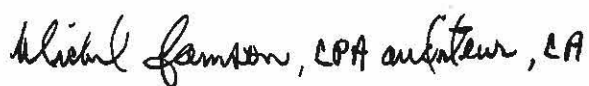
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut national des mines au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à notre avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 28 mai 2012

**INSTITUT NATIONAL DES MINES**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ**  
 DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|   | <b>2012</b>    | <b>2011</b>    |
|---|----------------|----------------|
|   | <b>12 mois</b> | <b>9 mois</b>  |
|   | <b>\$</b>      | <b>\$</b>      |
| <b>REVENUS</b>                                |                |                |
| Contribution du gouvernement du Québec        | 800 000        | 300 000        |
| Intérêts                                      | 960            | 329            |
|   | <b>800 960</b> | <b>300 329</b> |
| <b>CHARGES</b>                                |                |                |
| Traitements et avantages sociaux              | 239 801        | 107 784        |
| Services professionnels                       | 139 782        | 72 782         |
| Frais de déplacements                         | 74 466         | 47 875         |
| Fournitures et approvisionnements             | 31 560         | 6 479          |
| Publicité et communication                    | 17 338         | 10 228         |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 14 533         | 1 954          |
| Frais de formation                            | 5 569          | 793            |
| Frais de représentation                       | 1 505          | 10 075         |
| Frais financiers                              | 1 238          | 411            |
|   | <b>525 792</b> | <b>258 381</b> |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                        | <b>275 168</b> | <b>41 948</b>  |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>               | <b>41 948</b>  | <b>—</b>       |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>               | <b>317 116</b> | <b>41 948</b>  |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

**INSTITUT NATIONAL DES MINES**  
**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS**  
 DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|  | <b>2012</b><br><b>12 mois</b> | <b>2011</b><br><b>9 mois</b> |
|--|-------------------------------|------------------------------|
|  | <b>\$</b>                     | <b>\$</b>                    |
| <b>Excédent annuel</b>                         | <b>275 168</b>                | <b>41 948</b>                |
| Acquisition d'immobilisations corporelles      | (97 667)                      | (27 535)                     |
| Amortissement des immobilisations corporelles  | 14 533                        | 1 954                        |
|  | <b>(83 134)</b>               | <b>(25 581)</b>              |
| Acquisition de frais payés d'avance            | (4 875)                       | -                            |
| <b>Augmentation des actifs financiers nets</b> | <b>187 159</b>                | <b>16 367</b>                |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT</b>         | <b>16 367</b>                 | <b>-</b>                     |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN</b>         | <b>203 526</b>                | <b>16 367</b>                |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

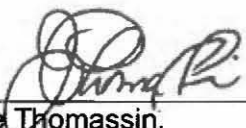
**INSTITUT NATIONAL DES MINES**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
 AU 31 MARS 2012

|  | <u>2012</u>    | <u>2011</u>   |
|--|----------------|---------------|
|  | \$             | \$            |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>               |                |               |
| Trésorerie                             | 238 815        | 44 802        |
| Débiteurs                              | <u>3 296</u>   | <u>6 268</u>  |
|  | <u>242 111</u> | <u>51 070</u> |
| <b>PASSIFS</b>                         |                |               |
| Créditeurs et charges à payer (note 3) | <u>38 585</u>  | <u>34 703</u> |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>          | <u>203 526</u> | <u>16 367</u> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>           |                |               |
| Immobilisations corporelles (note 4)   | 108 715        | 25 581        |
| Frais payés d'avance                   | <u>4 875</u>   | <u>-</u>      |
|  | <u>113 590</u> | <u>25 581</u> |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>                 | <u>317 116</u> | <u>41 948</u> |
| Obligation contractuelle (note 8)      |                |               |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

Pour le conseil d'administration

  
 François Biron,  
 président du conseil d'administration

  
 Jean-Pierre Thomassin,  
 président du comité d'audit

**INSTITUT NATIONAL DES MINES**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
 DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|   | <b>2012</b><br><b>12 mois</b><br>\$ | <b>2011</b><br><b>9 mois</b><br>\$ |
|---|-------------------------------------|------------------------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>  |                                     |                                    |
| Excédent annuel   | 275 168                             | 41 948                             |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie:  |                                     |                                    |
| Amortissement des immobilisations corporelles   | 14 533                              | 1 954                              |
|   | 289 701                             | 43 902                             |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement  |                                     |                                    |
| Débiteurs   | 2 972                               | (6 268)                            |
| Frais payés d'avance  | (4 875)                             | -                                  |
| Créditeurs et charges à payer   | 3 882                               | 34 703                             |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>   | <b>291 680</b>                      | <b>72 337</b>                      |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>  |                                     |                                    |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et flux utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations | (97 667)                            | (27 535)                           |
| <b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>   | <b>194 013</b>                      | <b>44 802</b>                      |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>   | <b>44 802</b>                       | <b>-</b>                           |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>   | <b>238 815</b>                      | <b>44 802</b>                      |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# INSTITUT NATIONAL DES MINES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2012

---

### 1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut national des mines (« l'Institut ») est un mandataire de l'État institué en vertu de l'article 3 de la Loi sur l'Institut des mines (L.R.Q., c. I-13.1.2), le 28 juin 2010, dont la mission est de soutenir le gouvernement dans l'exercice de sa responsabilité en matière d'éducation dans le secteur minier. Il a notamment pour mandat de maximiser la capacité de formation de la main-d'œuvre, en optimisant les moyens disponibles et en les utilisant selon la vision concertée de tous les acteurs du secteur minier, contribuant ainsi, dans une perspective de développement durable, à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du Québec.

Plus particulièrement, sa mission consiste à :

1. coordonner les interventions des différents ordres d'enseignement pour répondre aux besoins de formation et de main-d'œuvre du secteur minier;
2. estimer les besoins de formation actuels et futurs du secteur minier et assurer une veille continue de leur évolution quant à leur nature et à leur répartition géographique;
3. soumettre au ministre des propositions visant à actualiser l'offre de formation;
4. participer activement aux efforts de promotion des métiers et professions du secteur minier.

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut est mandataire de l'État et n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut des comptables agréés pour le secteur public* et, pour la première année, applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables sont cohérentes avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tel que la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.



# INSTITUT NATIONAL DES MINES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 MARS 2012

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### CONSTATATION DES REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont qu'ils découlent.

Les contributions du gouvernement sont comptabilisées dans les revenus de l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où ils sont autorisés, où les critères d'admissibilité sont rencontrés et où une estimation raisonnable des montants en cause est possible.

#### ACTIFS FINANCIERS

##### Trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse.

#### PASSIF

##### Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

#### ACTIFS NON-FINANCIERS

##### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile prévue selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

|                                    |       |
|------------------------------------|-------|
| Équipement de bureau               | 5 ans |
| Matériel informatique et logiciels | 3 ans |
| Améliorations locatives            | 7 ans |

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

## INSTITUT NATIONAL DES MINES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 MARS 2012

**3. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

|                                  | 2012          | 2011          |
|----------------------------------|---------------|---------------|
|                                  | \$            | \$            |
| Fournisseurs                     | 13 234        | 24 676        |
| Traitements et avantages sociaux | 25 351        | 10 027        |
|                                  | <b>38 585</b> | <b>34 703</b> |

**4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

|                               | Améliorations<br>locatives | Équipement<br>de bureau | Matériel<br>informatique<br>et logiciels | 2012           |
|-------------------------------|----------------------------|-------------------------|--|----------------|
|                               | \$                         | \$                      | \$                                       | \$             |
| <b>Coût</b>                   |                            |                         |  |                |
| Solde au début                | 14 859                     | 7 990                   | 4 686                                    | 27 535         |
| Acquisition                   | 61 484                     | 11 825                  | 24 358                                   | 97 667         |
| Solde à la fin                | 76 343                     | 19 815                  | 29 044                                   | 125 202        |
| <b>Amortissement</b>          |                            |                         |  |                |
| <b>Cumulé</b>                 |                            |                         |  |                |
| Solde au début                | 707                        | 739                     | 508                                      | 1 954          |
| Amortissement                 | 6 473                      | 2 718                   | 5 342                                    | 14 533         |
| Solde à la fin                | 7 180                      | 3 457                   | 5 850                                    | 16 487         |
| <b>Valeur comptable nette</b> | <b>69 163</b>              | <b>16 358</b>           | <b>23 194</b>                            | <b>108 715</b> |

# INSTITUT NATIONAL DES MINES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 MARS 2012

### 4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

|                                 | Améliorations<br>locatives | Équipement<br>de bureau | Matériel<br>informatique<br>et logiciels | 2011          |
|---------------------------------|----------------------------|-------------------------|--|---------------|
|                                 | \$                         | \$                      | \$                                       | \$            |
| <b>Coût</b>                     |                            |                         |  |               |
| Solde au début                  | -                          | -                       | -  | -             |
| Acquisition                     | 14 859                     | 7 990                   | 4 686                                    | 27 535        |
| Solde à la fin                  | 14 859                     | 7 990                   | 4 686                                    | 27 535        |
| <b>Amortissement<br/>Cumulé</b> |                            |                         |  |               |
| Solde au début                  | -                          | -                       | -  | -             |
| Amortissement                   | 707                        | 739                     | 508                                      | 1 954         |
| Solde à la fin                  | 707                        | 739                     | 508                                      | 1 954         |
| <b>Valeur comptable nette</b>   | <b>14 152</b>              | <b>7 251</b>            | <b>4 178</b>                             | <b>25 581</b> |

### 5. FACILITÉ DE CRÉDIT

L'Institut dispose d'une marge de crédit commerciale d'un montant autorisé de 50 000 \$ (20 000 \$ en 2011) portant intérêt à la moyenne mensuelle du taux préférentiel de la Banque centrale Desjardins du Québec ajusté de 5,75 %. Au 31 mars 2012 et 2011, le taux de base est de 8,5 % et le solde est nul.

# INSTITUT NATIONAL DES MINES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 MARS 2012

---

### 6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

#### RÉGIMES DE RETRAITE

Le président-directeur général de l'Institut participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ce régime interemployeurs est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifié. Ainsi, le taux pour le RRAS est passé de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 10 011 \$ (7 548 \$ pour 9 mois en 2011). Les obligations de l'Institut envers ce régime gouvernemental se limitent aux cotisations à titre d'employeur.

### 7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Par ailleurs, l'Institut a reçu un loyer et des services connexes gratuitement, d'un apparenté, au cours de l'exercice.

### 8. OBLIGATION CONTRACTUELLE

Le 7 septembre 2011, l'Institut a signé une entente avec un autre organisme pour la promotion du secteur minier. L'entente est pour une durée de 2 ans, au montant de 75 000 \$ dont 35 500 \$ a été versé au 31 mars 2012.

### 9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## RAPPORT DE LA DIRECTION

### Au Ministre des Finances

Les états financiers consolidés d'Investissement Québec (la « Société ») ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Tel que décrit à la note 2 des états financiers consolidés, la direction n'a pas divulgué les informations comparatives parce que celles-ci ne reflètent pas la mission de la nouvelle Société. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers consolidés. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et les auditeurs indépendants de la Société, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. et le vérificateur général du Québec ont procédé à l'audit des états financiers consolidés de la Société, conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, et le rapport des auditeurs expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de leur opinion avec réserve. Les auditeurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le Comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président principal et chef de la direction financière  
et de la gestion des risques,



Jacques Daoust

Jean-Jacques Carrier, CPA, CA

Québec, le 28 mai 2012

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À l'intention de l'actionnaire d'Investissement Québec

### RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Investissement Québec, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé de la variation des capitaux propres et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes et autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

84  
85

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

#### *Fondement de l'opinion avec réserve*

L'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> avril 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé de la variation des capitaux propres et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, ainsi que les notes complémentaires à ces états n'ont pas été présentés et n'ont pas été préparés par la direction, tel que décrit à la note 2 des présents états financiers consolidés. Également, les incidences de la transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS) sur l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> avril 2010, l'état consolidé du résultat global et l'état consolidé de la variation des capitaux propres pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 d'Investissement Québec, n'ont pas été présentées à la note 43 et n'ont pas été préparées par la direction, tel que décrit à la note 2 des présents états financiers consolidés. L'omission d'informations comparatives constitue une dérogation aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

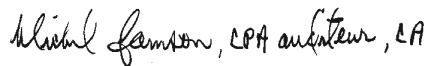
**Opinion avec réserve**

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Investissement Québec au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

**RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q. chapitre V-05.01), nous déclarons que nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer à l'effet que ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent compte tenu de l'opinion avec réserve mentionnée précédemment.

Le vérificateur général du Québec par intérim



Michel Samson, CPA auditeur, CA



<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118581

Québec, le 6 juin 2012

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

De l'exercice terminé le 31 mars (les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

|  | 2012            |
|--|-----------------|
| Chiffre d'affaires   | 479 907         |
| Charges d'exploitation   |                 |
| Coût des ventes  | 411 776         |
| Frais généraux   | 40 267          |
|  | 452 043         |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (note 21)              | 34 144          |
| <b>Résultat des activités poursuivies</b>  | <b>62 008</b>   |
| <b>Revenus financiers</b>  |                 |
| Revenus de placements (note 6)   | 210 478         |
| Avantages conférés par les Immigrants investisseurs                                    | 109 095         |
| Variation nette des placements à la juste valeur par le biais du résultat net (note 6) | (17 859)        |
| Gains nets sur les placements et autres  | 74 540          |
| Autres revenus financiers (note 6)   | 15 930          |
|  | 392 184         |
| <b>Charges financières</b>   |                 |
| Charges liées aux activités Immigrants investisseurs (note 7)                          | 217 636         |
| Perte de valeur sur les placements (note 7)  | 114 163         |
| Autres charges financières (note 7)  | 14 752          |
|  | 346 551         |
| <b>Résultat du portefeuille</b>  | <b>45 633</b>   |
| <b>Honoraires de gestion – Fonds du développement économique (note 9)</b>              | <b>29 500</b>   |
| <b>Frais d'administration</b>  | <b>(79 660)</b> |
| <b>Résultat de l'exploitation des activités poursuivies</b>                            | <b>57 481</b>   |
| Résultat des activités abandonnées (note 10)   | (2 890)         |
| <b>RÉSULTAT NET</b>  | <b>54 591</b>   |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

86  
87



## ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

De l'exercice terminé le 31 mars (les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

|   | 2012          |
|---|---------------|
| <b>RÉSULTAT NET</b>   | <b>54 591</b> |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>   |               |
| Actifs financiers disponibles à la vente  |               |
| Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente                     | (37 204)      |
| Reclassement au résultat net des pertes réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente  | 21 695        |
|   | (15 509)      |
| Couvertures des flux de trésorerie  |               |
| Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie             | 2 964         |
| Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie transférée au résultat net | (1 347)       |
|   | 1 617         |
| Écarts de conversion  |               |
| Écart de conversion d'une filiale   | 5 189         |
| Quote-part de l'écart de conversion d'entreprises mises en équivalence                              | 8 883         |
|   | 14 072        |
| Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies (note 32)                             | (18 603)      |
| Total des autres éléments du résultat des activités poursuivies                                     | (18 423)      |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL</b>  | <b>36 168</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE


(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

|   | 31 mars<br>2012  | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|------------------|-------------------------------|
| <b>ACTIF</b>  |                  |                               |
| <b>Actif courant</b>  |                  |                               |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 11)                   | 234 965          | 235 804                       |
| Placements temporaires (note 12)                                    | 393 398          | 2 409                         |
| Débiteurs (note 13)   | 81 270           | 67 368                        |
| Honoraires de garantie à recevoir (note 14)                         | 8 276            | 6 351                         |
| Stocks (note 15)  | 58 683           | 59 798                        |
| Frais payés d'avance  | 3 544            | 3 777                         |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec (note 16)              | 671 333          | 523 716                       |
| Prêts (note 17)   | 79 753           | 74 051                        |
| Placements (note 19)  | 92 485           | 27 207                        |
| Montants recouvrables du gouvernement du Québec (note 41)           | 1 152            | 41 213                        |
| Autres actifs financiers (note 25)                                  | 142              | 476                           |
| Actifs détenus en vue de la vente (note 20)                         | 115 188          | 56 862                        |
|   | <b>1 740 189</b> | <b>1 099 032</b>              |
| <br>Honoraires de garantie à recevoir (note 14)                     | <b>18 525</b>    | <b>11 189</b>                 |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec (note 16)              | <b>2 886 957</b> | <b>2 670 469</b>              |
| Prêts (note 17)   | <b>493 687</b>   | <b>536 050</b>                |
| Placements (note 19)  | <b>949 822</b>   | <b>1 053 350</b>              |
| Participations dans des entreprises mises en équivalence (note 21)  | <b>453 446</b>   | <b>320 869</b>                |
| Montants recouvrables du gouvernement du Québec (note 41)           | <b>63 058</b>    | <b>76 107</b>                 |
| Immobilisations corporelles (note 22)                               | <b>174 861</b>   | <b>251 114</b>                |
| Actifs biologiques (note 23)  | <b>65 649</b>    | <b>65 642</b>                 |
| Immobilisations incorporelles (note 24)                             | <b>44 090</b>    | <b>36 954</b>                 |
| Autres actifs financiers (note 25)                                  | <b>3 797</b>     | <b>6 156</b>                  |
|   | <b>5 153 892</b> | <b>5 027 900</b>              |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>   | <b>6 894 081</b> | <b>6 126 932</b>              |
| <br><b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>                               |                  |                               |
| <b>Passif courant</b>   |                  |                               |
| Découverts bancaires  | 2 448            | 61                            |
| Emprunts bancaires (note 26)  | 5 855            | 1 200                         |
| Créditeurs et charges à payer (note 27)                             | 84 712           | 93 375                        |
| Passif au titre des avantages du personnel                          | 9 466            | 9 259                         |
| Tranche à court terme de la dette à long terme (note 28)            | 663 717          | 524 034                       |
| Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt (note 41)           | 368 817          | 323 817                       |
| Provisions (note 30)  | 1 079            | 1 356                         |
| Passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente (note 20)      | 27 025           | 4 864                         |
|   | <b>1 163 119</b> | <b>957 966</b>                |
| <br>Dette à long terme (note 28)                                    | <b>2 874 183</b> | <b>2 715 619</b>              |
| Subventions différées (note 29)                                     | <b>14 019</b>    | <b>22 656</b>                 |
| Provisions (note 30)  | <b>7 563</b>     | <b>11 798</b>                 |
| Passif au titre de la garantie (note 31)                            | <b>132 668</b>   | <b>134 542</b>                |
| Passif au titre des prestations définies (note 32)                  | <b>29 674</b>    | <b>21 841</b>                 |
| Avantages perçus d'avance conférés par les Immigrants investisseurs | <b>215 270</b>   | <b>232 430</b>                |
| Autres passifs (note 33)  | <b>6 371</b>     | <b>15 034</b>                 |
|   | <b>4 442 867</b> | <b>4 111 886</b>              |
| <br><b>Capitaux propres</b>   |                  |                               |
| Capital social (note 34)  | 3 073 340        | 2 673 340                     |
| Déficit   | (775 700)        | (811 688)                     |
| Cumul des autres éléments du résultat global                        | 153 574          | 153 394                       |
|   | <b>2 451 214</b> | <b>2 015 046</b>              |
| <b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>                      | <b>6 894 081</b> | <b>6 126 932</b>              |

88  
89

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


L'Honorable Jean Bazin, c.r., Ad.E.  
Président du conseil d'administration

Pierre Barnès, FCPA, FCGA  
Président du Comité de vérification

## ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

De l'exercice terminé le 31 mars (les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

|  | Capital social   | Déficit          | CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS<br>DU RÉSULTAT GLOBAL   |  |                        | Total des<br>capitaux<br>propres |
|--|------------------|------------------|---|--|------------------------|----------------------------------|
|  |                  |                  | Actifs<br>financiers<br>disponibles à<br>la vente | Couverture<br>de flux de<br>trésorerie | Écart de<br>conversion |                                  |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>        | 2 673 340        | (811 688)        | 186 369   | (175)                                  | (32 800)               | <b>2 015 046</b>                 |
| Résultat net de la période                       | –                | 54 591           | –   | –                                      | –                      | <b>54 591</b>                    |
| Autres éléments du résultat global               | –                | (18 603)         | (15 509)  | 1 617                                  | 14 072                 | <b>(18 423)</b>                  |
|  | 2 673 340        | (775 700)        | 170 860   | 1 442                                  | (18 728)               | <b>2 051 214</b>                 |
| Informations financières sur la fusion (note 34) | 400 000          | –                | –   | –                                      | –                      | <b>400 000</b>                   |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                     | <b>3 073 340</b> | <b>(775 700)</b> | <b>170 860</b>                                    | <b>1 442</b>                           | <b>(18 728)</b>        | <b>2 451 214</b>                 |

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice terminé le 31 mars (les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

2012

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>   |           |
| Résultat des activités poursuivies   | 57 481    |
| Ajustements pour :   |           |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence  | (34 144)  |
| Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (notes 22, 24 et 29)                    | 19 446    |
| Revenus de placements (note 6)   | (210 478) |
| Revenus financiers   | (8 507)   |
| Charges financières  | 13 111    |
| Avantages conférés par les Immigrants investisseurs  | (109 095) |
| Variation nette des placements à la juste valeur par le biais du résultat net                          | 17 859    |
| Gains nets sur les placements et autres  | (74 540)  |
| Intérêts liés aux billets des Immigrants investisseurs   | 113 882   |
| Perte de valeur sur les placements   | 114 163   |
| Avantages du personnel   | (2 919)   |
| Variation nette de la juste valeur des actifs biologiques (note 23)                                    | 248       |
| Autres éléments, montant net   | (4 518)   |
|  | (108 011) |
| Dividendes encaissés   | 25 393    |
| Intérêts encaissés   | 53 289    |
| Variation des actifs et des passifs liés aux activités opérationnelles (note 36)                       | (17 693)  |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies                                      | (47 022)  |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées                                      | (253)     |
|  | (47 275)  |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>  |           |
| Augmentation nette des placements temporaires  | (390 989) |
| Diminution des prêts et honoraires de garantie à recevoir  | 270 724   |
| Augmentation des prêts   | (202 409) |
| Diminution des billets à recevoir du gouvernement du Québec  | 535 200   |
| Augmentation des billets à recevoir du gouvernement du Québec  | (785 264) |
| Acquisition de placements et de participations dans des entreprises mises en équivalence               | (238 433) |
| Disposition de placements et de participations dans des entreprises mises en équivalence               | 149 319   |
| Diminution des montants recouvrables du gouvernement   | 47 052    |
| Acquisition d'entreprises  | (7 717)   |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles   | (40 000)  |
| Autres activités d'investissement  | 3 709     |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies                                     | (658 808) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées                                     | (2 472)   |
|  | (661 280) |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>  |           |
| Emprunts bancaires   | 4 655     |
| Augmentation de la dette à long terme  | 877 200   |
| Remboursement de la dette à long terme   | (598 117) |
| Avances du gouvernement  | 45 000    |
| Déboursments de garantie   | (10 581)  |
| Émission de capital social   | 400 000   |
| Intérêts payés   | (12 194)  |
| Autres activités de financement  | 732       |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies                                       | 706 695   |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement abandonnées                                       | -         |
|  | 706 695   |
| <b>Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>               | (253)     |
| <b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>                              | (2 113)   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début   | 235 743   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente (note 20) | (1 113)   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>  | 232 517   |
| La trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies comprend ce qui suit :       |           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 11)  | 234 965   |
| Découverts bancaires   | (2 448)   |
|  | 232 517   |

90  
91

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

En vertu de la Loi sur la fusion de la Société générale de financement du Québec et d'Investissement Québec (L.R.Q., c. 1-16.1), la Société générale de financement du Québec (« SGF ») et Investissement Québec (« IQ ») ont été fusionnées en date du 1<sup>er</sup> avril 2011, en une nouvelle société constituée sous le nom d'Investissement Québec (« la Société »), une compagnie à fonds social. La Société a pour mission de contribuer au développement économique du Québec conformément à la politique économique du gouvernement. Elle vise à stimuler la croissance de l'investissement et à soutenir l'emploi dans toutes les régions du Québec.

Pour accomplir sa mission, la Société soutient la création et le développement des entreprises de toute taille par des solutions financières adaptées et des investissements, et ce, en cherchant à compléter l'offre de ses partenaires. Conformément au mandat que lui confie le gouvernement, elle assure la conduite de la prospection d'investissements étrangers et réalise des interventions stratégiques. Dans le cadre de sa mission, elle exerce des activités de prestation de services financiers.

La fusion a été effectuée le 1<sup>er</sup> avril 2011 dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sous contrôle commun dont les actifs nets transférés ont été enregistrés à leur valeur nette comptable à cette même date. En vertu de la Loi, le solde résiduel des actifs et des passifs d'IQ en date du 1<sup>er</sup> avril 2011 qui n'ont pas été fusionnés dans la Société a été transféré au Fonds du développement économique (« FDE »), lequel a été institué au sein du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation le 1<sup>er</sup> avril 2011. Les comptes du FDE sont distincts de tout autre compte, notamment de ceux de la Société. Dans le cadre de sa mission, la Société administre tout programme d'aide financière élaboré ou désigné par le gouvernement, de même que tout mandat qui lui est confié par ce dernier. Le gouvernement est responsable de ces programmes et mandats qui sont compris dans le FDE, ainsi que des revenus et des pertes de ce dernier. La Société est toutefois responsable envers le gouvernement de l'administration de ces programmes et mandats. La Loi précise les sommes qui constituent le FDE et celles qui peuvent y être prises.

Le siège social de la Société est situé au 1200, route de l'Église, bureau 500, Québec, Canada.

## 2. BASE DE PRÉPARATION

### A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés de la Société sont les premiers états financiers consolidés suite à la fusion et sont les premiers états financiers annuels établis selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et conformément à l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Les IFRS ont été appliquées pour la première fois le 1<sup>er</sup> avril 2010 (date de transition), mais certaines informations comparatives n'ont pas été présentées.

La direction est d'avis que la divulgation des informations comparatives ne refléterait pas la mission de la nouvelle société. En effet, les opérations d'affaires des deux entités fusionnées étaient dictées par des missions différentes; la SGF avait pour objectif de réaliser, en collaboration avec des partenaires, des projets de développement à des conditions de rentabilité normales et IQ administrait des programmes d'aide financière dont les pertes lui étaient partiellement remboursées par le gouvernement, dans le but de favoriser le développement économique du Québec. Par conséquent, l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> avril 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé de la variation des capitaux propres et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, ainsi que les notes complémentaires à ces états, n'ont pas été présentés dans le cadre des états financiers consolidés au 31 mars 2012. Les soldes de l'état de la situation financière d'ouverture de la Société au 1<sup>er</sup> avril 2011, soit la date de la fusion, ont été présentés. La note 43 explique comment ces montants ont été déterminés.

Dans le cadre de la fusion, les soldes de l'état de la situation financière de la SGF et d'IQ ont été établis selon les IFRS afin de présenter des états financiers consolidés de la Société. Par ailleurs, compte tenu que les soldes de l'état de la situation financière d'IQ au 31 mars 2011 établis selon les IFRS n'ont jamais été publiés avant la fusion, les incidences de la transition aux IFRS d'IQ sont présentées à la note 43 B).

La publication des états financiers consolidés de la Société a été approuvée par le conseil d'administration le 28 mai 2012.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des éléments suivants de l'état consolidé de la situation financière :

- les instruments financiers dérivés et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, qui sont évalués à la juste valeur;
- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte du résultat net, qui sont évalués à la juste valeur;
- les actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à la juste valeur;
- les actifs biologiques, évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente;
- le passif au titre des prestations définies qui correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime.

Le traitement comptable spécifique des opérations est exprimé dans les principales méthodes comptables.

### C) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les informations financières sont présentées en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

### D) UTILISATION D'ESTIMATIONS

Les estimations et hypothèses dont les impacts sont les plus significatifs sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivantes :

#### i) Dépréciation d'actifs

Tel que décrit à la note 21, la Société a évalué la valeur recouvrable de participations dans des entreprises associées qui présentaient des indications objectives de dépréciation. La valeur recouvrable de ces participations a été déterminée sur la base de la valeur d'utilité. L'évaluation de la valeur d'utilité repose sur l'utilisation d'estimations et d'hypothèses significatives incluant notamment le montant des flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation applicables.

92  
93

Si le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie avait été de 1 % inférieur aux estimations de la direction (soit un taux d'actualisation de 10 % au lieu de 11 % tel que décrit à la note 21), la perte de valeur comptabilisée par la Société au résultat net au 31 mars 2012 aurait été inférieure de 17 725 000 \$.

#### ii) Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière ne peut être fondée sur les cours boursiers, elle repose sur des techniques d'évaluation basées sur des hypothèses des données observables (niveau 2) ou pouvant être corroborées sur le marché ou sur des données non observables sur le marché (niveau 3).

Au 31 mars 2012, la juste valeur des instruments financiers évalués selon le niveau 2 s'élevait à 235 591 000 \$ et celle des instruments financiers évalués selon le niveau 3 s'élevait à 355 146 000 \$. La note 39 indique l'impact qui résulterait du changement des données utilisées dans l'évaluation.

#### iii) Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts est estimée à partir de la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs, actualisés au taux d'intérêt effectif initial du prêt. L'estimation des flux de trésorerie futurs tient compte, entre autres, de la notation de crédit attribuée à l'emprunteur et du recouvrement prévu des sûretés sous-jacentes. Au 31 mars 2012, la provision cumulée pour pertes sur prêts s'élève à 74 225 000 \$.

Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations et les hypothèses ci-dessus sont revues de façon périodique et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont comptabilisés de façon prospective à compter de la période touchée.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## iv) Autres estimations

L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée nécessite l'utilisation d'estimations pour déterminer leur durée d'utilité prévue et leur valeur résiduelle.

L'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques, qui sont composés de bois d'œuvre exploitable, est basée sur des hypothèses significatives pour déterminer les flux de trésorerie futurs, notamment la valeur marchande du bois sur pied et les taux d'actualisation applicables. Les informations détaillées relativement à ces hypothèses sont présentées à la note 23.

La détermination de la capitalisation ou de la passation en charge des frais de prospection et d'évaluation minérale fait appel au jugement de la direction pour déterminer dans quelle mesure les dépenses encourues peuvent être associées à la découverte de ressources minérales.

L'évaluation du passif au titre des régimes à prestations définies est établie au moyen de calculs actuariels fondés sur plusieurs hypothèses, notamment le taux d'actualisation, le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes, le taux d'augmentation de la rémunération et la durée de service moyenne restante prévue des employés. Les informations détaillées relativement à ces hypothèses sont présentées à la note 32.

## E) JUGEMENTS CRITIQUES DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

## i) Dépréciation d'actifs financiers disponibles à la vente

Afin de déterminer si un actif financier disponible à la vente présente des indications objectives de dépréciation, la direction tient compte de facteurs tels que la durée et l'importance de la baisse de valeur par rapport au coût du placement ainsi que la situation financière de l'émetteur, analyse qui repose principalement sur le jugement de la direction.

Si toutes les baisses de valeur en dessous du coût d'un placement avaient été considérées comme étant significatives et prolongées, la Société aurait comptabilisé des pertes de valeur additionnelles de 11 339 000 \$ au résultat net au 31 mars 2012, montant qui aurait été transféré du cumul des autres éléments du résultat global.

## ii) Dépréciation d'actifs

À chaque date de clôture, la direction détermine si les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et les participations dans des entreprises mises en équivalence présentent des indications objectives de dépréciation ou de reprise de perte de valeur. Lorsque c'est le cas, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour les fins de son analyse, la direction tient compte de facteurs tels que l'environnement économique, technologique ou de marché de l'entreprise, les prévisions budgétaires ou la capitalisation boursière de l'actif.

## iii) Provision pour pertes sur prêts

À chaque date de clôture, la direction détermine si les prêts dont le solde cumulatif est élevé présentent, sur une base individuelle, des indications objectives de dépréciation en se basant sur des facteurs indiquant que la situation financière de l'emprunteur s'est détériorée incluant, entre autres, un défaut de paiement des intérêts ou du principal du prêt, une restructuration financière ou un changement défavorable de la solvabilité de l'emprunteur.

La direction évalue également une provision collective en regroupant les prêts en fonction de la similitude de la qualité du crédit et du risque qu'ils présentent, analyse qui repose principalement sur le jugement de la direction.

## 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme par toutes les entités consolidées dans les présents états financiers de la Société.

## A) PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Société et ceux de ses filiales ainsi que ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### i) Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages des activités de cette dernière. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés à partir de la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les soldes et les opérations intersociétés ont été éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés. Les filiales de la Société, lesquelles sont détenues en propriété exclusive, sont les suivantes :

|  |  |
|--|--|
| • Albecour inc.*                           | • Mine Arnaud inc.                                       |
| • Gestion forestière du Saint-Maurice inc. | • Produits forestiers Temrex, société en commandite      |
| • Gestion forestière Lacroix inc.          | • Rexforêt inc.  |
| • Gestion La Madeleine inc.                | • SOQUEM inc.  |
| • IQ FIER inc.                             | • C.D.M.V. inc. et                                       |
| • IQ Immigrants Investisseurs inc.         | • Le Centre d'insémination porcine du Québec (CIPQ) inc. |

\* La date de clôture des états financiers de cette filiale est différente de celle de la Société, soit le 31 décembre.

### ii) Participation dans des entreprises associées et des coentreprises

Les entreprises associées sont des entreprises dans lesquelles la Société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans avoir le contrôle. La Société est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient entre 20 % et 50 % des droits de vote d'une entité.

Les coentreprises sont les entreprises dont les activités sont contrôlées conjointement en vertu d'un accord contractuel qui requiert un consentement unanime pour les décisions financières et opérationnelles stratégiques.

Ces participations, à l'exception de celles désignées à la juste valeur par le biais du résultat net, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisées au coût. La participation de la Société comprend le goodwill identifié lors de l'acquisition, après déduction des pertes de valeur cumulées. Le goodwill identifié lors de l'acquisition est évalué de la même façon que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Les états financiers consolidés incluent la quote-part de la Société dans le montant total des revenus et des charges et des variations de capitaux propres comptabilisés par les entreprises mises en équivalence, compte tenu des ajustements effectués pour harmoniser les méthodes comptables avec celles de la Société, depuis la date à laquelle cette dernière commence à exercer une influence notable ou un contrôle conjoint et jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer cette influence ou ce contrôle conjoint. Lorsque la quote-part de la Société dans les pertes est supérieure à sa participation dans l'entreprise mise en équivalence, la valeur comptable de la participation est ramenée à zéro et la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, sauf si la Société a une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise.

Les profits et pertes résultant de transactions conclues avec une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés à hauteur de la participation dans l'entreprise associée qui n'est pas liée à la Société.

### iii) Actifs contrôlés conjointement

Les coentreprises impliquant le contrôle conjoint par les coentrepreneurs sur les actifs apportés ou acquis aux fins de la coentreprise sont des actifs contrôlés conjointement. Ces coentreprises n'impliquent pas la création d'une structure financière distincte des coentrepreneurs. Chaque coentrepreneur exerce, par le moyen de sa quote-part dans les actifs contrôlés conjointement, un contrôle sur sa part de la production générée par les actifs.

La participation de la Société dans des actifs contrôlés conjointement est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon cette méthode, la Société comptabilise dans ses états financiers consolidés sa quote-part des actifs, passifs, revenus, charges et flux de trésorerie de la coentreprise.

### iv) Regroupement d'entreprises

La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale correspond à la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des dettes contractées et des parts de capitaux propres émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur de tous les actifs ou passifs résultant d'un accord de contrepartie éventuelle.

94  
95



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La Société comptabilise une obligation de payer une contrepartie éventuelle en tant que passif ou en tant que capitaux propres et comptabilise en tant qu'actif le droit de se faire rendre une contrepartie préalablement transférée si certaines conditions spécifiées sont remplies. Une contrepartie éventuelle est initialement comptabilisée à sa juste valeur à la date d'acquisition. Une contrepartie éventuelle classée en tant que capitaux propres n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé aux capitaux propres. Une contrepartie éventuelle classée comme un actif ou un passif est comptabilisée ultérieurement soit comme un instrument financier, soit comme une provision.

La Société évalue le goodwill comme la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris, tous ces éléments étant évalués à la date d'acquisition.

Les coûts de transaction, autres que ceux liés à l'émission de titres de créance ou de capitaux propres, que la Société assume dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

**B) MONNAIE ÉTRANGÈRE****i) Transactions en monnaie étrangère**

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de la Société au cours de change en vigueur à la date des transactions de la façon suivante :

- les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à cette date; et
- les revenus et les charges sont convertis au cours de l'exercice au taux de change en vigueur au moment de l'opération ou au taux de change moyen de la période.

Les gains ou les pertes de change sont comptabilisés au résultat net, à l'exception des gains et pertes de change sur les titres de capitaux propres classés disponibles à la vente qui sont compris dans les autres éléments du résultat global. Les gains et les pertes de change sont présentés à leur montant net.

**ii) Établissements à l'étranger**

Un établissement à l'étranger est une entité qui est une filiale, une entreprise associée ou une coentreprise, dont les activités sont dans une monnaie fonctionnelle autre que celle de la Société. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens en utilisant le cours de change à la date de fin de période.

Les revenus et les charges sont convertis en utilisant les cours de change en vigueur aux dates de transactions ou au taux de change moyen de la période.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans les écarts de conversion cumulés.

Dans le cas de la sortie d'un établissement à l'étranger, soit la sortie de la totalité de la participation de la Société dans une filiale ou d'une participation dans une filiale, une entreprise associée ou une entreprise contrôlée conjointement qui comprend un établissement à l'étranger, le montant cumulé aux capitaux propres des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que profit ou perte résultant de la sortie. Dans le cas de la sortie partielle d'une filiale qui a un établissement à l'étranger, la quote-part connexe de ce montant cumulé est réattribuée aux participations ne donnant pas le contrôle. Dans tous les autres cas de sortie partielle d'un établissement à l'étranger, soit lors de la réduction partielle de la participation dans une entreprise associée ou dans une entité contrôlée conjointement, la quote-part connexe est reclassée au résultat net.

**C) CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transaction sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Tous les instruments financiers doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques selon l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme autres passifs financiers. L'évaluation subséquente des instruments financiers dépend de leur classement. La Société a effectué les classements suivants :

| Type d'instrument financier                  | Catégorie   |
|--|---|
| Trésorerie                                   | Prêts et créances   |
| Placements temporaires                       | Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net/Prêts et créances                 |
| Débiteurs                                    | Prêts et créances   |
| Honoraires de garantie à recevoir            | Prêts et créances   |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec | Prêts et créances   |
| Prêts  | Prêts et créances   |
| Placements                                   | Disponibles à la vente/Classés et désignés à la juste valeur par le biais du résultat net |
| Autres actifs financiers                     | Prêts et créances   |
| Découverts bancaires                         | Autres passifs financiers   |
| Emprunts bancaires                           | Autres passifs financiers   |
| Créditeurs et charges à payer                | Autres passifs financiers   |
| Avances du gouvernement du Québec            | Autres passifs financiers   |
| Instruments financiers dérivés               | Détenus à des fins de transaction   |
| Dettes à long terme                          | Autres passifs financiers   |
| Passif au titre de la garantie               | Autres passifs financiers   |
| Autres passifs financiers                    | Autres passifs financiers   |

96  
97

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou que la Société transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier est transférée. Tout droit créé ou maintenu par la Société sur les actifs financiers transférés est comptabilisé séparément dans les actifs ou les passifs.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque les obligations contractuelles de la Société sont éteintes, annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés, et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière, si et seulement si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

### i) Prêts et créances

Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances, tels que la trésorerie, certains placements temporaires, les débiteurs, les honoraires de garantie à recevoir, les billets à recevoir du gouvernement du Québec, les prêts ainsi que les autres actifs financiers, sont évalués au coût après amortissement, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. Les revenus liés aux prêts et aux créances sont comptabilisés sous les rubriques « Revenus de placements » et « Autres revenus financiers » au résultat net.

#### Prêts

Les frais d'étude pour compenser les coûts de montage de prêts assumés par la Société sont différés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Annuellement, la Société revoit la qualité du crédit et, lorsque celle-ci s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement total (capital et intérêts) d'un prêt n'est pas raisonnablement assuré, celui-ci est considéré comme un prêt douteux. La constatation des intérêts cesse et la valeur comptable de ces prêts est ramenée à sa valeur de réalisation estimative. Les pertes de valeur sont comptabilisées sous la rubrique « Perte de valeur sur les placements » au résultat net. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation. Lorsqu'un événement ultérieur a pour conséquence de diminuer le montant de la perte de valeur, la réduction de celle-ci est reprise au résultat net sous la rubrique « Perte de valeur sur les placements ».

La valeur comptable des prêts restructurés en prêts à taux d'intérêt réduit et en prêts sans intérêt est ramenée à la valeur actualisée des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des nouvelles dispositions, au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée à la provision pour pertes au résultat net. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de revenu d'intérêts sous la rubrique « Revenus de placements » au résultat net.

Les biens saisis sont présentés à titre de prêts douteux et sont inscrits à leur juste valeur au moment de leur saisie. La réduction de la valeur comptable nette des prêts est alors comptabilisée au résultat net. Toute réduction subséquente est imputée à la provision pour pertes.

**Provision cumulée pour pertes**

La provision cumulée pour pertes sur les prêts est présentée à l'état consolidé de la situation financière de la Société en réduction de la valeur des prêts. La provision représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants adéquats pour couvrir les pertes sur les prêts faisant partie de son portefeuille.

Les sociétés clientes sont classées selon les catégories de risque définies par des critères de solvabilité et de crédit prenant en compte des considérations sectorielles et économiques; la catégorisation des entreprises est mise à jour de façon périodique. Les prêts considérés comme douteux font l'objet d'une provision pour pertes qui correspond au solde du prêt diminué de la valeur de réalisation estimative des sûretés. Lorsqu'une entreprise est en liquidation, qu'elle a cessé tout remboursement à la Société et que son redressement est improbable, une radiation est alors effectuée.

Les autres prêts font l'objet d'une provision collective, pour tenir compte des pertes encourues mais non identifiées, qui est calculée par l'application d'un taux de provision au solde des prêts.

Le taux de provision de chaque catégorie découle d'une analyse statistique basée sur des données du marché. Ces pertes sont ensuite ajustées en fonction de facteurs qualitatifs, tels que le jugement de la direction concernant la qualité du crédit, et ce, compte tenu des conditions sectorielles macroéconomiques en vigueur, des questions propres aux portefeuilles, des facteurs relevant des modèles et du niveau des prêts douteux à l'égard desquels aucune provision spécifique n'a encore été établie.

Les entreprises pour lesquelles les prêts affichent un solde cumulatif élevé ou présentent des caractéristiques particulières font l'objet d'une analyse spécifique de la provision pour pertes, peu importe leur catégorie de risque.

**Changement d'estimation comptable**

Au cours de l'exercice, la Société a réévalué les estimations utilisées dans le calcul de la provision collective sur ses prêts. Antérieurement, celle-ci était estimée sur un taux de provision de chaque catégorie qui découlait d'une analyse statistique à l'égard du nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un déclassement, de l'importance des pertes constatées ou devenues probables au cours des derniers exercices et d'un facteur lié au contexte économique.

Les estimations du calcul de la provision ont été modifiées pour prendre en considération la nature des politiques et des procédés de risque de crédit de la Société ainsi que la nature des prêts dans le but d'obtenir une meilleure estimation de la provision pour pertes et d'éliminer les éléments conservateurs des estimations antérieures.

Cette considération est cohérente avec la méthodologie utilisée par la Société au cours des années antérieures à l'exception de l'élimination des éléments conservateurs. La direction considère que ce changement d'estimations fournit une information plus fiable et pertinente. Ce changement d'estimations comptables est appliqué de façon prospective. Si les anciennes estimations avaient été conservées dans le calcul de la provision collective, celle-ci aurait été supérieure de 7 943 000 \$ au 31 mars 2012.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**ii) Instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net**

Un actif financier détenu à des fins de transaction est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Par contre, il peut être désigné à la juste valeur par le biais du résultat net, au moment de sa comptabilisation initiale, s'il satisfait à l'un des critères suivants : 1) l'instrument financier comprend un ou plusieurs dérivés incorporés qui, autrement, seraient comptabilisés séparément, 2) la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui, autrement, découlerait de l'évaluation d'actifs ou de passifs financiers ou de la comptabilisation des profits ou pertes sur ceux-ci selon des bases différentes, ou 3) l'actif financier et le passif financier font partie d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux qui est géré et dont la performance est évaluée d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion de risques ou d'investissement documentée. Cette désignation est irrévocable.

La Société a désigné les actifs financiers suivants comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net :

- les billets à terme adossés à des actifs (« BTAA ») compte tenu qu'ils contiennent plusieurs dérivés incorporés devant être comptabilisés séparément;
- les placements temporaires dont la date d'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition, qui sont gérés et évalués sur la base de leur juste valeur, conformément à une stratégie de gestion de risques et d'investissement documentée. Les placements temporaires dont la date d'échéance suivant la date d'acquisition est inférieure à trois mois sont classés dans la catégorie des prêts et créances et représentent des équivalents de trésorerie;
- les placements dans des entités dont la principale activité économique consiste à effectuer des placements aux fins de valorisation de leurs investissements. Ces placements sont considérés comme des placements dans des organismes de capital-risque. Les placements détenus par ces entités, incluant les participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net compte tenu qu'ils sont gérés et évalués sur la base de leur juste valeur, conformément à une stratégie de gestion de risques et d'investissement documentée.

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées sous la rubrique « Variation nette des placements à la juste valeur par le biais du résultat net » au résultat net dans la période au cours de laquelle elles se produisent.

Les dérivés qui ne sont pas désignés à des fins de couverture ont été classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

**iii) Actifs financiers disponibles à la vente**

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente et qui ne sont classés dans aucune des catégories précédentes. Les placements dans des titres de capitaux propres et certains titres de créance (c.-à.-d. obligations cotées sur un marché) sont classés comme des actifs financiers disponibles à la vente. La Société a choisi de comptabiliser les opérations sur ces actifs à la date de transaction. Après leur comptabilisation initiale, ces placements sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci, autres que les pertes de valeur et les écarts de conversion relatifs aux titres de créances disponibles à la vente, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au moment de la disposition d'un placement, le profit ou la perte cumulé comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, déterminé selon le coût moyen, est transféré au résultat net sous la rubrique « Gains nets sur les placements et autres ».

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la fin de chaque période afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les facteurs dont la Société tient compte pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation comprennent la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût ainsi que la situation financière et les perspectives de l'émetteur. Une perte de valeur est comptabilisée en transférant au résultat net sous la rubrique « Perte de valeur sur les placements » le cumul des pertes comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Les pertes de valeur comptabilisées au résultat net, à l'égard d'un titre de capitaux propres classé comme étant disponible à la vente, ne peuvent faire l'objet d'une reprise. Les pertes de valeur comptabilisées au résultat net, à l'égard d'un titre de créance classé comme étant disponible à la vente, doivent être reprises au résultat net si, durant une période subséquente, la juste valeur du titre augmente et que la hausse du titre peut objectivement être associée à un événement survenu après la constatation de la perte.

98  
99

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**iv) Autres passifs financiers**

Après leur comptabilisation initiale, les autres passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur et subséquemment évalués au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique « Autres charges financières » au résultat net.

**Découverts bancaires, emprunts bancaires, créiteurs et charges à payer, dette à long terme et avances du gouvernement**

Au moment de leur comptabilisation initiale, les découverts bancaires, les emprunts bancaires, les créiteurs et charges à payer, les avances du gouvernement du Québec ainsi que la dette à long terme sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, ces passifs financiers sont présentés à l'état consolidé de la situation financière au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'intérêts correspondants sont présentés sous les rubriques « Autres charges financières » et « Charges liées aux activités Immigrants investisseurs » au résultat net.

Les frais d'émission, les escomptes et les primes sont comptabilisés dans la valeur comptable des emprunts bancaires et dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

**Billets à payer aux Immigrants investisseurs**

Tout écart entre la juste valeur des billets à payer aux Immigrants investisseurs et la contrepartie en trésorerie est reporté à l'état consolidé de la situation financière sous la rubrique « Avantages perçus d'avance conférés par les Immigrants investisseurs ». Ce montant est ensuite constaté progressivement au résultat net comme revenu sous la rubrique « Avantages conférés par les Immigrants investisseurs » au fur et à mesure que la Société effectue les dépenses qu'elle s'est contractuellement engagée à faire avec ces sommes.

**Garanties**

La Société comptabilise une créance au titre des honoraires de garantie à recevoir liés au contrat de la garantie sous la rubrique « Honoraires de garantie à recevoir » qui figure à l'état consolidé de la situation financière, soit la valeur actualisée des honoraires de garantie à recevoir selon les dispositions contractuelles. La Société comptabilise également son engagement inconditionnel à se tenir prête à exécuter son obligation selon les conditions du contrat de la garantie sous la rubrique « Passif au titre de la garantie » qui figure à l'état consolidé de la situation financière, soit la valeur actualisée des honoraires de garantie à recevoir selon les taux du marché. Après leur comptabilisation initiale, la créance et le passif initial au titre de la garantie sont évalués au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les revenus d'intérêts liés aux honoraires de garantie à recevoir sont présentés sous la rubrique « Revenus de placements » au résultat net. Le passif initial au titre de la garantie est constaté au résultat net sur la durée du contrat de garantie sous la rubrique « Revenus de placements », et l'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de dépense d'intérêts sous la rubrique « Autres charges financières » au résultat net.

Étant donné que la valeur comptable des garanties ne constitue pas une indication du montant maximal de l'obligation que la Société pourrait être tenue de verser à une tierce partie, la Société continue de considérer les garanties comme des instruments financiers hors bilan.

Une provision pour pertes est constatée en plus du passif initial au titre de la garantie, s'il y a lieu. Cette provision est déterminée selon les mêmes méthodes que la provision cumulée pour pertes sur les prêts. Dès que la provision pour pertes devient plus élevée que le solde non amorti du passif initial au titre de la garantie, le passif au titre de la garantie doit être ajusté selon l'obligation éventuelle d'honorer l'engagement de la garantie. Le passif au titre de la garantie représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les contrats de garantie faisant partie de son portefeuille.

Les réclamations de garanties sont comptabilisées lorsque la Société en a autorisé le déboursement, dans la mesure où les conditions sont respectées. Les débours sont alors appliqués en réduction du passif au titre de la garantie, et le solde des garanties est réduit d'autant. Lorsque la Société considère que des recouvrements sont quasi certains, le débours est comptabilisé à titre d'actif, conformément aux conventions comptables applicables aux prêts.

Les frais d'étude pour compenser les coûts de montage des contrats de garantie assumés par la Société sont différés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**D) INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS**

La Société peut recourir à des instruments financiers dérivés pour réduire les risques liés aux fluctuations des devises, des taux d'intérêts et du prix des marchandises. La politique de la Société consiste à ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation.

**i) Comptabilité de couverture**

À la création d'une relation de couverture, la Société documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, son objectif de gestion des risques, sa stratégie pour établir cette couverture ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour apprécier l'efficacité de la relation de couverture. La Société démontre que la relation est hautement efficace au moment de la mise en place de la couverture et tout au long de la période de couverture pour qu'elle puisse continuer d'utiliser la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers dérivés qui sont admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière. Les instruments financiers dérivés sont désignés à titre d'instruments soit de couverture de flux de trésorerie ou de couverture de la juste valeur.

La portion efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couverture des flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans la réserve de couverture aux capitaux propres. Tout gain ou toute perte de juste valeur liée à la portion inefficace est immédiatement comptabilisé au résultat net. La portion efficace de la relation de couverture cumulée aux autres éléments du résultat global est transférée au résultat net dans la période au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net. Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si la Société annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le profit ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des autres éléments du résultat global est alors comptabilisé immédiatement au résultat net.

100  
101

Pour les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture de juste valeur, les variations de la juste valeur de l'instrument financier dérivé de couverture inscrites au résultat net sont compensées en bonne partie par les variations de la juste valeur de l'élément couvert dans la mesure où la relation de couverture est efficace. Lorsque la couverture de la juste valeur cesse, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée et les ajustements cumulatifs à la juste valeur de l'élément couvert sont imputés au résultat net selon la méthode de comptabilisation de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés qui sont admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière. Toute variation subséquente de la juste valeur est constatée au résultat net sous la rubrique « Variation nette des placements à la juste valeur par le biais du résultat net ».

**ii) Dérivés incorporés séparables**

Un dérivé incorporé est comptabilisé séparément si, et seulement si, les trois conditions suivantes sont réunies : les caractéristiques et les risques économiques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte, le dérivé incorporé est un instrument distinct dont la définition correspond à celle d'un instrument financier dérivé et le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur des dérivés incorporés séparables sont comptabilisées immédiatement au résultat net. Les dérivés incorporés comptabilisés séparément d'un contrat d'approvisionnement sont présentés à l'état consolidé de la situation financière dans les « Créditeurs et charges à payer ». Les autres dérivés incorporés comptabilisés séparément, tels que les options de conversion, la contrepartie éventuelle et les bons de souscription, sont présentés avec le contrat hôte à l'état consolidé de la situation financière dans les « Placements ». Ils sont évalués à leur juste valeur. Les variations des justes valeurs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat global dans le « Coût des ventes » et la « Variation nette des placements à la juste valeur par le biais du résultat net ».

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## E) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse ou du découvert bancaire, le cas échéant, et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

## F) COMPTABILISATION DES REVENUS

## i) Revenus provenant des activités poursuivies

Les produits provenant de la vente de biens dans le cadre des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et remises. Les produits sont comptabilisés lorsqu'il existe une indication objective que les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés, soit habituellement lorsque les marchandises ont été livrées, que les coûts encourus ou à encourir associés et le retour possible des marchandises peuvent être évalués de façon fiable, qu'il n'y a plus d'intervention continue en ce qui concerne les biens, que le montant des produits peut être évalué de façon fiable et que le recouvrement de la contrepartie est considéré probable. Le moment du transfert des risques et avantages varie selon la nature des activités poursuivies.

## ii) Revenus financiers

Les revenus provenant de dividendes tirés de placements sont comptabilisés à la date à laquelle le droit de la Société de percevoir le paiement est établi, pourvu qu'il soit probable que les avantages économiques aillent à la Société et que le montant puisse être évalué de façon fiable.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les revenus d'honoraires au titre des garanties sont comptabilisés tels que décrits à la note C). Les autres revenus financiers comprennent des frais d'étude et des intérêts sur la trésorerie et les placements temporaires.

## G) STOCKS

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen et comprend les coûts d'acquisition, de production ou de transformation, ainsi que les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Dans le cas des produits finis et des produits en cours, le coût comprend une portion adéquate de frais de production en fonction de la capacité normale de production. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente ou le coût de remplacement.

## H) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût des actifs produits par la Société comprend les coûts des matières premières et de la main-d'œuvre directe, tous les autres coûts directement attribuables à la mise en état de fonctionnement d'un actif en vue de son utilisation attendue, les coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement des immobilisations et à la remise en état du site sur lequel elles sont situées, de même que les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés.

Les coûts d'emprunt liés à la construction d'un actif qualifié sont capitalisés à partir de la date à laquelle sont entrepris les travaux et jusqu'à la date à laquelle les activités indispensables à la préparation de l'immobilisation pour son utilisation sont pratiquement toutes terminées.

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des parties distinctes (principales composantes) des immobilisations corporelles.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, qui est le coût de l'immobilisation diminué de sa valeur résiduelle. La Société comptabilise l'amortissement selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

|                         |             |
|-------------------------|-------------|
| Bâtiments               | 15 à 30 ans |
| Matériel et équipements | 4 à 25 ans  |
| Routes et ponts         | 14 à 20 ans |
| Autres                  | 1 à 20 ans  |

Les terrains et les immobilisations corporelles en cours de construction ou de développement ne sont pas amortis. Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque fin d'exercice et ajustés prospectivement, si nécessaire.

### I) ACTIFS BIOLOGIQUES

Les actifs biologiques liés aux produits forestiers comprennent le bois d'œuvre exploitable. Le bois d'œuvre exploitable est évalué à la juste valeur diminuée des coûts de vente, toute variation étant comptabilisée au résultat net de l'exercice. Les coûts de vente incluent tous les coûts qui seraient nécessaires pour vendre l'actif. Le bois récolté est transféré aux stocks à sa juste valeur diminuée des coûts de vente estimés au moment de la coupe. Les terrains liés au bois d'œuvre exploitable sont comptabilisés séparément à titre d'immobilisations corporelles.

### J) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

|   |             |
|---|-------------|
| Contrat et droit d'approvisionnement en électricité | 15 à 25 ans |
| Licences et autres                                  | 3 à 20 ans  |

Le coût du contrat d'approvisionnement en électricité dont le coût est inférieur au coût du marché est amorti de façon linéaire sur la durée du contrat, soit 15 ans à compter de 2002. Le coût du droit d'obtenir un bloc d'électricité acquis en 2002 est amorti de façon linéaire sur la durée du contrat, soit 25 ans à compter de 2002.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque fin d'exercice et ajustés prospectivement, si nécessaire.

### Frais de prospection et d'évaluation minérale

Les propriétés minières et les frais différés comprennent les coûts relatifs aux frais d'exploration pour des gîtes minéraux et aux frais de mise en valeur de découvertes. Les frais d'exploration comprennent les frais relatifs aux levés géologiques et géophysiques aéroportés ou au sol, aux analyses photogéologiques et à tout autre travail de surface essentiel à la recherche et à l'identification d'un amas minéralisé. Les frais de mise en valeur comprennent les frais relatifs aux travaux d'exploration de surface, de fonçage et autres travaux nécessaires à l'évaluation souterraine des réserves et d'extraction d'un échantillonnage global.

Ces coûts sont capitalisés sous la rubrique « Immobilisations incorporelles » à l'exception des frais d'administration reliés aux travaux d'exploration et de mise en valeur, lesquels sont comptabilisés au résultat net. Ces coûts capitalisés ne représentent toutefois pas nécessairement les valeurs actuelles ou futures des projets sur lesquels ils ont été encourus.

Au moment où une décision d'aller en exploitation est prise, tous les coûts relatifs au gisement sont transférés aux immobilisations corporelles. Une dépréciation de valeur est constatée lorsque la direction considère qu'une propriété n'a plus de potentiel économique et (ou) qu'il n'y a pas eu de coûts engagés depuis un minimum de trois ans. Lorsqu'un projet est abandonné, ou s'il est jugé que les coûts engagés jusqu'alors ne pourront être recouverts, les coûts correspondants sont imputés au résultat net de l'exercice alors en cours. Les frais encourus pour maintenir les propriétés minières abandonnées sont comptabilisés au résultat net.

102  
103



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## K) AIDE GOUVERNEMENTALE

Les subventions gouvernementales reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles ainsi que l'écart entre la juste valeur d'un prêt sans intérêt et le montant du prêt reçu d'un organisme public pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont présentées comme « Subvention différée » à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il existe une assurance raisonnable que cette aide gouvernementale sera reçue et que la Société se conformera aux conditions qui s'y rattachent. Cette aide gouvernementale est systématiquement comptabilisée au résultat net selon le même mode, les mêmes durées et les mêmes taux que les immobilisations corporelles auxquelles elle se rapporte.

L'aide gouvernementale qui compense la Société des charges encourues pour les pertes et les manques à gagner de certains programmes est initialement comptabilisée à la juste valeur et présentée comme « Montants recouvrables du gouvernement du Québec ». Annuellement, la Société évalue la valeur recouvrable de ces montants et comptabilise les variations au résultat net au cours de la période où les charges sont encourues sous la rubrique « Perte de valeur sur les placements ».

## L) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La valeur comptable des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée et des participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence est examinée à chaque date de fin de période afin d'apprécier s'il existe une indication de baisse de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par l'application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (l'« Unité génératrice de trésorerie »).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une unité génératrice de trésorerie sont d'abord affectées à la réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à cette unité, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs du groupe (groupe d'unités) au prorata.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes précédentes sont évaluées à la date de fin de période, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou si elle existe toujours. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est également comptabilisée au résultat net. La reprise d'une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est répartie entre les actifs de l'unité, à l'exception du goodwill, au prorata des valeurs comptables des actifs de l'unité.

Le goodwill inclus dans la valeur comptable d'une participation dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence n'est pas comptabilisé séparément et ne fait donc pas individuellement l'objet d'un test de dépréciation. Au contraire, la totalité de la valeur comptable de la participation, y compris le goodwill, est soumise à un test de dépréciation unique lorsqu'il y a une indication objective qu'elle a pu se déprécier. Les pertes de valeur et reprises de perte de valeur au titre des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisées telles que décrites précédemment et présentées sous la rubrique « Perte de valeur sur les placements » au résultat net.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### M) ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Un actif non courant est classé comme détenu en vue de la vente lorsque sa valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une vente plutôt que par son utilisation continue. Cette condition est remplie seulement lorsque la vente est hautement probable et que l'actif non courant (ou le groupe destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'être engagée à la vente et on doit s'attendre à ce que la vente se qualifie pour la comptabilisation en tant que vente conclue dans le délai d'un an à compter de la date de classification. Un actif non courant détenu en vue de la vente doit être évalué à la valeur comptable ou à la juste valeur moins les frais de vente, selon la moins élevée des deux, et ne doit pas être amorti tant qu'il est classé comme tel. Les pertes de valeur résultant de ce classement ainsi que les gains et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisés au résultat net. Les reprises de perte de valeur comptabilisées ne peuvent pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

### N) ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Une activité abandonnée est une composante de l'activité de la Société qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale qui a été cédée ou qui est détenue en vue de la vente. Le classement comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Lorsqu'une activité est classée en activité abandonnée, l'état du résultat global comparatif et l'état des flux de trésorerie comparatif sont retraités comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité abandonnée à compter de l'ouverture de la période comparative.

### O) PROVISIONS

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, le montant est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. L'effet de la désactualisation est comptabilisé dans les charges financières.

104  
105

#### i) Provision pour remise en état de sites

Une provision est constatée au titre des obligations futures liées aux coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement et à la remise en état du site d'immobilisations corporelles. La valeur de l'obligation est ajoutée à la valeur comptable de l'immobilisation corporelle et amortie sur sa durée d'utilité. Les ajustements aux flux de trésorerie futurs estimés par suite de révisions de l'estimation du montant ou du moment de la sortie des flux de trésorerie non actualisés ou d'une variation du taux d'actualisation sont comptabilisés à titre de variation de la provision et des immobilisations corporelles connexes.

#### ii) Litiges

Les litiges font l'objet d'un suivi régulier, au cas par cas, par la direction de la Société avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Une provision est comptabilisée dès qu'il devient probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation de la provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de cette obligation à la date de clôture.

### P) AVANTAGES DU PERSONNEL

#### i) Salaires et avantages à court terme

Les obligations au titre des salaires et des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que la Société s'attend à payer au titre des primes réglées en trésorerie à court terme si la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**ii) Régimes généraux et obligatoires**

Les employés de la Société participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires. Ces régimes, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, sont à prestations définies et comportent des garanties de versement de rentes à la retraite et de prestations au décès qui sont indexées annuellement. La comptabilité des régimes à cotisations définies est appliquée à ces régimes, car les obligations de la Société se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

La part de l'employeur à ces régimes est comptabilisée en charges dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par les employés.

**iii) Régimes à prestations définies**

Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite accordés en échange des services rendus au cours de l'exercice est calculé à chaque date de clôture selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées sur la base des hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction.

L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée séparément pour chacun des régimes, au moyen d'une estimation du montant des avantages futurs que les membres du personnel ont gagnés en contrepartie des services rendus pendant la période en cours et les périodes antérieures; le montant de ces avantages est actualisé en vue de déterminer sa valeur actuelle. Le coût des services passés non comptabilisés et la juste valeur des actifs du régime doivent être déduits.

Le taux d'actualisation utilisé correspond au rendement du marché, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première catégorie et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles des obligations de la Société, et qui sont libellées dans la même monnaie que celle dans laquelle les avantages devraient être versés.

Le coût des services passés découlant de modifications apportées aux régimes est comptabilisé au résultat net de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, dans la mesure où les droits aux prestations ont été acquis. Si les droits aux prestations n'ont pas encore été acquis, les coûts des services passés sont comptabilisés au résultat net selon un mode linéaire sur la durée restant à courir.

Lorsque le calcul donne lieu à un avantage pour la Société, le montant de l'actif comptabilisé est limité au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques offerts sous forme de remboursements futurs provenant du régime ou de réductions futures des cotisations au régime. Toutes les exigences de financement minimal qui s'appliquent aux régimes de la Société sont prises en compte pour calculer la valeur actuelle de l'actif. Un avantage économique est offert à la Société si cela est réalisable au cours de la durée de vie du régime, ou au moment du règlement des passifs du régime.

La Société comptabilise les écarts actuariels de ses régimes à prestations définies immédiatement dans les autres éléments du résultat global qui sont présentés dans le déficit à l'état des variations des capitaux propres.

**Q) CONTRATS DE LOCATION**

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif est transférée à la Société en vertu des modalités du contrat, sinon ils sont des contrats de location simple. Tous les contrats de location de la Société sont classés à titre de contrats de location simple.

Les actifs loués en vertu de contrats de location simple ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages au titre de la location sont comptabilisés comme étant constitutifs du total de la charge locative, et amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### R) IMPÔTS

Étant une société d'État, Investissement Québec, de même que ses filiales en propriété exclusive, ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu du Québec et du Canada.

## 4. NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, interprétations et modifications aux normes existantes publiées par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB ») qui sont obligatoires, mais n'étaient pas encore en vigueur pour la période terminée le 31 mars 2012, n'ont pas été appliquées aux fins de la préparation de ces états financiers consolidés. Plusieurs de ces normes ne s'appliquent pas à la Société ou n'ont aucune incidence sur ses états financiers consolidés, à l'exception des suivantes :

| Norme/interprétation   | Date d'entrée en vigueur                                  |     |
|--|---|-----|
| IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>  | 1 <sup>er</sup> janvier 2015                              |     |
| IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>  | 1 <sup>er</sup> janvier 2013                              |     |
| IFRS 11, <i>Partenariats</i>   | 1 <sup>er</sup> janvier 2013                              |     |
| IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités</i>  | 1 <sup>er</sup> janvier 2013                              |     |
| IFRS 13, <i>Évaluations à la juste valeur</i>  | 1 <sup>er</sup> janvier 2013                              |     |
| Amendements de l'IFRS 7, <i>Instruments financiers</i> :<br><i>Informations à fournir (Transfert d'actifs financiers)</i>        | 1 <sup>er</sup> juillet 2011                              |     |
| Amendements de l'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>   | 1 <sup>er</sup> juillet 2012                              |     |
| Amendements de l'IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>   | 1 <sup>er</sup> janvier 2013                              | 106 |
| Amendements de l'IAS 32, <i>Instruments financiers</i> :<br><i>Présentation (Compensation d'actifs et de passifs financiers)</i> | 1 <sup>er</sup> janvier 2013/1 <sup>er</sup> janvier 2014 | 107 |

### IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IFRS 9 remplace les directives de l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. La norme élimine notamment les catégories existantes de l'IAS 39, soit les placements détenus jusqu'à leur échéance, les actifs disponibles à la vente et les prêts et créances. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers seront donc classés dans l'une des deux catégories suivantes : les actifs financiers évalués au coût amorti ou les actifs financiers évalués à la juste valeur. Certains changements ont également été apportés en ce qui a trait à la méthode de comptabilisation de certains instruments financiers dérivés sur instruments de capitaux propres non cotés.

L'IFRS 9 s'applique également au classement et à l'évaluation des passifs financiers. En effet, lorsqu'un passif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net. À l'exception des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ayant des changements au risque de crédit, toute variation de la juste valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Par contre, si la comptabilisation des effets de changements du risque de crédit crée ou accroît une non-concordance comptable dans le résultat net, les variations de la juste valeur relative au risque de crédit du passif financier sont reclassées en résultat net.

### IFRS 10, ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

L'IFRS 10 remplace en partie l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IFRS 10 prévoit un modèle unique à appliquer dans le cadre de l'analyse du contrôle de toutes les entités détenues, y compris les entités qui sont actuellement des entités ad hoc comprises dans le champ d'application de la SIC-12. En outre, les procédures de consolidation sont reprises de l'IAS 27 de façon quasi intégrale.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**IFRS 11, PARTENARIATS**

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et la SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. Cette norme met l'accent sur les droits et obligations d'un accord plutôt que sur la forme juridique de celui-ci et ne distingue que deux formes de partenariat, soit les activités communes et les coentreprises. De plus, l'IFRS 11 ne laisse plus aux coentreprises la possibilité de choisir entre la méthode de la consolidation proportionnelle et la méthode de la mise en équivalence; ces entités sont maintenant tenues d'appliquer la méthode de la mise en équivalence.

**IFRS 12, INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTITÉS**

L'IFRS 12 établit des exigences d'informations accrues des entités qui ont des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et (ou) des entités structurées non consolidées. Les informations à fournir visent à permettre aux utilisateurs d'évaluer la nature de la participation d'une entité dans d'autres entités, ainsi que les risques qui lui sont associés, de même que l'incidence de cette participation sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité.

**IFRS 13, ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR**

L'IFRS 13 fournit une source unique de directives sur les évaluations de la juste valeur en remplaçant les directives en la matière de diverses IFRS prises individuellement. Elle clarifie la définition de la juste valeur, établit un cadre d'évaluation de la juste valeur et expose les exigences en matière d'informations à fournir relativement à l'évaluation de la juste valeur.

**AMENDEMENTS DE L'IFRS 7, INSTRUMENTS FINANCIERS : INFORMATIONS À FOURNIR**

Ces amendements exigent la présentation d'informations supplémentaires concernant le transfert d'actifs financiers, notamment pour permettre aux utilisateurs d'états financiers de comprendre la relation entre les actifs financiers transférés qui ne sont pas intégralement décomptabilisés et les passifs qui leur sont associés et d'évaluer la nature des liens conservés avec les actifs financiers décomptabilisés ainsi que des risques qui leur sont associés. Les amendements définissent la notion de « lien conservé » aux fins de l'application des obligations d'information.

**AMENDEMENTS DE L'IAS 1, PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les amendements exigent d'une entité qu'elle présente les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net séparément de ceux qui ne seraient jamais reclassés dans le résultat net.

**AMENDEMENTS DE L'IAS 19, AVANTAGES DU PERSONNEL**

Les amendements exigeront la comptabilisation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global, la comptabilisation immédiate et intégrale des coûts des services passés en résultat net, le calcul du rendement attendu des actifs du régime comptabilisé en résultat en fonction du taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations définies et la présentation d'informations supplémentaires visant à expliquer les caractéristiques des régimes à prestations définies de l'entité et les risques qui leur sont associés.

**AMENDEMENTS DE L'IAS 32, INSTRUMENTS FINANCIERS : PRÉSENTATION**

Les amendements de l'IAS 32 précisent qu'une entité a un droit juridiquement exécutoire de compensation si ce droit n'est pas conditionnel à un événement futur et s'il est exécutoire tant dans le cours normal des affaires que dans le cas de défaut. Les amendements apportent également certaines précisions pour déterminer lorsqu'un mécanisme de règlement prévoit un règlement net ou un règlement brut équivalant à un règlement net. Ces amendements sont en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les amendements de l'IFRS 7 contiennent de nouvelles exigences de divulgation concernant la compensation d'actifs et de passifs financiers. Ces amendements sont en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

La Société n'a pas encore évalué les incidences de ces normes sur ses états financiers consolidés ou déterminé si l'application anticipée sera retenue.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**5. ÉTAT DES RÉSULTATS PAR FONCTION**

|   | 2012    |
|---|---------|
| <b>PRODUITS</b>   |         |
| Vente de biens  | 472 080 |
| Vente de services   | 37 011  |
| Produits nets de placements                                     | 392 184 |
| Autres  | 316     |
|   | 901 591 |
| <b>CHARGES</b>  |         |
| Coût des ventes de biens et de services                         | 411 776 |
| Charges financières   | 346 551 |
|   | 758 327 |
| Frais généraux administratifs                                   | 95 325  |
| Frais d'entreposage   | 12 463  |
| Frais de vente  | 12 139  |
|   | 119 927 |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | 34 144  |
| <b>Résultat de l'exploitation des activités poursuivies</b>     | 57 481  |
| Résultat des activités abandonnées                              | (2 890) |
| <b>Résultat net</b>   | 54 591  |

Les charges liées au personnel incluses dans le coût des ventes, les frais généraux et les frais d'administration comprennent :

|  | 2012   |
|--|--------|
| Salaires et autres avantages à court terme                 | 84 765 |
| Cotisations aux régimes à cotisations définies (note 32)   | 2 770  |
| Charges liées aux régimes à prestations définies (note 32) | 6 448  |
|  | 93 983 |

108  
109

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 6. REVENUS FINANCIERS

## REVENUS DE PLACEMENTS

|   | 2012    |
|---|---------|
| Intérêts sur les prêts  | 50 869  |
| Intérêts sur les prêts dépréciés                              | 1 444   |
| Intérêts sur les honoraires de garantie à recevoir            | 280     |
| Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec | 114 041 |
| Intérêts sur les placements disponibles à la vente            | 8 202   |
| Dividendes sur les placements disponibles à la vente          | 7 958   |
| Intérêts sur les autres placements                            | 634     |
| Honoraires de garantie  | 27 050  |
|   | 210 478 |

## VARIATION NETTE DES PLACEMENTS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

|  | 2012     |
|--|----------|
| <b>Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net</b> |          |
| Billets à terme adossés à des actifs   | 2 887    |
| Placements dans des organismes de capital-risque                                 | (292)    |
| Placements dans des organismes de capital-risque de sociétés associées           | (2 672)  |
| Autres placements  | (33)     |
|  | (110)    |
| <b>Actifs financiers classés à des fins de transaction</b>                       |          |
| Instruments financiers dérivés   | (17 749) |
|  | (17 859) |

## AUTRES REVENUS FINANCIERS

|  | 2012   |
|--|--------|
| Frais d'étude  | 3 933  |
| Intérêts sur la trésorerie et les placements temporaires | 6 877  |
| Autres   | 5 120  |
|  | 15 930 |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**7. CHARGES FINANCIÈRES****CHARGES LIÉES AUX ACTIVITÉS IMMIGRANTS INVESTISSEURS**

|  | <b>2012</b>    |
|--|----------------|
| Intérêts liés aux billets des Immigrants investisseurs | <b>113 882</b> |
| Honoraires d'intermédiaires financiers                 | <b>48 393</b>  |
| Contributions financières non remboursables            | <b>55 361</b>  |
|  | <b>217 636</b> |

**PERTE DE VALEUR SUR LES PLACEMENTS**

|   | <b>2012</b>    |
|---|----------------|
| Dépréciation des placements disponibles à la vente                                  | <b>33 455</b>  |
| Dépréciation des participations dans des entreprises mises en équivalence (note 21) | <b>61 156</b>  |
| Perte sur les prêts et les garanties  | <b>12 747</b>  |
| Perte sur les montants recouvrables du gouvernement du Québec                       | <b>6 058</b>   |
| Autres  | <b>747</b>     |
|   | <b>114 163</b> |

**AUTRES CHARGES FINANCIÈRES**

|   | <b>2012</b>    |
|---|----------------|
| Intérêts sur la dette à long terme              | <b>14 572</b>  |
| Intérêts sur le passif au titre de la garantie  | <b>498</b>     |
| Intérêts sur le passif au titre des engagements | <b>(228)</b>   |
| Gain de change sur les instruments financiers   | <b>(3 328)</b> |
| Avantages conférés aux clients                  | <b>2 590</b>   |
| Autres  | <b>648</b>     |
|   | <b>14 752</b>  |

110  
111

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, la Société a comptabilisé un gain de change de 195 000 \$ inclus dans le « Coût des ventes ».



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 8. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 4 décembre 2011 (« date d'acquisition »), une filiale de la Société a acquis tous les éléments d'actifs nécessaires à l'exploitation de l'entreprise Distribution Vie et Santé inc. Cette société, située à Québec, exploite un réseau de distribution de produits vétérinaires d'usage professionnel, denrées et autres produits animaliers. L'acquisition visait à augmenter la force de vente de cette filiale et à consolider son positionnement dans le secteur de la vente de biens de médecine vétérinaire.

|   | 31 mars<br>2012 |
|---|-----------------|
| <b>Juste valeur de la contrepartie transférée</b> |                 |
| Montant réglé en trésorerie                       | 7 717           |
| <b>Montant des actifs nets comptabilisés</b>      |                 |
| Débiteurs   | 293             |
| Stocks  | 1 969           |
| Frais payés d'avance                              | 15              |
| Prêts   | 111             |
| <b>Total des actifs courants</b>                  | <b>2 388</b>    |
| Immobilisations corporelles                       | 414             |
| Immobilisations incorporelles                     | 5 010           |
| <b>Total des actifs non courants</b>              | <b>5 424</b>    |
| Tranche à court terme de la dette à long terme    | 95              |
| <b>Total des passifs courants</b>                 | <b>95</b>       |
| <b>Actifs nets acquis</b>                         | <b>7 717</b>    |

Pour la période de quatre mois entre la date d'acquisition et le 31 mars 2012, Distribution Vie et Santé inc. a contribué par 0 \$ au résultat net de la Société, principalement en raison des coûts d'intégration encourus, alors que sa contribution au chiffre d'affaires de la Société a été de 8 800 000 \$. Si Distribution Vie et Santé inc. avait été acquise le 1<sup>er</sup> avril 2011, le chiffre d'affaires de la Société aurait été supérieur de 36 000 000 \$ et le résultat net de la Société aurait été supérieur de 600 000 \$.

## 9. HONORAIRES DE GESTION – FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Selon la Loi sur Investissement Québec, le gouvernement fixe à la Société une rémunération pour qu'elle administre les programmes d'aide financière et les mandats qu'il lui confie dans le FDE. La Société prend cette rémunération sur le FDE. En vertu du décret 406-2011, daté du 13 avril 2011, la rémunération a été établie à un montant de 29,5 millions de dollars pour l'exercice 2011-2012.

## 10. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Dans le cadre de la stratégie de désinvestissement de la Société, certaines participations ont été détenues en vue de la vente ou vendues au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012.

La perte nette de 2 890 000 \$ comptabilisée au titre des activités abandonnées au 31 mars 2012 représente le coût lié aux provisions pour frais de fermeture et de remise en état des lieux des activités abandonnées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 11. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

|   | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|-----------------|-------------------------------|
| Encaisse  | 21 186          | 19 047                        |
| Placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition :  |                 |                               |
| Acceptations bancaires, de 0,03 % à 1,08 %, échéant en avril 2012   | 22 626          | 146 477                       |
| Dépôt à terme, de 1 % à 1,45 %, rachetable en tout temps  | 5 200           | 2 935                         |
| Billets au porteur, de 1,07 % à 1,11 %, échéant en avril et mai 2012  | 28 979          | –                             |
| Certificats de dépôt, de 0,03 % à 1,37 %, échéant entre avril 2012 et mars 2013, rachetables en tout temps                              | 35 523          | 25 769                        |
| Billets de trésorerie, de 0,97 % à 1,20 %, échéant entre avril et juin 2012   | 62 877          | 3 369                         |
| Bons du Trésor, de 0,90 % à 1,20 %, échéant entre avril et juin 2012  | 19 794          | 38 207                        |
| Obligations à taux variables des provinces, taux CDOR 3 mois moins 0,06 % à taux CDOR 3 mois plus 0,32 %, échéant en avril et juin 2012 | 26 808          | –                             |
| Obligations à taux variables d'institutions financières, taux CDOR 1 mois plus 0,07 %, échéant en mai 2012                              | 2 000           | –                             |
| Obligations à taux fixes, de 1,12 % à 1,23 %, échéant entre avril et juin 2012  | 9 972           | –                             |
|   | 234 965         | 235 804                       |

## 12. PLACEMENTS TEMPORAIRES

|   | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 | 112<br>113 |
|---|-----------------|-------------------------------|------------|
| Acceptations bancaires, de 1,13 % à 1,15 %, échéant en juillet 2012   | 9 752           | –                             |            |
| Billets au porteur, de 1,10 % à 1,17 %, échéant entre mai et juillet 2012   | 44 814          | –                             |            |
| Certificats de dépôt, de 1,65 % à 2,05 %, échéant en août 2012 et février 2013  | 8 000           | –                             |            |
| Billets de trésorerie, de 1,01 % à 1,25 %, échéant entre juin et novembre 2012  | 41 171          | 100                           |            |
| Bons du Trésor, de 0,96 % à 1,20 %, échéant entre mai 2012 et février 2013  | 21 202          | 2 309                         |            |
| Obligations à taux variables des provinces, taux CDOR 3 mois moins 0,18 % à taux CDOR 3 mois moins 0,09 %, échéant entre avril et octobre 2012          | 88 762          | –                             |            |
| Obligations à taux variables d'institutions financières, taux CDOR 1 mois plus 0,07 % à taux CDOR 3 mois plus 0,2 %, échéant entre mai et novembre 2012 | 44 909          | –                             |            |
| Obligations à taux fixes, de 1,02 % à 1,47 %, échéant entre avril 2012 et mars 2013   | 134 788         | –                             |            |
|   | 393 398         | 2 409                         |            |

Aucun placement temporaire n'est libellé en dollars américains au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011.

## 13. DÉBITEURS

|                                      | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--------------------------------------|-----------------|-------------------------------|
| Créances clients                     | 52 101          | 47 231                        |
| Débiteurs – dû par les parties liées | 11 757          | 622                           |
| Autres débiteurs                     | 17 412          | 19 515                        |
|                                      | 81 270          | 67 368                        |

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 14. HONORAIRES DE GARANTIE À RECEVOIR

|   | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|-----------------|-------------------------------|
| Honoraires de garantie à recevoir               | 30 736          | 23 566                        |
| Provision cumulée pour pertes (note 18)         | 3 935           | 6 026                         |
|   | 26 801          | 17 540                        |
| Moins la tranche courante nette de la provision | 8 276           | 6 351                         |
|   | 18 525          | 11 189                        |

Les encaissements d'honoraires de garantie prévus, selon les dispositions contractuelles, se détaillent comme suit :

|                 | 31 mars<br>2012 |
|-----------------|-----------------|
| Moins de 1 an   | 10 076          |
| De 1 an à 2 ans | 7 127           |
| De 2 à 3 ans    | 5 414           |
| De 3 à 4 ans    | 4 092           |
| De 4 à 5 ans    | 3 072           |
| Plus de 5 ans   | 6 491           |
|                 | 36 272          |

Les encaissements d'honoraires de garantie à recevoir en souffrance selon les dispositions contractuelles, mais ne faisant pas l'objet d'une provision spécifique, se détaillent comme suit :

|                   | 31 mars<br>2012 |
|-------------------|-----------------|
| Moins de 30 jours | 246             |
| De 30 à 90 jours  | 261             |
| Plus de 90 jours  | —               |
|                   | 507             |

## 15. STOCKS

|                                    | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|------------------------------------|-----------------|-------------------------------|
| Produits finis                     | 44 327          | 36 232                        |
| Matières premières                 | 7 306           | 3 564                         |
| Pièces consommables et de rechange | 3 379           | 10 948                        |
| Produits en cours                  | 1 906           | 6 607                         |
| Autres                             | 1 765           | 2 447                         |
|                                    | 58 683          | 59 798                        |

Au 31 mars 2012, les stocks comptabilisés au coût des ventes s'élèvent à 369 594 000 \$. Ce montant comprend également des pertes de valeur négligeables. La Société n'a pas comptabilisé de reprise de perte de valeur des stocks constatée antérieurement.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 16. BILLETS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

|   | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|-----------------|-------------------------------|
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec, taux d'intérêt de 1,77 % à 4,94 %, échéant entre avril 2012 et mars 2017, valeur nominale de 3,8 milliards de dollars | 3 558 290       | 3 194 185                     |
| Moins la tranche courante   | 671 333         | 523 716                       |
|   | 2 886 957       | 2 670 469                     |

La filiale IQ Immigrants investisseurs inc. est chargée de recevoir et de gérer les capitaux provenant d'immigrants investisseurs ainsi que d'administrer le programme d'aide aux entreprises à même les revenus de placements, en partenariat avec des intermédiaires financiers. En vertu du décret 8-2008, les capitaux reçus d'immigrants investisseurs sont investis dans des billets à recevoir du fonds consolidé du gouvernement ayant un rendement équivalent aux obligations du Québec de cinq ans.

L'échéancier des billets à recevoir se détaille comme suit :

|                 | 31 mars<br>2012 |
|-----------------|-----------------|
| Moins de 1 an   | 671 333         |
| De 1 an à 2 ans | 522 075         |
| De 2 à 3 ans    | 804 248         |
| De 3 à 4 ans    | 766 270         |
| De 4 à 5 ans    | 794 364         |
|                 | 3 558 290       |

114  
115

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 17. PRÊTS

|   | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|-----------------|-------------------------------|
| <b>Prêts</b>                                    |                 |                               |
| Portant intérêt <sup>(1)(2)(4)(5)</sup>         |                 |                               |
| Taux fixe <sup>(3)</sup>                        | 224 536         | 340 734                       |
| Taux variable                                   | 339 909         | 270 914                       |
| Sans intérêt                                    | 7 112           | 27 155                        |
|   | 571 557         | 638 803                       |
| Douteux   | 76 108          | 66 947                        |
|   | 647 665         | 705 750                       |
| <b>Provision cumulée pour pertes (note 18 )</b> |                 |                               |
| Prêts portant intérêt                           | (17 150)        | (21 571)                      |
| Prêts sans intérêt                              | (845)           | (20 910)                      |
| Prêts douteux                                   | (56 230)        | (53 168)                      |
|   | (74 225)        | (95 649)                      |
|   | 573 440         | 610 101                       |
| Moins la tranche courante nette de la provision | 79 753          | 74 051                        |
|   | 493 687         | 536 050                       |

Les encaissements de capital prévus sur les prêts, selon les dispositions contractuelles, se détaillent comme suit:

|                 | 31 mars<br>2012 |
|-----------------|-----------------|
| Moins de 1 an   | 100 264         |
| De 1 an à 2 ans | 110 969         |
| De 2 à 3 ans    | 73 227          |
| De 3 à 4 ans    | 241 445         |
| De 4 à 5 ans    | 36 102          |
| Plus de 5 ans   | 98 499          |
|                 | 660 506         |

Les prêts en souffrance selon les dispositions contractuelles, mais non douteux, se détaillent comme suit :

|                   | 31 mars<br>2012 |
|-------------------|-----------------|
| Moins de 30 jours | 1 354           |
| De 30 à 90 jours  | 74              |
| Plus de 90 jours  | —               |
|                   | 1 428           |

(1) Les taux d'intérêt fixes effectifs se situent entre 3,0 % et 17,43 % au 31 mars 2012 (1,38 % et 20,08 % au 1<sup>er</sup> avril 2011).

(2) Les taux d'intérêt variables effectifs correspondent au taux des bons du Trésor du Canada qui est de 0,89 %, plus une prime pour tenir compte du risque qui se situe entre 0 % et 16,38 % au 31 mars 2012 (2,25 % et 17,5 % au 1<sup>er</sup> avril 2011).

(3) Les taux d'intérêt fixes contractuels se situent entre 0 % et 15,0 % au 31 mars 2012 (1,38 % et 15,0 % au 1<sup>er</sup> avril 2011).

(4) Y compris la valeur comptable des prêts restructurés au cours de l'exercice, qui auraient autrement été douteux, d'un montant de 3,5 millions de dollars au 31 mars 2012.

(5) Y compris les prêts accordés à des sociétés associées totalisant 23,0 millions de dollars selon les conditions du marché.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 18. PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

|   | Prêts         | Honoraires de<br>garantie à recevoir | Passif au titre<br>de la garantie | Autres       | Total           |
|---|---------------|--------------------------------------|-----------------------------------|--------------|-----------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>   | 95 649        | 6 026                                | 68 101                            | 3 859        | <b>173 635</b>  |
| Provision pour pertes   | 3 847         | (813)                                | 9 713                             | 747          | <b>13 494</b>   |
| Recouvrements   | 362           | 170                                  | 353                               | –            | <b>885</b>      |
| Radiations  | (25 633)      | (1 448)                              | –                                 | (3)          | <b>(27 084)</b> |
| Débours de garantie n'ayant pas donné lieu<br>à la création d'un actif  | –             | –                                    | (10 934)                          | –            | <b>(10 934)</b> |
| Reclassement du solde non amorti du<br>passif initial au titre de la garantie à la<br>provision cumulée pour pertes | –             | –                                    | 2 115                             | –            | <b>2 115</b>    |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>  | <b>74 225</b> | <b>3 935</b>                         | <b>69 348</b>                     | <b>4 603</b> | <b>152 111</b>  |

La Société peut exiger des sûretés et des cautions de ses clients. La nature des sûretés porte généralement sur l'universalité des biens de l'entreprise cliente, notamment des terrains, des bâtisses, de l'équipement, de la machinerie et de l'ameublement. La provision tient compte de sûretés et cautions d'une valeur de 271 304 000 \$ pour les prêts et de 35 286 000 \$ pour les garanties.

## 19. PLACEMENTS

|  | 31 mars<br>2012  | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--|------------------|-------------------------------|
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>  |                  |                               |
| Billets à terme adossés à des actifs   | 74 573           | 72 006                        |
| Placements dans des organismes de capital–risque   | 10 512           | 11 179                        |
| Placements dans des organismes de capital–risque de sociétés associées <sup>(1)</sup>                                | 276 193          | 246 411                       |
| Instruments financiers dérivés   | 13 746           | 67 756                        |
| Autres   | 358              | 428                           |
|  | <b>375 382</b>   | 397 780                       |
| <b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>  |                  |                               |
| Actions participantes de sociétés cotées en Bourse   |                  |                               |
| Domtar Corporation   | 139 835          | 134 581                       |
| Cascades inc.  | 31 623           | 56 755                        |
| Ubisoft Entertainment S.A.   | 31 660           | 42 687                        |
| Technologies Miranda inc.  | 25 777           | 13 298                        |
| Forage Orbit Garant inc.   | 11 487           | 12 434                        |
| Laboratoires Paladin inc.  | 11 928           | 10 449                        |
| 5N Plus inc.   | 7 852            | –                             |
| Prosep   | 7 253            | –                             |
| GLV inc.   | 2 867            | 7 828                         |
| Autres actions et autres titres de participation   | 182 560          | 194 971                       |
|  | <b>452 842</b>   | 473 003                       |
| Actions et parts de sociétés privées   | 56 922           | 56 405                        |
| Obligations et autres titres de créances, taux d'intérêt de 1,9 % à 12,99 %, échéant entre<br>juin 2012 et juin 2022 | 157 161          | 153 369                       |
|  | <b>666 925</b>   | 682 777                       |
|  | <b>1 042 307</b> | 1 080 557                     |
| Moins la tranche courante nette de la provision  | 92 485           | 27 207                        |
|  | <b>949 822</b>   | 1 053 350                     |

Le montant des placements libellés en dollars américains totalise 128 838 000 \$ CA au 31 mars 2012 (130 850 000 \$ CA au 1<sup>er</sup> avril 2011) et le montant des placements libellés en d'autres devises s'élève à 53 140 000 \$ CA au 31 mars 2012 (64 511 000 \$ CA au 1<sup>er</sup> avril 2011).

(1) En tout temps au cours de la période de renonciation au rendement, certains autres commanditaires ont une option d'achat de certaines parts détenues par la Société, au prix payé initialement plus 6 % de rendement par année depuis la date de leur acquisition. À compter du troisième exercice financier suivant la période de renonciation au rendement, ces autres commanditaires ont également une option d'achat des parts détenues par la Société, pour un prix égal au plus élevé de la juste valeur ou de la valeur comptable.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## A) BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS

Au 31 mars 2012, la Société détient des billets à terme à taux variable d'une valeur nominale qui se détaille comme suit :

|                          | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--------------------------|-----------------|-------------------------------|
| <b>VAC2</b>              |                 |                               |
| Actifs synthétiques      |                 |                               |
| Catégorie A-1            | 50 806          | 50 317                        |
| Catégorie A-2            | 32 400          | 32 387                        |
| Catégorie B              | 5 881           | 5 879                         |
| Catégorie C              | 2 760           | 2 745                         |
| Actifs inadmissibles     | 6 178           | 6 109                         |
|                          | <b>98 025</b>   | <b>97 437</b>                 |
| <b>VAC3</b>              |                 |                               |
| Actifs traditionnels     | 191             | 280                           |
| Actifs inadmissibles     | 10 641          | 11 024                        |
|                          | <b>10 832</b>   | <b>11 304</b>                 |
| Autres BTAA restructurés | 3 896           | 3 896                         |
|                          | <b>112 753</b>  | <b>112 637</b>                |

## B) ÉTABLISSEMENT DE LA JUSTE VALEUR

Au 31 mars 2012, la Société a procédé à l'évaluation des billets à terme à taux variable. Lors de cette évaluation, la Société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles et les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. À ce titre, la Société considère qu'il existe un marché secondaire suffisamment actif pour qu'elle utilise les valeurs affichées dans l'établissement de la juste valeur des billets A-1, A-2, B et C.

Pour ce qui est de l'évaluation des véhicules composés exclusivement d'actifs traditionnels et d'actifs inadmissibles, la juste valeur est basée sur la valeur établie par le gestionnaire d'actifs des véhicules restructurés.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la Société a constaté, le 31 mars 2012, une appréciation de valeur de 2 887 000 \$ relative aux billets à terme pour l'exercice terminé le 31 mars 2012. À cette date, la juste valeur des BTAA s'établissait à 74 573 000 \$ et la provision pour perte de valeur totalisait 38 180 000 \$. L'augmentation de la juste valeur au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012 est principalement imputable à l'augmentation de la valeur des billets A-1, A-2, B et C sur les marchés secondaires.

L'estimation de la juste valeur des investissements en BTAA effectuée au 31 mars 2012 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive des billets. Bien que la Société juge raisonnable l'estimation des justes valeurs comptabilisées, des modifications aux principales hypothèses, notamment des changements à la juste valeur des actifs sous-jacents, l'évolution de la liquidité sur les marchés secondaires pour les billets A-1, A-2, B et C et les impacts d'un ralentissement économique marqué et prolongé, pourraient avoir une incidence importante sur la juste valeur des nouveaux billets au cours des prochains exercices.

La valeur au marché respective des billets A-1, A-2, B et C constitue le facteur le plus important à l'égard du processus d'évaluation de la Société. L'effet possible d'une variation de ces valeurs modifierait la juste valeur des investissements en BTAA estimée au 31 mars 2012. Une variation de 10 % de la valeur moyenne au marché des billets A-1, A-2, B et C se traduirait par une hausse (ou baisse) de la juste valeur d'environ 6 846 000 \$.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La variation des soldes des BTAA à l'état consolidé de la situation financière et la composition incluse dans la rubrique « Variation nette des placements à la juste valeur par le biais du résultat net » à l'état consolidé du résultat global se résume comme suit :

|   | Valeur nominale | Provision pour perte de valeur | BTAA          | Variation de la JV sur BTAA |
|---|-----------------|--------------------------------|---------------|-----------------------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>   | 112 637         | (40 631)                       | 72 006        | —                           |
| Remboursement de capital                    | (798)           | —                              | (798)         | —                           |
| Variation nette de la juste valeur (note 6) | —               | 2 887                          | 2 887         | 2 887                       |
| Gain (perte) sur la variation de change     | 914             | (436)                          | 478           | —                           |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                | <b>112 753</b>  | <b>(38 180)</b>                | <b>74 573</b> | <b>2 887</b>                |

## 20. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le 2 avril 2012, une filiale de la Société a cédé 49,96 % de sa participation dans Aluminerie Alouette en contrepartie d'un montant de 186,0 millions de dollars américains. Un gain d'un montant de 97,7 millions de dollars américains sera comptabilisé au cours du prochain exercice financier relativement à cette transaction.

Le 1<sup>er</sup> avril 2011, une filiale de la Société a conclu une entente avec la société Stornoway Diamond Corporation afin de lui céder la totalité de sa participation dans le projet « Renard ». Un gain de 77,9 millions de dollars a été comptabilisé au 31 mars 2012 relativement à cette transaction et présenté sous la rubrique « Gains nets sur les placements et autres ».

Les principales catégories d'actifs détenus en vue de la vente et de passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente reliées à ces transactions sont les suivantes :

118  
119

|  | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--|-----------------|-------------------------------|
| <b>Actifs détenus en vue de la vente</b>   |                 |                               |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 1 113           | —                             |
| Débiteurs  | 1 682           | 808                           |
| Stocks   | 12 576          | 469                           |
| Frais payés d'avance   | 867             | 99                            |
| Immobilisations corporelles  | 94 179          | 2 006                         |
| Immobilisations incorporelles  | 4 771           | 53 480                        |
|  | <b>115 188</b>  | <b>56 862</b>                 |
| <b>Passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente</b>  |                 |                               |
| Créditeurs et charges à payer  | 4 342           | 825                           |
| Provisions   | 2 111           | 3 295                         |
| Dette à long terme   | 4 868           | —                             |
| Subventions différées  | 8 059           | 744                           |
| Passif au titre des prestations définies   | 7 645           | —                             |
|  | <b>27 025</b>   | <b>4 864</b>                  |
| <b>Éléments du cumul des autres éléments du résultat global liés aux groupes d'actifs détenus en vue de la vente</b> |                 |                               |
| Couverture des flux de trésorerie  | 720             | —                             |
| Écarts de conversion   | 3 697           | —                             |
| Écarts actuariels  | 4 072           | —                             |
|  | <b>8 489</b>    | <b>—</b>                      |



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 21. PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

La Société détient une participation dans les entreprises associées et dans les coentreprises pour lesquelles elle comptabilise sa quote-part du résultat net qui totalise 34 144 000 \$, ainsi que sa quote-part de la valeur comptable revenant à la Société dans ces participations totalisant 453 446 000 \$ (320 869 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011) au 31 mars 2012. Les participations dans les entreprises mises en équivalence sont comme suit :

| Fin d'exercice                              |                  |             | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|------------------|-------------|-----------------|-------------------------------|
| CEPSA Chimie Bécancour inc.                 | Coentreprise     | 31 décembre | 49,00 %         | 49,00 %                       |
| CEPSA Chimie Montréal, s.e.c.               | Coentreprise     | 31 décembre | 49,00 %         | 49,00 %                       |
| Chimie ParaChem, s.e.c.                     | Coentreprise     | 31 décembre | 49,00 %         | 49,00 %                       |
| Congébec Logistique inc.                    | Société associée | 31 décembre | 31,46 %         | 31,46 %                       |
| Groupe Emballage Spécialisé, s.e.c.         | Société associée | 31 mai      | 35,00 %         | 25,00 %                       |
| Groupe Le Massif inc.                       | Société associée | 30 novembre | 29,17 %         | 25,00 %                       |
| Groupe GFI Solutions inc.                   | Société associée | 31 décembre | 28,67 %         | —                             |
| Groupe Varitron inc.                        | Société associée | 31 août     | 28,30 %         | —                             |
| Médiamed Technologies inc.                  | Société associée | 31 décembre | 30,07 %         | 30,07 %                       |
| Simulateur de vol – capital, s.e.c.         | Coentreprise     | 31 décembre | —               | 40,12 %                       |
| Société d'investissement ALT Canada, s.e.c. | Société associée | 31 décembre | 12,43 %         | —                             |
| Solutions Abilis inc.                       | Société associée | 31 octobre  | 23,68 %         | 23,88 %                       |
| Stornoway Diamond Corporation               | Société associée | 30 avril    | 33,38 %         | —                             |
| Vision Globale A.R. Itée                    | Société associée | 31 janvier  | 27,91 %         | 27,91 %                       |

La quote-part du résultat, des actifs et des passifs de participations dans des entreprises associées de la Société, excluant les ajustements pour fins de consolidation, est la suivante :

|                    |  | 2012            |                               |
|--------------------|--|-----------------|-------------------------------|
| Chiffre d'affaires |  | 102 547         |                               |
| Résultat net       |  | (8 579)         |                               |
|                    |  | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
| Actifs totaux      |  | 280 189         | 348 921                       |
| Passifs totaux     |  | 115 569         | 266 656                       |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La quote-part de la valeur comptable revenant à la Société dans des entreprises associées comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière s'élève à 146 057 000 \$ au 31 mars 2012 (49 309 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011) alors que la quote-part du résultat de la Société comptabilisée au résultat net s'élève à une perte de 7 213 000 \$ au 31 mars 2012. La quote-part de la Société dans les engagements en capital de ces entreprises associées s'élève à 11 333 000 \$ au 31 mars 2012.

La valeur boursière des participations dans des sociétés associées publiques est estimée à 46 398 000 \$.

Les informations financières résumées concernant la quote-part de la Société dans des coentreprises sont les suivantes :

|                    | <b>2012</b>    |  |
|--------------------|----------------|--|
| Chiffre d'affaires | <b>560 057</b> |  |
| Charges            | <b>520 807</b> |  |
| Résultat net       | <b>39 250</b>  |  |

|                      | <b>31 mars<br/>2012</b> | <b>1<sup>er</sup> avril<br/>2011</b> |
|----------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| Actifs courants      | <b>231 724</b>          | 187 835                              |
| Actifs non courants  | <b>174 972</b>          | 189 742                              |
| Passifs courants     | <b>55 954</b>           | 62 698                               |
| Passifs non courants | <b>8 113</b>            | 15 836                               |

La Société n'a pris aucun engagement en capital envers ses coentreprises.

120  
121

La quote-part de la valeur comptable revenant à la Société dans des coentreprises comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière s'élève à 307 389 000 \$ au 31 mars 2012 (271 560 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011), dont des prêts accordés selon les conditions du marché pour un montant de 214 966 000 \$. La quote-part du résultat de la Société comptabilisée au résultat net s'élève à un gain de 41 357 000 \$ au 31 mars 2012.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, la Société a évalué la valeur recouvrable de trois de ses participations qui présentaient des indications objectives de dépréciation, l'une en raison de la baisse significative de sa valeur boursière au cours de l'année et les deux autres en raison d'un dépassement des coûts plus élevés ainsi que du retard dans leurs plans d'affaires. La Société a comptabilisé des pertes de valeur totalisant 61 156 000 \$ à l'égard de ces participations présentées sous la rubrique « Perte de valeur sur les placements » au résultat net.

La valeur recouvrable de chacune de ces participations a été estimée en fonction de leur valeur d'utilité respective. La valeur d'utilité a été estimée sur la base de taux d'actualisation avant impôt variant de 11 % à 16,7 %.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 22. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|  | Terrains       | Bâtiments      | Matériel et équipements | Routes et ponts | Immobilisations en cours | Autres       | Total           |
|--|----------------|----------------|-------------------------|-----------------|--------------------------|--------------|-----------------|
| Coût   | 32 821         | 48 944         | 256 900                 | 13 718          | 3 998                    | 28 193       | <b>384 574</b>  |
| Amortissement cumulé                               | –              | 17 577         | 92 779                  | 3 548           | –                        | 19 556       | <b>133 460</b>  |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>          | <b>32 821</b>  | <b>31 367</b>  | <b>164 121</b>          | <b>10 170</b>   | <b>3 998</b>             | <b>8 637</b> | <b>251 114</b>  |
| Amortissement de l'exercice                        | –              | (1 680)        | (13 207)                | (710)           | –                        | (2 877)      | <b>(18 474)</b> |
| Acquisitions                                       | –              | 5 934          | 21 226                  | –               | 5 446                    | 2 901        | <b>35 507</b>   |
| Acquisition par voie de regroupement d'entreprises | –              | –              | 227                     | –               | –                        | 187          | <b>414</b>      |
| Transfert aux actifs détenus en vue de la vente    | (177)          | (11 587)       | (80 778)                | –               | (1 637)                  | –            | <b>(94 179)</b> |
| Effet de change                                    | 10             | 639            | 4 207                   | –               | 97                       | –            | <b>4 953</b>    |
| Cessions   | (1 838)        | –              | (89)                    | –               | –                        | (7)          | <b>(1 934)</b>  |
| Autres changements                                 | –              | (1 360)        | 5 375                   | –               | (6 264)                  | (291)        | <b>(2 540)</b>  |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                       | <b>(2 005)</b> | <b>(8 054)</b> | <b>(63 039)</b>         | <b>(710)</b>    | <b>(2 358)</b>           | <b>(87)</b>  | <b>(76 253)</b> |
| Coût   | 30 816         | 38 028         | 163 130                 | 13 616          | 1 640                    | 29 949       | <b>277 179</b>  |
| Amortissement cumulé                               | –              | 14 715         | 62 048                  | 4 156           | –                        | 21 399       | <b>102 318</b>  |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                       | <b>30 816</b>  | <b>23 313</b>  | <b>101 082</b>          | <b>9 460</b>    | <b>1 640</b>             | <b>8 550</b> | <b>174 861</b>  |

La charge d'amortissement a été affectée au coût des ventes de 14 994 000 \$, aux frais généraux de 1 954 000 \$ et aux frais d'administration de 1 526 000 \$.

Au 31 mars 2012, les immobilisations en cours de construction consistent en bâtiments d'une valeur de 246 000 \$ (209 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011) et en matériel et équipements d'une valeur de 1 394 000 \$ (3 789 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011). Les dépenses encourues jusqu'au 31 mars 2012 pour la construction d'immobilisations s'élèvent à 5 446 000 \$ et n'incluent aucun coût d'emprunt capitalisé.

## 23. ACTIFS BIOLOGIQUES

|   | Terrains boisés |
|---|-----------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>                   | <b>65 642</b>   |
| Acquisitions  | 337             |
| Cessions  | (82)            |
| Variation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente | (248)           |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                                | <b>65 649</b>   |

Le bois d'œuvre exploitable comprend 452 116 hectares de plantations de résineux (79 %) et de feuillus (21 %) qui se répartissent selon le stade du couvert forestier suivant :

|  |      |
|--|------|
| Forêt mature (classe d'âge 70 ans et plus)     | 16 % |
| Forêt intermédiaire (classe d'âge 50 à 70 ans) | 26 % |
| Forêt jeune (classe d'âge 10 à 30 ans)         | 25 % |
| Régénération                                   | 17 % |
| Improductif et non forestier                   | 16 % |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le volume marchand de bois sur pied est approximativement de 20 400 000 m<sup>3</sup>. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, la Société a procédé à la coupe de 134 610 m<sup>3</sup>. Selon le dernier plan d'aménagement préparé par la direction, la capacité annuelle de coupe est de 509 064 m<sup>3</sup>. Selon la direction, les méthodes de coupe ainsi que les travaux d'aménagement forestier effectués par la Société permettent de conserver à un niveau stable la capacité annuelle de coupe. Au cours de la saison de coupe 2012, la Société a procédé au reboisement de 676 410 plants et des travaux d'éclaircie précommerciale ont été effectués sur 1 446 hectares.

La juste valeur moins les coûts de la vente des produits agricoles récoltés est de 5 590 000 \$ au 31 mars 2012.

### A) DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur du bois d'œuvre exploitable a été déterminée par un ingénieur forestier, expert en évaluation, indépendant de la Société. Une méthode d'actualisation des flux monétaires futurs a été utilisée. La juste valeur du bois d'œuvre exploitable a été déterminée en fonction des plans de coupe existants, des prix du bois d'œuvre et des frais de coupe sur la base des hypothèses significatives suivantes :

- un taux d'actualisation de 6 % basé sur les taux de rendement implicites des récentes transactions;
- une valeur marchande de bois sur pied entre 9,37 \$/m<sup>3</sup> et 14,50 \$/m<sup>3</sup> basée notamment sur les prix de vente et les frais de coupe en vigueur au 31 mars 2012;
- une liquidation accélérée des stocks de bois mature à un rythme de 757 730 m<sup>3</sup> par année pendant 10 ans, soit jusqu'à écoulement des stocks récoltables.

Cette juste valeur a été comparée et ajustée en fonction de l'analyse des ventes de propriétés comparables au cours des dernières années (2000 à aujourd'hui).

122  
123

### B) RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est exposée à un certain nombre de risques liés à ses plantations de bois d'œuvre exploitable. Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales et règlements concernant notamment la protection de l'environnement. La Société a établi des politiques et procédures environnementales en conformité avec les lois environnementales et autres lois applicables. La Société est certifiée ISO-14001 (gestion environnementale). La direction effectue l'évaluation de ses risques environnementaux sur une base continue afin de s'assurer que les systèmes en place permettent une gestion adéquate de ces risques.

La Société est exposée aux risques découlant des fluctuations du prix et du volume des ventes de bois d'œuvre. Dans la mesure du possible, la Société gère ce risque en coordonnant son volume de coupe avec l'offre et la demande du marché. La direction effectue une évaluation régulière des tendances du marché afin de s'assurer que sa structure de prix suit la tendance du marché et que les volumes de coupe prévus sont cohérents avec la demande attendue.

Les plantations de bois d'œuvre exploitable sont exposées au risque de dommages causés par les changements climatiques, les maladies, les feux de forêt et les autres forces de la nature. La Société a mis en place une procédure visant à surveiller et à atténuer ces risques, comprenant des inspections régulières de la santé des forêts et des analyses des parasites et maladies connues de l'industrie.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 24. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

|  | Propriétés<br>minières | Licences<br>et autres | Contrat<br>d'approvisionnement<br>d'électricité | Total         |
|--|------------------------|-----------------------|---|---------------|
| Coût   | 20 895                 | 23 652                | 16 394  | 60 941        |
| Amortissement cumulé                               | –                      | 17 385                | 6 602   | 23 987        |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>          | <b>20 895</b>          | <b>6 267</b>          | <b>9 792</b>                                    | <b>36 954</b> |
| Amortissement pour l'exercice                      | –                      | (1 559)               | (698)   | (2 257)       |
| Acquisitions générées à l'interne                  | 8 356                  | –                     | –   | 8 356         |
| Autres acquisitions                                | –                      | 406                   | –   | 406           |
| Acquisition par voie de regroupement d'entreprises | –                      | 5 010                 | –   | 5 010         |
| Transfert aux actifs détenus en vue de la vente    | –                      | –                     | (4 771)   | (4 771)       |
| Radiation et perte de valeur                       | (589)                  | –                     | –   | (589)         |
| Reprise de perte de valeur                         | 963                    | –                     | –   | 963           |
| Cessions   | 591                    | –                     | –   | 591           |
| Autres changements                                 | (802)                  | (42)                  | 271   | (573)         |
|  | 8 519                  | 3 815                 | (5 198)   | 7 136         |
| Coût   | 29 414                 | 28 987                | 8 434   | 66 835        |
| Amortissement cumulé                               | –                      | 18 905                | 3 840   | 22 745        |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                       | <b>29 414</b>          | <b>10 082</b>         | <b>4 594</b>                                    | <b>44 090</b> |

La charge d'amortissement et les pertes de valeur au titre des immobilisations incorporelles ont été affectées au coût des ventes de 975 000 \$, aux frais généraux de 100 000 \$ et aux frais d'administration de 808 000 \$.

Les informations financières résumées relativement aux activités de prospection et d'évaluation de ressources minières sont les suivantes :

|         | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---------|-----------------|-------------------------------|
| Actifs  | 101 344         | 85 531                        |
| Passifs | 10 302          | 14 898                        |

|  | 2012    |
|--|---------|
| Résultat net   | 70 398  |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles  | 600     |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | (9 345) |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**25. AUTRES ACTIFS FINANCIERS**

|                                  | <b>31 mars<br/>2012</b> | <b>1<sup>er</sup> avril<br/>2011</b> |
|----------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| Produit d'assurance à recevoir   | 142                     | 2 931                                |
| Intérêts à long terme à recevoir | 3 227                   | 3 138                                |
| Autres                           | 570                     | 563                                  |
|                                  | <b>3 939</b>            | 6 632                                |
| Moins la tranche à court terme   | 142                     | 476                                  |
|                                  | <b>3 797</b>            | 6 156                                |

**26. EMPRUNTS BANCAIRES**

Au 31 mars 2012, la Société a un emprunt bancaire garanti portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3 %. Cet emprunt bancaire est garanti par une hypothèque mobilière sans dépossession sur les créances clients, dont la valeur comptable nette s'élève à 20 421 000 \$ (2 571 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011), et sur les stocks, dont la valeur comptable nette s'élève à 24 723 000 \$ au 31 mars 2012 (9 194 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011).

En date du 31 mars 2012, la Société dispose de marges de crédit bancaire de montants autorisés mais non utilisés totalisant 187 645 000 \$, portant intérêt au taux de base du prêteur et à un taux préférentiel de 3 %, renouvelables annuellement. Elle a aussi émis des lettres de crédit totalisant 20 328 000 \$.

**27. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**

|                                      | <b>31 mars<br/>2012</b> | <b>1<sup>er</sup> avril<br/>2011</b> |
|--------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| Comptes fournisseurs et frais courus | 82 985                  | 89 951                               |
| Instruments financiers dérivés       | —                       | 1 713                                |
| Autres                               | 1 727                   | 1 711                                |
|                                      | <b>84 712</b>           | 93 375                               |

124  
125

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 28. DETTE À LONG TERME

|   | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|-----------------|-------------------------------|
| Billets, 7,27 % remboursable en versements semestriels, échéant en 2017 <sup>(a)/(b)</sup>  | —               | 61 519                        |
| Billets – Immigrants investisseurs, sans intérêt, échéant entre avril 2012 et mars 2017, valeur nominale de 3,8 milliards de dollars (taux effectifs de 1,77 % à 4,90 %) <sup>(c)</sup> | 3 532 415       | 3 170 069                     |
| Montant dû au Fonds du développement économique sans intérêt et remboursable au plus tard en 2033 (taux effectif de 8,4 %)  | 3 066           | 5 652                         |
| Montant dû au Fonds du développement économique sans intérêt et remboursable au plus tard en 2017 (taux effectif de 9,2 %)  | 1 810           | 3 311                         |
| Autres  | 609             | 691                           |
|   | 3 537 900       | 3 241 242                     |
| Moins la tranche courante   | 663 717         | 524 034                       |
|   | 2 874 183       | 2 717 208                     |
| Moins les coûts de transaction non amortis  | —               | 1 589                         |
|   | 2 874 183       | 2 715 619                     |

(a) Les dettes à long terme des filiales de la Société sont garanties par une hypothèque sur l'universalité des biens dont la valeur comptable totalise 298 500 000 \$ au 31 mars 2011.

(b) La Société est assujettie à certaines restrictions financières et non financières relatives aux conditions des contrats d'emprunts de certaines de ses filiales. Ces restrictions sont liées, entre autres, à la création d'un minimum d'emplois directs dans un secteur d'activité, et à la préparation d'états financiers annuels audités. Au cours de l'exercice, les filiales de la Société respectent les exigences imposées par leurs prêteurs.

(c) Le paiement du capital est garanti par le Québec.

Le montant contractuel des versements en capital à effectuer sur les emprunts à long terme se détaille comme suit :

|                 | 31 mars<br>2012 |
|-----------------|-----------------|
| Moins de 1 an   | 677 024         |
| De 1 an à 2 ans | 538 963         |
| De 2 à 3 ans    | 860 935         |
| De 3 à 4 ans    | 846 487         |
| De 4 à 5 ans    | 877 200         |
| Plus de 5 ans   | 4 876           |
|                 | 3 805 485       |

## 29. SUBVENTIONS DIFFÉRÉES

|  | 2012    |
|--|---------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>  | 22 656  |
| Subventions reçues dans la période   | 121     |
| Amortissement de l'exercice  | (751)   |
| Radiation et perte de valeur   | (160)   |
| Transfert de subvention aux passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente | (8 059) |
| Autres   | 212     |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>   | 14 019  |

Certaines filiales de la Société ont reçu des subventions gouvernementales pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, pour lesquelles aucune condition n'est rattachée. L'amortissement et les pertes de valeur ont été affectés au coût des ventes de 751 000 \$ et aux frais généraux de 160 000 \$.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 30. PROVISIONS

|   | Remise en état de sites | Litiges et autres | Total         |
|---|-------------------------|-------------------|---------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>       | 11 044                  | 2 110             | 13 154        |
| Provisions constituées                          | 561                     | –                 | 561           |
| Provisions utilisées                            | (1 186)                 | (1 111)           | (2 297)       |
| Provisions renversées                           | 159                     | (638)             | (479)         |
| Effet de la désactualisation                    | (191)                   | 5                 | (186)         |
| Transfert aux actifs détenus en vue de la vente | (2 111)                 | –                 | (2 111)       |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                    | <b>8 276</b>            | <b>366</b>        | <b>8 642</b>  |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>       |                         |                   |               |
| Courant   | 1 206                   | 150               | 1 356         |
| Non courant                                     | 9 838                   | 1 960             | 11 798        |
|   | <b>11 044</b>           | <b>2 110</b>      | <b>13 154</b> |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                    |                         |                   |               |
| Courant   | 990                     | 89                | 1 079         |
| Non courant                                     | 7 286                   | 277               | 7 563         |
|   | <b>8 276</b>            | <b>366</b>        | <b>8 642</b>  |

#### Remise en état de sites

Les provisions liées à la mise hors service des immobilisations découlent principalement de l'obligation de la Société de décontaminer et de remplacer les actifs utilisés dans la production et de remettre en état des sites industriels afin de les rendre conformes aux divers règlements et lois en vigueur. La Société estime que les paiements non actualisés qui seront requis pour s'acquitter de son obligation sur une période de 1 à 25 ans, période estimée sur la durée de vie d'utilité des actifs devant être remplacés, totaliseront 9 882 000 \$. Les paiements non actualisés qui seront requis pour régler ces obligations se détaillent comme suit :

126  
127

|                             | 31 mars<br>2012 |
|-----------------------------|-----------------|
| 2013                        | 1 017           |
| 2014                        | 1 095           |
| 2015                        | 1 219           |
| 2016                        | 4 320           |
| 2017 et années subséquentes | 2 231           |
|                             | <b>9 882</b>    |

Les taux d'actualisation des flux monétaires sont les suivants :

|                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
| 2013                        | 2,00 % – 4,40 % |
| 2014                        | 2,00 % – 3,96 % |
| 2015                        | 2,00 % – 3,67 % |
| 2016                        | 2,00 % – 3,51 % |
| 2017 et années subséquentes | 2,00 % – 3,43 % |



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 31. GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE

|  | 31 mars<br>2012  | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--|------------------|-------------------------------|
| <b>Garanties</b>   |                  |                               |
| D'emprunt  | 445 883          | 439 091                       |
| D'engagement financier   | 108 934          | 91 826                        |
|  | <b>554 817</b>   | 530 917                       |
| <b>Passif au titre de la garantie</b>                              |                  |                               |
| Solde non amorti du passif initial au titre de la garantie         |                  |                               |
| Garanties d'emprunt  | (46 803)         | (52 364)                      |
| Garanties d'engagement financier                                   | (16 517)         | (14 077)                      |
|  | <b>(63 320)</b>  | (66 441)                      |
| Provision cumulée pour pertes (note 18)                            |                  |                               |
| Garanties d'emprunt  | (48 225)         | (46 787)                      |
| Garanties d'engagement financier                                   | (21 123)         | (21 314)                      |
|  | <b>(69 348)</b>  | (68 101)                      |
| <b>Passif au titre de la garantie</b>                              | <b>(132 668)</b> | (134 542)                     |
| <b>Garantie, déduction faite du passif au titre de la garantie</b> | <b>422 149</b>   | 396 375                       |

Le montant des garanties libellées en dollars américains totalise 3 181 000 \$ au 31 mars 2012, et le montant du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie libellé en dollars américains totalise 442 000 \$ au 31 mars 2012.

|  | 31 mars<br>2012 |
|--|-----------------|
| Solde des garanties réparti en fonction de leur échéance |                 |
| Moins de 1 an  | 69 637          |
| De 1 an à 2 ans  | 64 838          |
| De 2 à 3 ans   | 42 470          |
| De 3 à 4 ans   | 55 905          |
| De 4 à 5 ans   | 72 687          |
| Plus de 5 ans  | 249 280         |
|  | <b>554 817</b>  |

## 32. AVANTAGES DU PERSONNEL

*Régimes généraux et obligatoires*

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes généraux et obligatoires sont à prestations définies et comportent des garanties lors de la retraite et du décès. Les obligations d'Investissement Québec à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à verser des cotisations à titre d'employeur. Les cotisations d'Investissement Québec imputées au résultat net de l'exercice s'élèvent à 2 770 000 \$.

La Société offre à ses employés des régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations définies basées sur le nombre d'années de service et le revenu moyen final. La Société offre également d'autres avantages sociaux, principalement composés de différents régimes d'assurance collective, qui ne sont toutefois pas capitalisés. La Société s'attend à ce que des cotisations de 3 290 000 \$ soient versées pour tous ces régimes au cours du prochain exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

|  | Régimes<br>de retraite | Autres<br>régimes | Total          |
|--|------------------------|-------------------|----------------|
| <b>Obligations au titre des prestations définies</b> |                        |                   |                |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>            | 70 215                 | 10 313            | <b>80 528</b>  |
| Coût des services rendus de la période               | 3 206                  | 425               | <b>3 631</b>   |
| Cotisation des salariés                              | 1 038                  | –                 | <b>1 038</b>   |
| Intérêts débiteurs                                   | 3 878                  | 561               | <b>4 439</b>   |
| Prestations versées                                  | (2 653)                | (163)             | <b>(2 816)</b> |
| Écarts actuariels                                    | 14 694                 | 1 728             | <b>16 422</b>  |
| Coût des services passés                             | 2 484                  | 364               | <b>2 848</b>   |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                         | <b>92 862</b>          | <b>13 228</b>     | <b>106 090</b> |
| <b>Juste valeur des actifs des régimes</b>           |                        |                   |                |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>            | 58 873                 | –                 | <b>58 873</b>  |
| Rendement attendu des actifs des régimes             | 4 312                  | –                 | <b>4 312</b>   |
| Cotisations versées par l'employeur aux régimes      | 9 345                  | 163               | <b>9 508</b>   |
| Cotisations versées par l'employé aux régimes        | 1 038                  | –                 | <b>1 038</b>   |
| Prestations versées                                  | (2 653)                | (163)             | <b>(2 816)</b> |
| Écarts actuariels                                    | (2 181)                | –                 | <b>(2 181)</b> |
| Autres   | (23)                   | –                 | <b>(23)</b>    |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                         | <b>68 711</b>          | <b>–</b>          | <b>68 711</b>  |

|  | Régimes<br>de retraite | Autres<br>régimes | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--|------------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------|
| <b>Passif au titre des prestations définies</b>                          |                        |                   |                 |                               |
| Obligations au titre des prestations définies                            |                        |                   |                 |                               |
| Régimes capitalisés  | (82 831)               | –                 | <b>(82 831)</b> | (63 627)                      |
| Régimes non capitalisés  | (10 031)               | (13 228)          | <b>(23 259)</b> | (16 901)                      |
| Juste valeur des actifs des régimes                                      | 68 711                 | –                 | <b>68 711</b>   | 58 873                        |
| Autres   | –                      | 60                | <b>60</b>       | (186)                         |
| Reclassement dans les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente | 4 874                  | 2 771             | <b>7 645</b>    | –                             |
|  | (19 277)               | (10 397)          | <b>(29 674)</b> | (21 841)                      |

Les actifs des régimes sont composés comme suit :

|  | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--|-----------------|-------------------------------|
| <b>Actions</b>                               | <b>59,3 %</b>   | 58,0 %                        |
| <b>Obligations</b>                           | <b>34,1 %</b>   | 26,4 %                        |
| <b>Autres</b>                                | <b>6,6 %</b>    | 15,6 %                        |
|  | <b>100,0 %</b>  | 100,0 %                       |
| <b>Rendement réel des actifs des régimes</b> | <b>2,9 %</b>    | 2,0 %                         |

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La charge au titre des régimes à prestations définies se compose comme suit :

|  | Régimes<br>de retraite | Autres<br>régimes | 2012    |
|--|------------------------|-------------------|---------|
| Coût des services rendus                 | 3 206                  | 425               | 3 631   |
| Intérêts débiteurs                       | 3 878                  | 561               | 4 439   |
| Rendement attendu des actifs des régimes | (4 312)                | —                 | (4 312) |
| Coût des services passés                 | 2 484                  | 364               | 2 848   |
| Autres                                   | 25                     | (183)             | (158)   |
|  | 5 281                  | 1 167             | 6 448   |

La charge au titre des régimes à prestations définies a été affectée aux rubriques suivantes de l'état consolidé des résultats :

|                        | 2012  |
|------------------------|-------|
| Coût des ventes        | 1 627 |
| Frais généraux         | 554   |
| Frais d'administration | 4 267 |
|                        | 6 448 |

Les montants suivants ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :

|   | Régimes<br>de retraite | Autres<br>régimes | Total           |
|---|------------------------|-------------------|-----------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b> | (7 491)                | (647)             | <b>(8 138)</b>  |
| Gains (pertes) actuariels de l'exercice   | (16 874)               | (1 729)           | <b>(18 603)</b> |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>              | <b>(24 365)</b>        | <b>(2 376)</b>    | <b>(26 741)</b> |

Les moyennes pondérées des principales hypothèses actuarielles au 31 mars 2012 sont les suivantes :

|  | Régimes<br>de retraite<br>% | Autres<br>régimes<br>% |
|--|-----------------------------|------------------------|
| <b>Obligations au titre des prestations définies</b> |                             |                        |
| Taux d'actualisation                                 | 4,41 %                      | 4,46 %                 |
| Taux de croissance de la rémunération                | 3,18 %                      | 3,12 %                 |
| <b>Coût des prestations</b>                          |                             |                        |
| Taux d'actualisation                                 | 5,38 %                      | 5,14 %                 |
| Taux de rendement à long terme des actifs            | 6,81 %                      | s.o.                   |
| Taux de croissance de la rémunération                | 3,16 %                      | 3,15 %                 |

Le rendement attendu des actifs est déterminé à l'aide d'un outil stochastique qui génère de multiples scénarios de rendements attendus sur de longues périodes pour les diverses catégories d'actifs. Les frais payés par le régime sont soustraits du rendement attendu.

Aux fins de l'évaluation, la moyenne pondérée du taux de croissance annuel hypothétique du coût des frais médicaux pour les autres régimes a été fixée à 5,21 % pour l'exercice terminé le 31 mars 2012. Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement pour atteindre environ 5 % en 2019 et demeurer à ce niveau par la suite. Un changement de 1 % du taux d'augmentation des coûts des frais médicaux aurait les effets suivants :

|  | Augmentation de 1 % | Diminution de 1 % |
|--|---------------------|-------------------|
| Effet sur le coût des prestations                        | 158                 | (122)             |
| Effet sur l'obligation au titre des prestations définies | 2 342               | (1 855)           |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 33. AUTRES PASSIFS

|  | 31 mars<br>2012 | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--|-----------------|-------------------------------|
| Crédit reporté relatif à la reconstruction   | –               | 2 249                         |
| Passif au titre des engagements  | 1 122           | 6 428                         |
| Avance du ministère des Ressources naturelles et de la Faune,<br>sans intérêt ni modalité de remboursement | –               | 3 111                         |
| Autres   | 5 249           | 3 246                         |
|  | <b>6 371</b>    | 15 034                        |

### 34. CAPITAL SOCIAL

Autorisé, d'une valeur nominale de 1 000 \$ l'action :  
4 000 000 actions ordinaires, avec droit de vote totalisant 4 milliards de dollars

|   | 31 mars<br>2012  | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|---|------------------|-------------------------------|
| Émis et entièrement libéré :  |                  |                               |
| 3 073 340 actions ordinaires (2 673 340 actions ordinaires au 1 <sup>er</sup> avril 2011) | <b>3 073 340</b> | 2 673 340                     |

Le 20 avril 2011, la Société a émis 400 000 actions ordinaires totalisant 400 millions de dollars.

130  
131

### 35. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- posséder une souplesse financière suffisante pour soutenir les entreprises en portefeuille et ses autres placements;
- contribuer au développement d'entreprises au Québec par l'intermédiaire d'investissements et de financements.

La Société gère son capital en tenant compte des caractéristiques de risque et de liquidité de ses investissements et financements. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, procéder à l'émission ou au remboursement de dettes et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière.

Le capital de la Société est composé des emprunts bancaires et de la dette à long terme de ses filiales ainsi que de ses capitaux propres. La Société n'est assujettie à aucune exigence externe liée à son capital, à l'exception de certaines restrictions provenant des conditions dans les contrats d'emprunts de ses filiales (voir note 26).

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 36. INFORMATIONS ADDITIONNELLES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des actifs et des passifs liés aux activités opérationnelles se détaille comme suit :

|                               | 2012     |
|-------------------------------|----------|
| Débiteurs                     | (4 566)  |
| Stocks                        | (8 644)  |
| Frais payés d'avance          | (565)    |
| Créditeurs et charges à payer | (3 918)  |
|                               | (17 693) |

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles totalisant 31 287 000 \$ ont été acquises et financées par les comptes créditeurs à la hauteur de 1 404 000 \$ et par la dette à long terme à la hauteur de 178 000 \$.

Au cours de l'exercice considéré, la Société a conclu des activités opérationnelles et d'investissement n'ayant pas d'incidence sur la trésorerie et qui, par conséquent, ne sont pas reflétées dans l'état consolidé des flux de trésorerie :

- la Société a cédé sa participation dans le projet « Renard » en contrepartie de 29 589 000 actions ordinaires et 22 544 000 actions convertibles (échangeables contre 1 action ordinaire pour chaque action convertible) pour une valeur de 130 000 000 \$;
- la Société a reçu d'une entreprise associée une contrepartie conditionnelle sous forme de prêt pour un montant de 10 000 000 \$ et une augmentation de sa participation de 10 % pour un montant de 5 200 000 \$;
- une coentreprise de la Société a déclaré des dividendes au montant de 7 337 000 \$ qui ont été comptabilisés aux débiteurs au 31 mars 2012 et ont subséquemment été encaissés.

## 37. ÉVENTUALITÉS

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur ses résultats.

## 38. ENGAGEMENTS

## A) CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La Société s'est engagée en vertu de contrats de location simple non résiliables à louer principalement des espaces de bureaux. Ces contrats ont habituellement une durée de 1 à 7 ans et comportent une option de renouvellement après cette date. Les paiements minimaux exigibles au titre de ces contrats sont comme suit :

|                 | 31 mars<br>2012 |
|-----------------|-----------------|
| Moins de 1 an   | 3 770           |
| De 1 an à 5 ans | 12 584          |
| Plus de 5 ans   | 127             |
|                 | 16 481          |

Au 31 mars 2012, un montant de 7 339 000 \$ a été comptabilisé au résultat net au titre des contrats de location simple.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### B) ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les engagements de financement de la Société, contractés dans le cours normal de ses activités, sont présentés dans le tableau ci-après et sont regroupés en deux volets. Le premier comprend les ententes de financement autorisées par la Société qui ne sont pas encore acceptées par les clients. Le second regroupe les ententes de financement acceptées par les clients, soit les sommes non déboursées sur les prêts, les actions et les parts, les sommes dont le déboursement n'a pas été autorisé pour les contributions financières et les sommes qui n'ont pas encore été utilisées pour les garanties. De plus, en vertu d'ententes avec des partenaires, la Société s'est engagée à investir, sous forme de parts de sociétés en commandite, dans les FIER-Régions, dans le fonds commun de FIER Partenaires, dans les Fonds-Soutien et dans d'autres organismes de capital-risque.

Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de trésorerie de la Société, car plusieurs engagements expireront ou pourront être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Le montant des engagements se détaille comme suit :

|                                     | 31 mars<br>2012 |     |
|-------------------------------------|-----------------|-----|
| <b>Engagements de financement</b>   |                 |     |
| Ententes autorisées                 |                 |     |
| Prêts                               | 14 667          |     |
| Garanties                           | 41 517          |     |
| Contributions financières           | 1 334           |     |
|                                     | 57 518          |     |
| Ententes acceptées par les clients  |                 |     |
| Prêts <sup>(a)</sup> (b) (c)        | 229 757         | 132 |
| Garanties                           | 178 608         | 133 |
| Contributions financières           | 146 938         |     |
|                                     | 555 303         |     |
| <b>Engagements d'investissement</b> |                 |     |
| Parts de sociétés en commandite     |                 |     |
| FIER-Régions                        | 4 272           |     |
| FIER Partenaires, s.e.c.            | 42 984          |     |
| Fonds-Soutien                       | 2 000           |     |
| Organismes de capital-risque        | 197 339         |     |
|                                     | 246 595         |     |
|                                     | 859 416         |     |

Aucun engagement n'était libellé en dollars américains au 31 mars 2012.

(a) Y compris un montant de 2,4 millions de dollars dont les taux d'intérêt fixes contractuels se situent entre 4,33 % et 10,00 % et qui ont une durée qui varie entre avril 2012 et mars 2022.

(b) Y compris un montant de 127,3 millions de dollars dont les taux d'intérêt sont variables.

(c) Y compris un montant de 100,0 millions de dollars dont les taux d'intérêt ne sont pas encore établis au 31 mars 2012.

### C) ENGAGEMENTS À LONG TERME

En vertu de contrats non résiliables, la Société s'est engagée à faire l'acquisition, au cours des prochains exercices, d'immobilisations corporelles totalisant 1 998 000 \$ et de matières premières et autres totalisant 9 922 000 \$.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## D) VENTES D'ENTREPRISES

Dans le cadre de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise, en plus de toute indemnisation éventuelle pouvant découler de l'inexécution de clauses restrictives ou du non-respect d'une déclaration de garantie, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. De façon générale, les modalités et le montant d'une telle indemnisation sont limités par la convention. La Société n'a pas constaté de montant à l'état consolidé de la situation financière à l'égard de ces ventes puisqu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre cette obligation et que ce montant ne peut être estimé de manière fiable.

## E) AUTRES ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à verser des honoraires de 39 084 000 \$ au 31 mars 2012 aux intermédiaires financiers pour le démarchage d'Immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander et pour la fermeture des dossiers des Immigrants investisseurs. Par ailleurs, la Société cautionne les engagements de contrat de location de ses coentreprises pour un montant de 9 898 000 \$ au 31 mars 2012.

## 39. INSTRUMENTS FINANCIERS

## A) VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les instruments financiers sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière à la juste valeur ou au coût après amortissement selon la catégorie dans laquelle ils sont classés. La valeur comptable des instruments financiers de chacune des catégories se détaille comme suit :

|  | 31 mars<br>2012   |  |   |                      |                                 |           |
|--|---|--|---|----------------------|---------------------------------|-----------|
|  | Classés à la<br>juste valeur<br>par le biais<br>du résultat net | Désignés à<br>la juste valeur<br>par le biais du<br>résultat net | Actifs<br>financiers<br>disponibles<br>à la vente | Prêts et<br>créances | Autres<br>passifs<br>financiers | Total     |
| <b>Actifs financiers</b>                           |   |  |   |                      |                                 |           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie            | –   | 3 188  | –   | 231 777              | –                               | 234 965   |
| Placements temporaires                             | –   | 1 152  | –   | 392 246              | –                               | 393 398   |
| Débiteurs  | 710   | –  | –   | 80 560               | –                               | 81 270    |
| Honoraires de garantie à recevoir                  | –   | –  | –   | 26 801               | –                               | 26 801    |
| Billets à recevoir du gouvernement<br>du Québec    | –   | –  | –   | 3 558 290            | –                               | 3 558 290 |
| Prêts  | –   | –  | –   | 573 440              | –                               | 573 440   |
| Placements   | 13 746  | 361 636  | 666 925   | –                    | –                               | 1 042 307 |
| Autres actifs financiers                           | –   | –  | –   | 3 939                | –                               | 3 939     |
|  | 14 456  | 365 976  | 666 925   | 4 867 053            | –                               | 5 914 410 |
| <b>Passifs financiers</b>                          |   |  |   |                      |                                 |           |
| Découverts bancaires                               | –   | –  | –   | –                    | 2 448                           | 2 448     |
| Emprunts bancaires                                 | –   | –  | –   | –                    | 5 855                           | 5 855     |
| Créditeurs et charges à payer                      | –   | –  | –   | –                    | 84 712                          | 84 712    |
| Dette à long terme                                 | –   | –  | –   | –                    | 3 537 900                       | 3 537 900 |
| Avances du gouvernement du Québec,<br>sans intérêt | –   | –  | –   | –                    | 368 817                         | 368 817   |
| Passif au titre de la garantie                     | –   | –  | –   | –                    | 132 668                         | 132 668   |
|  | –   | –  | –   | –                    | 4 132 400                       | 4 132 400 |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1<sup>er</sup> avril  
**2011**

|  | Classés à la<br>juste valeur<br>par le biais<br>du résultat net | Désignés à<br>la juste valeur<br>par le biais du<br>résultat net | Actifs<br>financiers<br>disponibles<br>à la vente | Prêts et<br>créances | Autres<br>passifs<br>financiers | Total     |
|--|---|--|---|----------------------|---------------------------------|-----------|
| <b>Actifs financiers</b>                           |   |  |   |                      |                                 |           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie            | —   | 17 120   | —   | 218 684              | —                               | 235 804   |
| Placements temporaires                             | —   | 2 409  | —   | —                    | —                               | 2 409     |
| Débiteurs  | —   | —  | —   | 67 368               | —                               | 67 368    |
| Honoraires de garantie à recevoir                  | —   | —  | —   | 17 540               | —                               | 17 540    |
| Billets à recevoir du gouvernement<br>du Québec    | —   | —  | —   | 3 194 185            | —                               | 3 194 185 |
| Prêts  | —   | —  | —   | 610 101              | —                               | 610 101   |
| Placements   | 67 756  | 330 024  | 682 777   | —                    | —                               | 1 080 557 |
| Autres actifs financiers                           | —   | —  | —   | 6 632                | —                               | 6 632     |
|  | 67 756  | 349 553  | 682 777   | 4 114 510            | —                               | 5 214 596 |
| <b>Passifs financiers</b>                          |   |  |   |                      |                                 |           |
| Découverts bancaires                               | —   | —  | —   | —                    | 61                              | 61        |
| Emprunts bancaires                                 | —   | —  | —   | —                    | 1 200                           | 1 200     |
| Créditeurs et charges à payer                      | 1 713   | —  | —   | —                    | 91 662                          | 93 375    |
| Dette à long terme                                 | —   | —  | —   | —                    | 3 239 653                       | 3 239 653 |
| Avances du gouvernement du Québec,<br>sans intérêt | —   | —  | —   | —                    | 323 817                         | 323 817   |
| Passif au titre de la garantie                     | —   | —  | —   | —                    | 134 542                         | 134 542   |
|  | 1 713   | —  | —   | —                    | 3 790 935                       | 3 792 648 |

134  
135

**B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

La détermination de la juste valeur a pour objet d'établir à quel montant les instruments financiers pourraient être échangés entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Étant donné le rôle du jugement dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation et d'estimation acceptables pour le calcul des justes valeurs, celles-ci ne sont pas nécessairement comparables entre les différentes entités. La juste valeur se fonde sur la situation du marché à un moment précis et, de ce fait, ne reflète pas nécessairement la juste valeur future des instruments. Elle ne saurait être interprétée comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché. La Société utilise le cours du marché (cours acheteur ou vendeur), lorsqu'il est disponible, pour évaluer la juste valeur des instruments financiers. S'il n'existe pas de marché ou si le marché n'est pas considéré comme assez liquide, la Société détermine la juste valeur initiale au moyen de techniques d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation et d'autres méthodes d'évaluation couramment utilisées sur le marché.

Pour l'évaluation ultérieure des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, les cours publiés dans un marché actif représentent la meilleure indication de la juste valeur, et s'ils sont disponibles, la Société les utilise pour évaluer les instruments financiers. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif lorsqu'il est possible d'avoir facilement et régulièrement accès à des cours auprès d'une Bourse, d'un contrepartiste, d'un courtier, d'un groupe sectoriel ou d'un service d'évaluation des cours ou d'un organisme de réglementation, et que ces cours reflètent des transactions réelles effectuées régulièrement sur le marché dans des conditions normales de concurrence. La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur, et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la Société détermine la juste valeur de l'instrument financier au moyen d'une technique d'évaluation faisant principalement appel à des données observables sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres choses, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, la référence à la juste valeur actuelle d'un instrument comparable, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et toute autre technique d'évaluation couramment utilisée par les intervenants sur le marché, s'il a été démontré que cette technique produit des estimations fiables.



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, la Société a recours à des hypothèses au sujet du montant, du moment de la réalisation des flux de trésorerie futurs estimatifs et des taux d'actualisation estimatifs utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes tels les courbes de taux sans risque, les facteurs de volatilité et le risque de crédit. Pour les prêts et créances, les modèles d'évaluation reposent sur certaines hypothèses non observables sur le marché telles que la détermination des remboursements variables futurs. Le remplacement de ces hypothèses par une autre pourrait se traduire par une juste valeur différente.

Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur estimative des instruments financiers figurant à l'état consolidé de la situation financière, cette dernière étant établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-après.

|  | 31 mars<br>2012     |              | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |              |
|--|---------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
|  | Valeur<br>comptable | Juste valeur | Valeur<br>comptable           | Juste valeur |
| <b>Actifs financiers</b>   |                     |              |                               |              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                | 234 965             | 234 965      | 235 804                       | 235 804      |
| Placements temporaires   | 393 398             | 393 398      | 2 409                         | 2 409        |
| Débiteurs  | 81 270              | 81 270       | 67 368                        | 67 368       |
| Honoraires de garantie à recevoir                                      | 26 801              | 28 142       | 17 540                        | 20 881       |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec                           | 3 558 290           | 3 651 050    | 3 194 185                     | 3 254 835    |
| Prêts  | 573 440             | 646 657      | 610 101                       | 656 592      |
| Placements :   |                     |              |                               |              |
| Billets à terme adossés à des actifs                                   | 74 573              | 74 573       | 72 006                        | 72 006       |
| Placements dans des organismes de capital-risque                       | 10 512              | 10 512       | 11 179                        | 11 179       |
| Placements dans des organismes de capital-risque de sociétés associées | 276 193             | 276 193      | 246 411                       | 246 411      |
| Instruments financiers dérivés   | 13 746              | 13 746       | 67 756                        | 67 756       |
| Autres   | 358                 | 358          | 428                           | 428          |
| Actions participantes de sociétés cotées en Bourse                     | 452 842             | 452 842      | 473 003                       | 473 003      |
| Actions participantes de sociétés privées                              | 56 922              | 56 922       | 56 405                        | 56 405       |
| Obligations et autres titres de créance                                | 157 161             | 157 161      | 153 369                       | 153 369      |
| Autres actifs financiers   | 3 939               | 3 939        | 6 632                         | 6 632        |
|  | 5 914 410           | 6 081 728    | 5 214 596                     | 5 325 078    |
| <b>Passifs financiers</b>  |                     |              |                               |              |
| Découverts bancaires   | 2 448               | 2 448        | 61                            | 61           |
| Emprunts bancaires   | 5 855               | 5 855        | 1 200                         | 1 200        |
| Créditeurs et charges à payer  | 84 712              | 84 712       | 93 375                        | 93 375       |
| Dette à long terme   | 3 537 900           | 3 635 873    | 3 239 653                     | 3 317 506    |
| Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt                        | 368 817             | 368 817      | 323 817                       | 323 817      |
| Passif au titre de la garantie   | 132 668             | 127 595      | 134 542                       | 113 352      |
|  | 4 132 400           | 4 225 300    | 3 792 648                     | 3 849 311    |

La juste valeur des instruments financiers figurant à l'état consolidé de la situation financière est estimée d'après les méthodes et les hypothèses suivantes :

## i) Instruments financiers dont la juste valeur est égale à la valeur comptable

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des débiteurs, des découverts bancaires, des emprunts bancaires, des créditeurs et des charges à payer, des avances du gouvernement du Québec et des autres actifs est approximativement égale à la juste valeur, compte tenu de la nature de ces instruments financiers.

## ii) Placements temporaires

Les placements temporaires dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition sont comptabilisés à leur juste valeur à l'état consolidé de la situation financière, qui est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur à la date de clôture.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### iii) Honoraires de garantie à recevoir

La juste valeur des honoraires de garantie à recevoir est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles créances ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour les créances douteuses, la juste valeur est réputée équivalente à la valeur comptable, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 3, sous la rubrique « Garanties ».

### iv) Prêts

La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie au taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour les prêts douteux, la juste valeur est réputée équivalente à la valeur comptable, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 3, sous la rubrique « Prêts ».

Pour les prêts au taux inférieur au taux du marché, ce dernier est établi à partir des courbes de taux sans risque auquel est ajoutée une prime pour tenir compte du risque du client. Cette prime de risque est obtenue en observant les écarts de crédit sur les marchés.

### v) Placements

Les placements sont comptabilisés à leur juste valeur à l'état consolidé de la situation financière. La juste valeur des placements est déterminée en fonction des cours acheteur publiés dans un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est estimée à partir de techniques d'évaluation qui se fondent sur des données observées dans les marchés actifs, notamment les prix courants du marché, les prix contractuels des instruments sous-jacents et les courbes de rendement des taux d'intérêt.

### vi) Billets à recevoir du gouvernement du Québec

La juste valeur des billets à recevoir du gouvernement du Québec est évaluée par l'actualisation des flux de trésorerie au taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux billets ayant sensiblement les mêmes modalités.

136  
137

### vii) Dette à long terme

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie au taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des dettes comportant des conditions et des risques similaires.

### viii) Passif au titre de la garantie

La juste valeur du passif au titre de la garantie est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie au taux d'honoraires de garantie et au taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles garanties ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour les garanties relatives aux entreprises insolubles ou dont l'insolvabilité semble probable à court terme, la juste valeur correspond au passif au titre de la garantie, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 3, sous la rubrique « Garanties ».

## C) HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats d'instruments financiers dérivés négociés sur un marché actif.
- Niveau 2 : La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien.
- Niveau 3 : La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière et classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment :

|  | 31 mars<br>2012 |          |          |           |
|--|-----------------|----------|----------|-----------|
|  | Niveau 1        | Niveau 2 | Niveau 3 | Total     |
| <b>Actifs financiers</b>   |                 |          |          |           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                | 1 193           | 1 995    | –        | 3 188     |
| Placements temporaires   | –               | 1 152    | –        | 1 152     |
| Billets à terme adossés à des actifs                                   | –               | 74 573   | –        | 74 573    |
| Placements dans des organismes de capital-risque                       | 2 183           | –        | 8 329    | 10 512    |
| Placements dans des organismes de capital-risque de sociétés associées | –               | –        | 276 193  | 276 193   |
| Instruments financiers dérivés   | 402             | 710      | 13 702   | 14 814    |
| Actions participantes de sociétés cotées en Bourse                     | 452 842         | –        | –        | 452 842   |
| Actions participantes de sociétés privées                              | –               | –        | 56 922   | 56 922    |
| Obligations et autres titres de créance                                | –               | 157 161  | –        | 157 161   |
|  | 456 620         | 235 591  | 355 146  | 1 047 357 |

|  | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |          |          |           |
|--|-------------------------------|----------|----------|-----------|
|  | Niveau 1                      | Niveau 2 | Niveau 3 | Total     |
| <b>Actifs financiers</b>   |                               |          |          |           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                | 2 430                         | 14 690   | –        | 17 120    |
| Placements temporaires   | –                             | 2 409    | –        | 2 409     |
| Billets à terme adossés à des actifs                                   | –                             | 72 006   | –        | 72 006    |
| Placements dans des organismes de capital-risque                       | 2 160                         | –        | 9 019    | 11 179    |
| Placements dans des organismes de capital-risque de sociétés associées | –                             | –        | 246 411  | 246 411   |
| Instruments financiers dérivés   | 872                           | –        | 67 312   | 68 184    |
| Actions participantes de sociétés cotées en Bourse                     | 473 003                       | –        | –        | 473 003   |
| Actions participantes de sociétés privées                              | –                             | 45 042   | 11 363   | 56 405    |
| Obligations et autres titres de créance                                | –                             | 153 369  | –        | 153 369   |
|  | 478 465                       | 287 516  | 334 105  | 1 100 086 |

**Passifs financiers**

|                                |   |       |   |       |
|--------------------------------|---|-------|---|-------|
| Instruments financiers dérivés | – | 1 713 | – | 1 713 |
|--------------------------------|---|-------|---|-------|

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de hiérarchie. La variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 est comme suit :

|  | Actions de sociétés privées | Instruments financiers dérivés | Placements dans des organismes de capital-risque | Total          |
|--|-----------------------------|--------------------------------|--|----------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2011</b>      | 11 363                      | 67 312                         | 255 430  | 334 105        |
| Profit (perte) comptabilisé au résultat net    | –                           | (17 348)                       | (2 987)  | (20 335)       |
| Profit (perte) comptabilisé au résultat global | 2 216                       | –                              | –  | 2 216          |
| Règlement                                      | 4 255                       | (15 200)                       | –  | (10 945)       |
| Acquisitions                                   | 6 244                       | 318                            | 49 284   | 55 846         |
| Dispositions                                   | (12 198)                    | (21 380)                       | (17 205)   | (50 783)       |
| Transfert depuis le niveau 2                   | 45 042                      | –                              | –  | 45 042         |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                   | <b>56 922</b>               | <b>13 702</b>                  | <b>284 522</b>                                   | <b>355 146</b> |

Les pertes comptabilisées au résultat net et imputables aux instruments financiers classés dans le niveau 3 détenus par la Société au 31 mars 2012 totalisent 38 961 000 \$ et sont présentées sous la rubrique « Variation nette des placements à la juste valeur par le biais du résultat net » au résultat net.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au cours de l'exercice, un placement dans des actions non cotées classé comme disponible à la vente a été transféré du niveau 2 au niveau 3 en raison des changements du caractère désormais non observable sur le marché des données utilisées pour l'établissement de sa juste valeur.

### D) SENSIBILITÉ DES ACTIFS DU NIVEAU 3

#### i) Actions de sociétés privées

Les actions de sociétés privées sont principalement sensibles au taux d'actualisation et au multiple du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA), ainsi qu'au bénéfice avant intérêts et impôts (BAII), utilisés dans l'évaluation de leur juste valeur. Ainsi, l'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables des données non observables.

|                           | Augmentation de 2 % | Diminution de 2 % |
|---------------------------|---------------------|-------------------|
| Effet sur la juste valeur | 2 856               | (3 075)           |

#### ii) Instruments financiers

Aux fins de l'évaluation de la sensibilité de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3, un changement de 1 % de taux aurait les effets suivants sur leur juste valeur :

|   | Augmentation de 1 % | Diminution de 1 % |
|---|---------------------|-------------------|
| Effet d'une variation du cours boursier | 370                 | (367)             |
| Effet d'une variation de la volatilité  | 61                  | (59)              |

#### iii) Placements dans des organismes de capital-risque

Même si, pour la plupart, ils ne sont pas transigés sur un marché boursier, les placements dans des organismes de capital-risque exposent la Société à un risque de marché. En effet, la juste valeur de ces investissements peut fluctuer dans le temps en fonction, entre autres, des conditions économiques et des flux monétaires des différentes entreprises dans lesquelles la Société a investi.

138  
139

La sensibilité de la juste valeur a été évaluée à partir des variations historiques des justes valeurs. Donc, advenant une hausse de 3 %, la juste valeur des placements dans des organismes de capital-risque augmenterait de 8 515 000 \$, et advenant une baisse de 3 %, la juste valeur diminuerait de 8 515 000 \$.

## 40. GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché découlant des variations des cours des monnaies étrangères, des variations des taux d'intérêt et des fluctuations des marchés boursiers et des prix de l'aluminium. Les stratégies, les politiques ainsi que les processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble des activités facilitent la gestion du rapport risque-rendement à l'intérieur de limites définies par la Société.

La Société gère ces expositions au risque sur une base continue. Afin de limiter l'effet sur ses résultats nets et sur sa situation financière découlant de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix de l'aluminium, la Société peut recourir à l'utilisation de divers instruments financiers dérivés. La Société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers dérivés qu'aux fins de gestion de ses risques et des engagements ou obligations existants ou prévus, compte tenu de son expérience passée.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## A) RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte que la Société pourrait subir en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. La Société est exposée au risque de crédit notamment par le biais de ses opérations de prêts et de garanties financières, de ses engagements de prêts et de garanties financières et de ses activités d'investissement. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux placements temporaires, aux débiteurs, aux placements tels que les BTAA et à certains placements dans des organismes de capital-risque, aux prêts et aux billets à recevoir du gouvernement du Québec.

## i) Concentration du risque

La concentration importante du risque de crédit correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des investissements soit confinée dans un sous-ensemble du portefeuille de la Société. Une telle concentration pourrait rendre la Société vulnérable aux difficultés d'une entreprise cliente, d'une industrie, d'une région ou d'un produit financier donné. La Société a mis en place un système de reddition de comptes relativement au suivi du profil général du portefeuille afin d'évaluer la répartition des investissements par secteur d'industrie. Dans son ensemble, le portefeuille des investissements respecte les limites maximales établies par la Société quant à l'exposition au risque de crédit. La direction est d'avis que le risque de concentration de crédit ne présente pas d'incidence significative pour la Société.

## ii) Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit au 31 mars 2012, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, se détaille comme suit :

|   | 31 mars<br>2012  |
|---|------------------|
| <b>À l'état de la situation financière</b>                    |                  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                       | 234 965          |
| Placements temporaires  | 393 398          |
| Débiteurs   | 81 270           |
| Honoraires de garantie à recevoir                             | 26 801           |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec                  | 3 558 290        |
| Prêts   | 573 440          |
| Placements  | 515 690          |
| Autres actifs financiers                                      | 3 369            |
|   | <b>5 387 223</b> |
| <b>Hors bilan</b>   |                  |
| Garanties   | 422 149          |
| Engagements de prêts – Ententes acceptées par les clients     | 229 757          |
| Engagements de garanties – Ententes acceptées par les clients | 178 608          |
| Engagement d'investissement                                   | 246 595          |
|   | <b>1 077 109</b> |
|   | <b>6 464 332</b> |

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent principalement de dépôts temporaires liquides, ainsi que des titres à court terme émis ou garantis par le gouvernement du Canada, des provinces canadiennes, d'une municipalité du Québec ou d'une institution financière canadienne. L'exposition maximale au risque de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie correspond à leur valeur comptable. La Société atténue le risque de crédit lié à ces instruments financiers en respectant sa politique en matière de placements temporaires, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### Débiteurs

Pour réduire son risque associé aux débiteurs, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit pour tout nouveau client. La Société ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses clients et de leurs secteurs d'activité, la Société croit que la concentration du risque de crédit à l'égard des débiteurs est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des clients. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

L'analyse chronologique des débiteurs au 31 mars 2012 est comme suit :

|   | 31 mars<br>2012 |
|---|-----------------|
| Courants                                    | 66 902          |
| En souffrance depuis 1 à 60 jours           | 1 549           |
| En souffrance depuis 61 à 90 jours          | 600             |
| En souffrance depuis plus de 90 jours       | 467             |
|   | 69 518          |
| Moins la provision pour pertes sur créances | 5 660           |
|   | 63 858          |

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour pertes sur créances sont comme suit :

|   |              |     |
|---|--------------|-----|
| Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2011           | 5 000        | 140 |
| Perte de valeur comptabilisée au résultat net | 871          |     |
| Montants recouvrés                            | (211)        | 141 |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>                  | <b>5 660</b> |     |

La Société ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses clients. Au 31 mars 2012, 21 % des comptes clients sont garantis par un assureur.

### Prêts et garanties

Les décisions relatives à l'octroi de crédit s'appuient principalement sur les résultats de l'évaluation du risque. Les facteurs évalués comprennent, outre la solvabilité du client, les garanties disponibles ainsi que la conformité de la transaction aux politiques, normes et procédures de la Société. Chaque décision d'octroi de crédit relève d'instances différentes au sein de la Société, selon l'envergure et le degré de risque de l'opération de crédit envisagée.

Un suivi systématique des interventions financières est effectué. Il prévoit notamment l'obtention et l'analyse des états financiers annuels de chaque entreprise, la production annuelle d'un rapport sur l'évolution de celle-ci, une révision périodique de la notation du risque de crédit et une mise à jour de la valeur des sûretés afin de déterminer la provision pour pertes.

Pour ce faire, la Société utilise un système de notation des entreprises selon le risque financier qu'elles présentent. Ce système permet de faire l'évaluation initiale du risque et d'apparier la tarification avec le niveau de risque. De plus, il facilite le suivi de l'évolution des interventions financières et permet de surveiller les entreprises en difficulté.

Des sûretés et des cautions totalisant 295 832 000 \$ pour les prêts et 35 286 000 \$ pour les garanties atténuent le risque de crédit des prêts et des garanties de sorte que l'exposition maximale au risque de crédit s'établit à 664 471 000 \$ pour ces actifs financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**Placements**

La Société évalue régulièrement la cote de solvabilité de ses contreparties. La Société atténue le risque de crédit lié à ces instruments financiers en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

**B) RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société de réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. Le risque de liquidité découle également des difficultés que pourrait éprouver la Société à liquider, le cas échéant, certains éléments d'actif acquis dans le cours normal de ses activités.

La Société établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. La Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par l'exploitation des activités poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Ainsi, la Société voit à appairer les entrées de fonds les plus importantes avec les sorties de fonds. La Société maintient une diversité de sources de financement incluant notamment des ententes d'emprunts conclues avec des institutions financières.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers ainsi que les obligations hors bilan au 31 mars 2012. Les montants indiqués incluent le capital et les intérêts, le cas échéant.

|  | Moins de 1 an | De 1 an<br>à 3 ans | De 4 à 5 ans | Plus de 5 ans | Échéance<br>indéterminée | Total     |
|--|---------------|--------------------|--------------|---------------|--------------------------|-----------|
| <b>Instruments financiers<br/>inscrits à l'état de la situation financière</b> |               |                    |              |               |                          |           |
| Découverts bancaires   | 2 448         | —                  | —            | —             | —                        | 2 448     |
| Emprunts bancaires   | 5 855         | —                  | —            | —             | —                        | 5 855     |
| Créditeurs et charges à payer  | 84 712        | —                  | —            | —             | —                        | 84 712    |
| Avances du gouvernement du Québec  | 368 817       | —                  | —            | —             | —                        | 368 817   |
| Dette à long terme   | 677 024       | 1 399 898          | 1 723 687    | —             | 4 876                    | 3 805 485 |
| Passif au titre de la garantie <sup>(1)</sup>                                  | —             | —                  | —            | —             | 132 668                  | 132 668   |
|  | 1 138 856     | 1 399 898          | 1 723 687    | —             | 137 544                  | 4 399 985 |
| <b>Obligations hors bilan</b>  |               |                    |              |               |                          |           |
| Engagements de financement et<br>d'investissement <sup>(2)</sup>               | 254 769       | 359 151            | 42 574       | 10 000        | 243 339                  | 909 833   |
| Garanties <sup>(1)</sup>   | —             | —                  | —            | —             | 422 149                  | 422 149   |
|  | 254 769       | 359 151            | 42 574       | 10 000        | 665 488                  | 1 331 982 |
|  | 1 393 625     | 1 759 049          | 1 766 261    | 10 000        | 803 032                  | 5 731 967 |

(1) Les montants relatifs à ces passifs et obligations hors bilan n'ont pas d'échéance spécifique et peuvent être déboursés en tout temps.

(2) Les engagements de financement et d'investissement comprennent la quote-part dans les engagements en capital des entreprises associées de 11,3 millions de dollars.

**C) RISQUE DE MARCHÉ**

Le risque de marché correspond au risque que des variations des prix de marché, tels que les taux d'intérêt, les taux de change et les cours boursiers ou des marchandises, influent sur la valeur des instruments financiers détenus par la Société. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

**i) Évaluation du risque de marché**

En raison des placements classés comme disponibles à la vente et des actifs financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, la Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des cours boursiers. La politique de placement encadre le risque de marché grâce à plusieurs limites qui visent à maximiser la diversification du portefeuille.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Afin de quantifier ce risque, le modèle de simulation de la valeur à risque (VaR) est un outil de gestion des risques de marché fréquemment utilisé dans l'industrie financière. La VaR représente la valeur maximale des pertes potentielles sur un horizon de temps, à un niveau de confiance déterminé. Les résultats de la VaR présentés ci-après simulent les pertes potentielles à partir des données quotidiennes du marché des deux dernières années. Le niveau de confiance est de 99 % et l'horizon de temps choisi est d'une journée.

VaR au 31 mars :

|                                | 2012     |
|--------------------------------|----------|
| Taux d'intérêt                 | (808)    |
| Taux de change                 | (3 370)  |
| Cours boursiers                | (14 761) |
| Diversification <sup>(a)</sup> | 4 322    |
|                                | (14 617) |

(a) La diversification correspond en la différence entre la somme des VaR des différents risques de marché et la VaR globale, étant donné que les trois types de risque ne sont pas parfaitement corrélés.

### ii) Risque structurel de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt entraîne une fluctuation des revenus liés principalement à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux BTAA, aux prêts à taux variable et aux placements ainsi qu'aux frais d'intérêts liés à certains emprunts de la Société.

L'ampleur de cette fluctuation pour la Société est fonction de plusieurs facteurs, dont la différence entre les dates d'échéance ou les dates de réévaluation des éléments à l'état consolidé de la situation financière et hors bilan.

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le résultat net, d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points centésimaux du taux d'intérêt en supposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire ne soit effectuée. Les montants présentés n'incluent pas l'impact de la dépense de provision pour pertes. Le montant des actifs ayant une exposition au risque totalise 1 122 405 000 \$.

Sensibilité au taux d'intérêt au 31 mars :

|   | 2012     |
|---|----------|
| <b>Augmentation du taux d'intérêt de 100 points centésimaux</b> |          |
| Impact sur le résultat net                                      | 11 381   |
| <b>Diminution du taux d'intérêt de 100 points centésimaux</b>   |          |
| Impact sur le résultat net                                      | (11 381) |

142  
143



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## iii) Risque de taux de change

La Société est exposée au risque de change sur ses ventes, ses achats et ses placements libellés en une monnaie autre que sa monnaie fonctionnelle, soit le dollar canadien, et de la monnaie fonctionnelle d'une de ses filiales, soit le dollar américain.

L'exposition de la Société au risque de change s'établit comme suit :

|   | 31 mars<br>2012 |         |     |
|---|-----------------|---------|-----|
|   | CAD             | USD     | EUR |
| <b>Actifs financiers</b>                                  |                 |         |     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                   | 205             | 790     | 418 |
| Débiteurs   | 521             | 9 254   | —   |
| Honoraires de garantie à recevoir                         | —               | 219     | —   |
| Titres de créance disponibles à la vente                  | —               | 55 054  | —   |
| Prêts et créances   | —               | 227 108 | —   |
| Placements à la juste valeur par le biais du résultat net | —               | 11 465  | —   |
| Billets à terme adossés à des actifs                      | —               | 17 371  | —   |
|   | 726             | 321 261 | 418 |
| <b>Passifs financiers</b>                                 |                 |         |     |
| Créditeurs et charges à payer                             | 2 691           | 214     | 63  |
| Dette à long terme  | 9 744           | —       | —   |
| Autres passifs à long terme                               | 15 302          | 842     | —   |
| Exposition nette  | (27 011)        | 320 205 | 355 |

La sensibilité au taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des postes à la date de clôture. Au 31 mars 2012, si le dollar canadien avait varié de 1 %, à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec le dollar américain et l'euro, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 1 058 000 \$, alors que les autres éléments du résultat global auraient été respectivement inférieurs ou supérieurs de 1 870 000 \$ au 31 mars 2012.

Au cours de l'exercice, la Société a pris part dans des contrats à terme de change pour un montant nominal totalisant 179 987 000 \$ US. Au 31 mars 2012, si le dollar canadien avait varié de 1 % à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec le dollar américain, le résultat net de la Société aurait été respectivement inférieur de 1 763 000 \$ ou supérieur de 1 836 000 \$ en raison de ces contrats à terme de change.

## iv) Risque de prix

**Couvertures de flux de trésorerie**

Une filiale de la Société est exposée au risque des fluctuations du prix de l'aluminium sur le marché. Afin de minimiser l'effet des fluctuations du prix de l'aluminium sur ses résultats et son état de la situation financière, la filiale a conclu des contrats à terme selon lesquels elle échange, sur une base mensuelle, le montant résultant de la différence entre le prix fixe et le prix variable selon un indice de prix de l'aluminium. Ces contrats sont utilisés exclusivement à des fins de couverture des flux de trésorerie. Au 31 mars 2012, il n'y a aucun contrat à terme en cours pour la vente d'aluminium.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, cette filiale a également mis en place une relation de couverture pour gérer une partie de son exposition aux fluctuations des flux de trésorerie liées à ses ventes futures d'aluminium à prix variable. Le dérivé incorporé basé sur le prix de marché de l'aluminium inclus dans le contrat d'approvisionnement en électricité a été désigné comme élément de couverture. La juste valeur de l'élément de couverture au 31 mars 2012 est de 710 000 \$.

Aucune inefficacité découlant des couvertures de flux de trésorerie n'a été comptabilisée au résultat net.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### *Couvertures de juste valeur*

La filiale est également exposée au risque de prix de marché compte tenu qu'elle a conclu des contrats de vente d'aluminium à prix fixe avec certains de ses clients. Une fluctuation du prix de l'aluminium entraînerait une fluctuation de la juste valeur de ces engagements fermes. Afin de minimiser ce risque, la filiale a conclu des contrats à terme sur le prix de l'aluminium qui prévoient le paiement de flux de trésorerie à un prix fixe et la réception de flux de trésorerie fondée sur le prix variable de l'aluminium. Ces contrats sont utilisés exclusivement à des fins de couverture de la juste valeur.

Au 31 mars 2012, la Société a convenu d'acheter 2 400 tonnes d'aluminium (1 325 au 1<sup>er</sup> avril 2011) à un prix variant de 2 039 \$ US à 2 535 \$ US la tonne (2 249 \$ US à 2 643 \$ US au 1<sup>er</sup> avril 2011) en vertu de contrats d'échange dont les échéances vont d'avril 2012 à janvier 2013.

## 41. PARTIES LIÉES

La Société, qui est sous le contrôle exclusif du gouvernement du Québec, est liée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Toutes ces opérations sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles étaient effectuées avec des parties non liées.

À ce titre, une filiale de la Société a comptabilisé un montant de 58 073 000 \$ à titre de revenus provenant du gouvernement du Québec pour la gestion du Programme de création d'emplois en forêt, du Programme d'investissements sylvicoles et du Fonds d'adaptation des collectivités, dont un montant à recevoir de 1 331 000 \$ au 31 mars 2012. Ces montants, incluant les sommes perçues relativement aux agences de mise en valeur qui se chiffrent à 6 950 000 \$ en 2012, sont présentés au montant net aux résultats. À l'exception des transactions divulguées distinctement aux états financiers, la Société n'a conclu aucune autre opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

144  
145

### A) MONTANTS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En vertu de la Loi sur Investissement Québec, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, les pertes et les manques à gagner, en vertu de certains programmes qui existaient avant la fusion et qui ont été transférés à la Société, sont des obligations de celle-ci. À cette date, ces programmes continuent à s'appliquer à toute aide financière accordée conformément à ceux-ci, jusqu'à l'échéance de cette aide. Les pertes et les manques à gagner qui pourraient résulter de l'aide accordée conformément à ces programmes font l'objet d'une indemnisation partielle par le gouvernement du Québec. Les pertes et les manques à gagner ont été évalués à la date de la fusion. Cette évaluation peut être révisée jusqu'au 31 mars 2016, au moment où le gouvernement fixe la rémunération de la Société. Le montant recouvrable du gouvernement du Québec totalise 64 210 000 \$ au 31 mars 2012 (117 320 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011).

### B) AVANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les placements de la filiale IQ FIER inc. ainsi que les placements dans certains fonds sont financés par des avances du ministre des Finances en vertu de décrets. Le solde des avances totalise 368 817 000 \$ au 31 mars 2012 (323 817 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2011). Ces avances ne portent pas intérêt et sont remboursables sur demande.

La Société est également liée à ses principaux dirigeants, qui comprennent les membres du conseil d'administration et les cadres supérieurs. Leur rémunération est composée comme suit :

|   | 2012  |
|---|-------|
| Avantages du personnel à court terme    | 2 625 |
| Autres avantages postérieurs à l'emploi | 788   |
|   | 3 413 |

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**42. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**

Le 2 avril 2012, une filiale de la Société a cédé 49,96 % de sa participation dans Aluminerie Alouette en contrepartie d'un montant de 186,0 millions de dollars US, générant un gain de 97,7 millions de dollars US qui sera comptabilisé au cours du prochain exercice. Les détails relatifs aux actifs cédés dans cette transaction se retrouvent à la note 20 « Actifs détenus en vue de la vente ». À la suite de cette transaction, la Société a reçu de sa filiale, le 2 avril 2012, un dividende de 180,0 millions de dollars US.

**43. INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LA FUSION**

Comme il est indiqué à la note 2 A), les présents états financiers consolidés de la Société sont les premiers états financiers consolidés suite à la fusion et sont les premiers états financiers consolidés annuels établis selon les IFRS. Les méthodes comptables exposées à la note 3 ont été appliquées pour établir les états financiers consolidés présentés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les soldes de l'état de la situation financière d'ouverture de la Société au 1<sup>er</sup> avril 2011, soit la date de la fusion, ont été déterminés de la façon suivante :

|   | Investissement<br>Québec Consolidé<br>fusionnée<br>(note B) | Société générale<br>de financement du<br>Québec Consolidé<br>(note A) | Total consolidé<br>de la Société |     |
|---|---|---|----------------------------------|-----|
| <b>ACTIF</b>  |   |   |                                  |     |
| <b>Actif courant</b>  |   |   |                                  |     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                             | 97 834  | 137 970   | 235 804                          |     |
| Placements temporaires  | 2 409   | –   | 2 409                            |     |
| Débiteurs   | 1 785   | 65 583  | 67 368                           |     |
| Honoraires de garantie à recevoir                                   | 6 351   | –   | 6 351                            |     |
| Stocks  | –   | 59 798  | 59 798                           |     |
| Frais payés d'avance  | 73  | 3 704   | 3 777                            |     |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec                        | 523 716   | –   | 523 716                          |     |
| Prêts   | 26 338  | 47 713  | 74 051                           |     |
| Placements  | 12 659  | 14 548  | 27 207                           |     |
| Montants recouvrables du gouvernement du Québec                     | 41 213  | –   | 41 213                           |     |
| Autres actifs financiers  | –   | 476   | 476                              |     |
| Actifs détenus en vue de la vente                                   | –   | 56 862  | 56 862                           |     |
|   | 712 378   | 386 654   | 1 099 032                        |     |
| Honoraires de garantie à recevoir                                   | 11 189  | –   | 11 189                           |     |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec                        | 2 670 469   | –   | 2 670 469                        |     |
| Prêts   | 72 639  | 463 411   | 536 050                          |     |
| Placements  | 519 195   | 534 155   | 1 053 350                        |     |
| Participations dans des entreprises mises en équivalence            | –   | 320 869   | 320 869                          | 146 |
| Montants recouvrables du gouvernement du Québec                     | 76 107  | –   | 76 107                           | 147 |
| Immobilisations corporelles   | 4 002   | 247 112   | 251 114                          |     |
| Actifs biologiques  | –   | 65 642  | 65 642                           |     |
| Immobilisations incorporelles                                       | 1 517   | 35 437  | 36 954                           |     |
| Autres actifs financiers  | 233   | 5 923   | 6 156                            |     |
|   | 3 355 351   | 1 672 549   | 5 027 900                        |     |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>   | <b>4 067 729</b>  | <b>2 059 203</b>  | <b>6 126 932</b>                 |     |
| <b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>                                   |   |   |                                  |     |
| <b>Passif courant</b>   |   |   |                                  |     |
| Découverts bancaires  | –   | 61  | 61                               |     |
| Emprunts bancaires  | –   | 1 200   | 1 200                            |     |
| Créditeurs et charges à payer                                       | 24 548  | 68 827  | 93 375                           |     |
| Passif au titre des avantages du personnel                          | 9 259   | –   | 9 259                            |     |
| Tranche à court terme de la dette à long terme                      | 515 088   | 8 946   | 524 034                          |     |
| Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt                     | 323 817   | –   | 323 817                          |     |
| Provisions  | –   | 1 356   | 1 356                            |     |
| Passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente                | –   | 4 864   | 4 864                            |     |
|   | 872 712   | 85 254  | 957 966                          |     |
| Dette à long terme  | 2 654 981   | 60 638  | 2 715 619                        |     |
| Subventions différées   | –   | 22 656  | 22 656                           |     |
| Provisions  | –   | 11 798  | 11 798                           |     |
| Passif au titre de la garantie                                      | 134 542   | –   | 134 542                          |     |
| Passif au titre de prestations définies                             | 4 892   | 16 949  | 21 841                           |     |
| Avantages perçus d'avance conférés par les Immigrants investisseurs | 232 430   | –   | 232 430                          |     |
| Autres passifs  | 12 126  | 2 908   | 15 034                           |     |
|   | 3 911 683   | 200 203   | 4 111 886                        |     |
| <b>Capitaux propres</b>   |   |   |                                  |     |
| Capital social  | –   | 2 673 340   | 2 673 340                        |     |
| Résultats non distribués (Déficit)                                  | 120 919   | (932 607)   | (811 688)                        |     |
| Cumul des autres éléments du résultat global                        | 35 127  | 118 267   | 153 394                          |     |
|   | 156 046   | 1 859 000   | 2 015 046                        |     |
| <b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>                      | <b>4 067 729</b>  | <b>2 059 203</b>  | <b>6 126 932</b>                 |     |

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## A) SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC CONSOLIDÉ

|  | 31 mars 2011<br>Publiés | Reclassements | Société générale<br>de financement du<br>Québec Consolidé |
|--|-------------------------|---------------|---|
| <b>ACTIF</b>   |                         |               |   |
| <b>Actif courant</b>                                     |                         |               |   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                  | 137 970                 | –             | 137 970   |
| Débiteurs  | 68 721                  | (3138) a      | 65 583  |
| Stocks   | 59 798                  | –             | 59 798  |
| Frais payés d'avance                                     | 3 704                   | –             | 3 704   |
| Prêts  | –                       | 47 713 b      | 47 713  |
| Placements   | 47 713                  | (33 165) b    | 14 548  |
| Autres actifs financiers                                 | 476                     | –             | 476   |
| Actifs détenus en vue de la vente                        | 56 862                  | –             | 56 862  |
|  | 375 244                 | 11 410        | 386 654   |
| Prêts  | –                       | 463 411 b     | 463 411   |
| Placements   | 1 012 144               | (477 959) b   | 534 155   |
| Participations dans des entreprises mises en équivalence | –                       | 320 869 c     | 320 869   |
| Participations dans des entreprises associées            | 49 310                  | (49 310) c    | –   |
| Participations dans des coentreprises                    | 271 559                 | (271 559) c   | –   |
| Immobilisations corporelles                              | 243 730                 | 3 382 d, e    | 247 112   |
| Immeubles de placements                                  | 3 837                   | (3 837) d     | –   |
| Actifs biologiques                                       | 65 642                  | –             | 65 642  |
| Immobilisations incorporelles                            | 35 557                  | (120) e       | 35 437  |
| Autres actifs financiers                                 | 2 785                   | 3 138 a       | 5 923   |
|  | 1 684 534               | (11 985)      | 1 672 549   |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                                  | <b>2 059 778</b>        | <b>(575)</b>  | <b>2 059 203</b>  |
| <b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>                        |                         |               |   |
| <b>Passif courant</b>                                    |                         |               |   |
| Découverts bancaires                                     | 61                      | –             | 61  |
| Emprunts bancaires                                       | 1 200                   | –             | 1 200   |
| Créditeurs et charges à payer                            | 68 117                  | 710 f         | 68 827  |
| Tranche à court terme de la dette à long terme           | 8 946                   | –             | 8 946   |
| Provisions   | 1 356                   | –             | 1 356   |
| Autres passifs   | 710                     | (710) f       | –   |
| Passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente     | 4 864                   | –             | 4 864   |
|  | 85 254                  | –             | 85 254  |
| Dette à long terme                                       | 60 638                  | –             | 60 638  |
| Subventions différées                                    | 23 231                  | (575) e       | 22 656  |
| Provisions   | 11 798                  | –             | 11 798  |
| Passif au titre de prestations définies                  | 16 949                  | –             | 16 949  |
| Autres passifs   | 2 908                   | –             | 2 908   |
|  | 200 778                 | (575)         | 200 203   |
| <b>Capitaux propres</b>                                  |                         |               |   |
| Capital social   | 2 673 340               | –             | 2 673 340   |
| Résultats non distribués (Déficit)                       | (932 607)               | –             | (932 607)   |
| Cumul des autres éléments du résultat global             | 118 267                 | –             | 118 267   |
|  | 1 859 000               | –             | 1 859 000   |
| <b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>           | <b>2 059 778</b>        | <b>(575)</b>  | <b>2 059 203</b>  |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La SGF a appliqué les IFRS pour la première fois le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (date de transition de la SGF).

Les montants sont tels que présentés aux états financiers consolidés de la SGF publiés au 31 mars 2011, à l'exception des éléments suivants qui ont été reclassés sous différentes rubriques aux fins de la présentation des états financiers consolidés après la fusion, tel que présenté au tableau précédent.

**EXPLICATION DES RECLASSEMENTS AUX ÉTATS FINANCIERS DE LA SGF PUBLIÉS AU 31 MARS 2011**

- a) Un montant relié à des intérêts à recevoir dans plus de 12 mois a été reclassé des « Débiteurs » aux « Autres actifs financiers ».
- b) Les prêts sont présentés sous une rubrique distincte alors qu'ils étaient présentés avec les placements.
- c) Les participations dans des entreprises associées et des coentreprises sont regroupées sous la rubrique « Participations dans des entreprises mises en équivalence » alors qu'elles étaient présentées sous des rubriques distinctes.
- d) Les immeubles de placements ont été reclassés pour être présentés avec les immobilisations corporelles alors qu'ils étaient présentés sous une rubrique distincte.
- e) Un montant de subventions différées a été reclassé en diminution des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles.
- f) Un montant courant des autres passifs a été reclassé dans les créditeurs et charges à payer.

148  
149

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## B) INVESTISSEMENT QUÉBEC CONSOLIDÉ FUSIONNÉE

Comme il est indiqué à la note 2 A), IQ n'a jamais présenté d'états financiers selon les IFRS. Aux fins de l'établissement de son état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2010 (date de transition de la Société), IQ a ajusté des montants présentés antérieurement dans ses états financiers établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (« PCGR canadiens ») au 31 mars 2010. Les tableaux et notes ci-dessous expliquent dans quelle mesure la transition des PCGR canadiens aux IFRS a eu une incidence sur IQ. Puisque l'information financière comparative n'est pas présentée, les tableaux et notes ci-dessous expliquent uniquement les impacts au 1<sup>er</sup> avril 2011. Par ailleurs, les soldes sont intégrés dans le bilan d'ouverture de la Société.

|   | PCGR CANADIENS                  |                    |                                   | Ajustements IFRS (note i) | Total IFRS |
|---|---------------------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------|
|   | Investissement Québec Consolidé | Transfert au Fonds | Sous-total transféré à la Société |                           |            |
| <b>ACTIF</b>  |                                 |                    |                                   |                           |            |
| Encaisse  | 3 578                           | –                  | 3 578                             | –                         | 3 578      |
| Placements temporaires  | 99 397                          | 2 732              | 96 665                            | –                         | 96 665     |
| Placements  | 3 725 113                       | –                  | 3 725 113                         | –                         | 3 725 113  |
| Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes  | 945 709                         | 846 745            | 98 964                            | –                         | 98 964     |
| Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes  | 59 375                          | 58 672             | 703                               | –                         | 703        |
| Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes  | 298                             | 252                | 46                                | –                         | 46         |
| Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes                            | 94 959                          | 77 419             | 17 540                            | –                         | 17 540     |
| Avantages conférés aux clients et autres montants recouvrables du gouvernement du Québec                          | 1 102 258                       | 1 030 324          | 71 934                            | –                         | 71 934     |
| Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec   | 763 776                         | 718 391            | 45 385                            | –                         | 45 385     |
| Autres éléments d'actif   | 11 204                          | 3 403              | 7 801                             | –                         | 7 801      |
|   | 6 805 667                       | 2 737 938          | 4 067 729                         | –                         | 4 067 729  |
| <b>PASSIF ET AVOIR</b>  |                                 |                    |                                   |                           |            |
| <b>Passif</b>   |                                 |                    |                                   |                           |            |
| Emprunts à court terme  | 10 000                          | 10 000             | –                                 | –                         | –          |
| Emprunts à long terme   | 5 423 249                       | 1 929 363          | 3 493 886                         | –                         | 3 493 886  |
| Intérêts courus sur les emprunts auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement | 15 885                          | 15 885             | –                                 | –                         | –          |
| Passif au titre de la garantie  | 377 427                         | 242 885            | 134 542                           | –                         | 134 542    |
| Avantages perçus d'avance conférés par les Immigrants investisseurs   | 232 430                         | –                  | 232 430                           | –                         | 232 430    |
| Autres éléments de passif   | 56 868                          | 17 602             | 39 266                            | 11 559 a, b               | 50 825     |
|   | 6 115 859                       | 2 215 735          | 3 900 124                         | 11 559                    | 3 911 683  |
| <b>Avoir</b>  |                                 |                    |                                   |                           |            |
| Avoir initial   | 32 944                          | –                  | 32 944                            | –                         | 32 944     |
| Résultats non distribués  | 630 870                         | 522 203            | 108 667                           | (20 692) a, b             | 87 975     |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu  | 25 994                          | –                  | 25 994                            | 9 133 a                   | 35 127     |
|   | 689 808                         | 522 203            | 167 605                           | (11 559)                  | 156 046    |
|   | 6 805 667                       | 2 737 938          | 4 067 729                         | –                         | 4 067 729  |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## i) Explication du passage aux IFRS d'Investissement Québec

**IFRS 1, – Exemptions facultatives et exceptions obligatoires**

La norme IFRS 1 prévoit quelques exemptions et certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective complète des IFRS à la date de transition. IQ a choisi les exemptions facultatives suivantes aux fins de l'établissement de ses états financiers d'ouverture en IFRS :

*Regroupements d'entreprises*

Un nouvel adoptant peut choisir de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* aux regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition. Une application rétrospective exigerait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition. IQ a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3 aux regroupements d'entreprises antérieurs à sa date de transition et ces regroupements d'entreprises n'ont pas été retraités. Aux termes de l'exemption relative aux regroupements d'entreprises, la valeur comptable des actifs acquis et des passifs repris selon les PCGR canadiens à la date d'acquisition est devenue la valeur comptable présumée aux termes des IFRS à cette date. Cette même exemption s'applique aux acquisitions d'entreprises associées.

Malgré cette exemption, IQ était tenue, à la date de transition, d'évaluer si les actifs acquis et les passifs repris satisfaisaient aux critères de comptabilisation des IFRS pertinentes et s'il existait des actifs acquis ou des passifs repris qui n'étaient pas comptabilisés selon les PCGR canadiens, mais dont la comptabilisation était requise en vertu des IFRS. Les exigences des IFRS ont ensuite été appliquées aux actifs acquis et aux passifs repris pour la période courant de la date d'acquisition à la date de transition. L'application de cette exemption n'a pas donné lieu à un ajustement transitoire en vertu des IFRS.

*Désignation des actifs et des passifs financiers*

L'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* permet de désigner un instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net à la condition que certaines conditions soient respectées. À la date de transition, IQ a choisi de désigner les placements temporaires qui sont gérés et évalués sur la base de leur juste valeur dans la catégorie des placements désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, tout comme ils l'étaient selon les PCGR canadiens. Les autres placements temporaires ont été reclassés dans la catégorie des prêts et créances. IQ a également choisi de désigner les placements dans des entreprises associées détenus par IQ et IQ FIER comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Selon les PCGR canadiens, compte tenu que ces sociétés associées et IQ FIER répondaient à la définition de société de placements en vertu de la NOC-18, *Sociétés de placement*, ces placements étaient comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur à la date de transition des instruments financiers désignés correspond à la juste valeur établie selon les PCGR canadiens à cette date.

*Avantages du personnel*

IQ a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IAS 19, *Avantages du personnel*, qui permet le report et l'amortissement des gains et pertes actuariels. Par conséquent, le montant cumulé des écarts actuariels du régime à prestations définies a été comptabilisé aux résultats non distribués à la date de transition.

L'exception obligatoire suivante a été appliquée :

*Estimations*

En vertu de l'IFRS 1, les estimations faites selon les IFRS à la date de transition doivent être cohérentes avec les estimations faites à la même date selon les PCGR canadiens, sauf si des éléments probants montrent que ces estimations étaient erronées. L'IFRS 1 interdit le recours à des jugements *a posteriori* pour ajuster les estimations établies selon les PCGR canadiens qui étaient fondées sur l'information qui était disponible à la date d'établissement de l'estimation en cause.

150  
151



## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

**Ajustements IFRS aux capitaux propres au 1<sup>er</sup> avril 2011***a) Instruments financiers*

Selon l'IAS 39, une perte de valeur est comptabilisée pour un instrument de capitaux propres disponible à la vente lorsqu'il y a une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du placement en deçà de son coût. Selon les PCGR canadiens, une perte de valeur était comptabilisée seulement lorsque la baisse de valeur était considérée comme étant durable. IQ a déterminé que la juste valeur de certains de ses placements dans des actions cotées classées disponibles à la vente présentait des indications de baisse de valeur importante ou prolongée à la date de transition ou à une date de fin d'exercice antérieure. Par conséquent, des pertes de valeur totalisant 9 133 000 \$ ont été sorties du cumul des autres éléments du résultat global au 1<sup>er</sup> avril 2011 et la contrepartie a été comptabilisée aux résultats non distribués.

De plus, selon l'IAS 39, les engagements de fournir un prêt ou une garantie à un taux inférieur au marché doivent être comptabilisés initialement à leur juste valeur, alors que selon les PCGR canadiens, ces engagements de prêt étaient des éléments hors bilan. Par conséquent, un ajustement de 6 428 000 \$ du passif au titre des engagements a été comptabilisé au 1<sup>er</sup> avril 2011 et la contrepartie a été comptabilisée aux résultats non distribués.

L'IAS 39 exige également que la juste valeur initiale des instruments financiers soit majorée des coûts (revenus) de transaction directement attribuables, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquels les coûts (revenus) de transaction sont comptabilisés aux résultats lorsqu'ils sont encourus. Selon les PCGR canadiens, IQ avait choisi de comptabiliser aux revenus les commissions d'engagements lorsqu'elles étaient gagnées. Par conséquent, un ajustement des autres passifs de 2 453 000 \$ a été comptabilisé au 1<sup>er</sup> avril 2011 et la contrepartie a été comptabilisée aux résultats non distribués.

L'incidence de ces ajustements est résumée ci-dessous :

|  | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|--|-------------------------------|
| <b>Augmentation (diminution)</b>             |                               |
| Autres passifs                               | 8 881                         |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 9 133                         |
| Résultats non distribués                     | (18 014)                      |

*b) Avantages du personnel*

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, permet de faire un choix de méthode comptable relativement à la comptabilisation des écarts actuariels. IQ a choisi de comptabiliser tous les écarts actuariels immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Selon les PCGR canadiens, ces écarts actuariels étaient comptabilisés selon le report et l'amortissement des gains et pertes actuariels. À la date de transition, tous les écarts actuariels qui n'avaient pas été comptabilisés précédemment, y compris l'obligation transitoire non amortie pour un montant de 1 384 000 \$, ont été comptabilisés aux résultats non distribués.

De plus, selon les IFRS, tous les coûts des services passés non comptabilisés pour lesquels les droits sont acquis doivent être comptabilisés immédiatement, alors que selon les PCGR canadiens, les coûts des services passés étaient différés et amortis de façon linéaire sur la période de service restante des employés actifs à la date de modification du régime d'avantages du personnel. À la date de transition, les droits avaient été acquis relativement à tous les coûts des services passés qui n'avaient pas été comptabilisés précédemment. Par conséquent, un ajustement des autres passifs de 1 294 000 \$ a été comptabilisé au 1<sup>er</sup> avril 2011 et la contrepartie a été comptabilisée aux résultats non distribués.

L'incidence de ces ajustements est résumée ci-dessous :

|                                  | 1 <sup>er</sup> avril<br>2011 |
|----------------------------------|-------------------------------|
| <b>Augmentation (diminution)</b> |                               |
| Autres passifs                   | 2 678                         |
| Résultats non distribués         | (2 678)                       |

## Investissement Québec

## ii) Explication des reclassements du passage aux IFRS d'Investissement Québec Consolidé fusionnée

Les montants établis conformément aux IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2011, tel que présenté au tableau précédent, ont été reclassés sous différentes rubriques pour les fins de la présentation des états financiers consolidés après la fusion, tel que présenté au tableau suivant :

|  | Total IFRS       | Reclassements |            | Total            | Reclassements long terme (note j) | Investissement Québec Consolidé fusionnée |
|--|------------------|---------------|------------|------------------|-----------------------------------|---|
| <b>ACTIF</b>   |                  |               |            |                  |                                   |   |
| <b>Actif courant</b>   |                  |               |            |                  |                                   |   |
| Encaisse   | 3 578            | (3 578)       | a          | —                | —                                 | —   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | —                | 97 834        | a          | 97 834           | —                                 | 97 834                                    |
| Placements temporaires   | 96 665           | (94 256)      | a          | 2 409            | —                                 | 2 409                                     |
| Débiteurs  | —                | 1 785         | e          | 1 785            | —                                 | 1 785                                     |
| Honoraires de garantie à recevoir  | 17 540           | —             |            | 17 540           | (11 189)                          | 6 351                                     |
| Frais payés d'avance   | —                | 73            | e          | 73               | —                                 | 73  |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec   | —                | 3 194 185     | b          | 3 194 185        | (2 670 469)                       | 523 716                                   |
| Prêts  | 98 964           | 13            | h          | 98 977           | (72 639)                          | 26 338                                    |
| Placements   | 3 725 113        | (3 193 259)   | b, c, e, h | 531 854          | (519 195)                         | 12 659                                    |
| Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes                             | 703              | (703)         | h          | —                | —                                 | —   |
| Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes                               | 46               | (46)          | c          | —                | —                                 | —   |
| Montants recouvrables du gouvernement du Québec  | —                | 117 320       | d          | 117 320          | (76 107)                          | 41 213                                    |
| Avantages conférés aux clients et autres montants recouvrables du gouvernement du Québec | 71 934           | (71 934)      | d          | —                | —                                 | —   |
| Provisions cumulées pour pertes recouvrables du gouvernement du Québec                   | 45 385           | (45 385)      | d          | —                | —                                 | —   |
| Autres éléments d'actif  | 7 801            | (7 801)       | e          | —                | —                                 | —   |
|  | 4 067 729        | (5 752)       |            | 4 061 977        | (3 349 599)                       | 712 378                                   |
| Honoraires de garantie à recevoir  | —                | —             |            | —                | 11 189                            | 11 189                                    |
| Billets à recevoir du gouvernement du Québec   | —                | —             |            | —                | 2 670 469                         | 2 670 469                                 |
| Prêts  | —                | —             |            | —                | 72 639                            | 72 639                                    |
| Placements   | —                | —             |            | —                | 519 195                           | 519 195                                   |
| Montants recouvrables du gouvernement du Québec  | —                | —             |            | —                | 76 107                            | 76 107                                    |
| Immobilisations corporelles  | —                | 4 002         | e          | 4 002            | —                                 | 4 002                                     |
| Immobilisations incorporelles  | —                | 1 517         | e          | 1 517            | —                                 | 1 517                                     |
| Autres actifs financiers   | —                | 233           | e          | 233              | —                                 | 233                                       |
|  | —                | 5 752         |            | 5 752            | 3 349 599                         | 3 355 351                                 |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>  | <b>4 067 729</b> | <b>—</b>      |            | <b>4 067 729</b> | <b>—</b>                          | <b>4 067 729</b>                          |
| <b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>  |                  |               |            |                  |                                   |   |
| <b>Passif courant</b>  |                  |               |            |                  |                                   |   |
| Créditeurs et charges à payer  | —                | 24 548        | f          | 24 548           | —                                 | 24 548                                    |
| Passif au titre des avantages du personnel   | —                | 9 259         | f          | 9 259            | —                                 | 9 259                                     |
| Emprunts à long terme  | 3 493 886        | (3 493 886)   | i          | —                | —                                 | —   |
| Tranche à court terme de la dette à long terme   | —                | 3 170 069     | i          | 3 170 069        | (2 654 981)                       | 515 088                                   |
| Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt  | —                | 323 817       | i          | 323 817          | —                                 | 323 817                                   |
|  | 3 493 886        | 33 807        |            | 3 527 693        | (2 654 981)                       | 872 712                                   |
| Dette à long terme   | —                | —             |            | —                | 2 654 981                         | 2 654 981                                 |
| Passif au titre de la garantie   | 134 542          | —             |            | 134 542          | —                                 | 134 542                                   |
| Passif au titre des prestations définies   | —                | 4 892         | f          | 4 892            | —                                 | 4 892                                     |
| Avantages perçus d'avance conférés par les Immigrants investisseurs                      | 232 430          | —             |            | 232 430          | —                                 | 232 430                                   |
| Autres éléments de passif  | 50 825           | (50 825)      | f          | —                | —                                 | —   |
| Autres passifs   | —                | 12 126        | f          | 12 126           | —                                 | 12 126                                    |
|  | 3 911 683        | —             |            | 3 911 683        | —                                 | 3 911 683                                 |
| <b>Capitaux propres</b>  |                  |               |            |                  |                                   |   |
| Avoir initial  | 32 944           | (32 944)      | g          | —                | —                                 | —   |
| Résultats non distribués   | 87 975           | 32 944        | g          | 120 919          | —                                 | 120 919                                   |
| Cumul des autres éléments du résultat global   | 35 127           | —             |            | 35 127           | —                                 | 35 127                                    |
|  | 156 046          | —             |            | 156 046          | —                                 | 156 046                                   |
| <b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>   | <b>4 067 729</b> | <b>—</b>      |            | <b>4 067 729</b> | <b>—</b>                          | <b>4 067 729</b>                          |

152  
153

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 mars 2012 et soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2011  
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## EXPLICATION DES RECLASSEMENTS

- a) L'encaisse et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition ont été regroupés sous la rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».
- b) Les billets à recevoir du gouvernement du Québec sont présentés sous une rubrique distincte plutôt que d'être inclus dans les « Placements ».
- c) Les « Parts » ont été reclassées dans les « Placements ».
- d) Les montants recouvrables auprès du gouvernement du Québec ont été regroupés sous une même rubrique.
- e) Les « Autres éléments d'actif » ont été présentés sous des rubriques distinctes plutôt que d'être regroupés sous une même rubrique.
- f) Les « Autres éléments de passif » ont été présentés sous des rubriques distinctes plutôt que d'être regroupés sous une même rubrique.
- g) L'avoir initial a été reclassé sous la rubrique « Résultats non distribués ».
- h) Les « Actions » ont été reclassées dans les « Placements » et les « Prêts ».
- i) Les avances du gouvernement du Québec, sans intérêt, ont été reclassées à court terme.
- j) Les éléments d'actif et de passif sont présentés en distinguant la portion courante de la portion non courante, alors qu'ils étaient auparavant présentés par ordre de liquidité sans cette distinction.



**ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2012**

---

**Consolidation de la filiale IQ FIER inc. dans les états financiers consolidés  
d'Investissement Québec**

Les opérations d'IQ FIER inc. sont maintenant intégrées aux états financiers consolidés d'Investissement Québec.



**ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2012**

---

**Consolidation de la filiale IQ Immigrants Investisseurs inc. dans les états financiers consolidés d'Investissement Québec**

Les opérations d'IQ Immigrants Investisseurs inc. sont maintenant intégrées aux états financiers consolidés d'Investissement Québec.

